OFFICE DES PROVENDES DU CANADA

LIVESTOCK FEED BOARD OF CANADA

ISBN 0-662-93633-7

LES INDUSTRIES NORD-AMÉRICAINES DES CÉRÉALES ET DU BÉTAIL

PROFIL SECTORIEL

A P E R Ç U

par
A. Douglas Mutch
Directeur de la recherche économique
et
Secrétaire de l'Office

Novembre 1985

Case Postale 177
Succursale Snowdon
Montréal (Québec)
H3X 3T4

Canada

87-01450/

FONCTIONS ET ACTIVITÉS

L'Office des provendes du Canada est une société de la Couronne qui doit rendre compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établi en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, il a pour objet d'assurer a) la disponibilité des provendes dans l'est du Canada et en Colombie-Britannique, b) un espace d'emmagasinage suffisant pour les provendes dans l'est du Canada, et c) une stabilité raisonnable et une péréquation équitable des prix des provendes dans l'est du Canada en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. L'Office administre le Programme de péréquation des frais de transport des céréales fourragères, qui comporte entre autres le remboursement partiel du coût du transport de ces céréales. La Loi stipule également que l'Office doit étudier de façon continue les besoins en provendes fourragères dans ces régions, et faire au Ministre des recommandations au sujet des besoins en espace supplémentaire d'emmagasinage dans l'est du Canada. L'Office doit aussi conseiller le gouvernement sur tout ce qui concerne la stabilisation et la péréquation équitable des prix des provendes pour les éleveurs d'animaux de ferme et, dans la plus grande mesure compatible avec ses objets, consulter tous les ministères, directions ou autres organismes du gouvernement du Canada ou d'une province dont les attributions, les buts ou les objets s'apparentent à ceux de l'Office, et collaborer avec eux.

PRÉFACE

Le monde agricole nord-américain a changé énormément au cours des 25 dernières années. Cela s'est produit durant une période où l'agriculture perdait de l'importance en raison de la concentration des populations dans les centres urbains. Puisque la population des villes a augmenté aussi bien en termes absolus qu'en termes relatifs, les intérêts et les préoccupations des milieux ruraux ont eu de moins en moins d'écho, ce qui a contribué encore davantage au recul de l'importance de l'agriculture dans l'opinion publique. Chaque année, c'est non seulement le pourcentage des personnes qui vivent en zone urbaine qui augmente, mais également celui des personnes qui y sont nées. De moins de moins de gens ont vécu en région rurale ou y ont des racines.

Au cours des 25 dernières années, les questions agricoles sont devenues de plus en plus indissociables des grands événements économiques et politiques du monde. Par exemple, les hausses des prix du pétrole attribuables à l'OPEP ont eu des répercussions dans tous les secteurs de l'agriculture, du producteur au consommateur. Durant les années 1970, le crédit était facile à obtenir et les taux d'intérêt étaient bas, tandis que durant la décennie suivante, l'argent était rare et les taux d'intérêt élevés. Il s'agit d'un autre phénomène d'ensemble important. En effet, au sortir des années 1970 et au début des années 1980, l'endettement était de plus en plus le moteur de l'activité économique.

Les marchés anémiques des années 1960 sont devenus, durant les années 1970, des marchés en expansion. Les producteurs céréaliers, qui avaient été contraints à transformer leur grain en viande pour le vendre à profit, pouvaient désormais le produire et le vendre comme tel à des prix avantageux. Le fait que certains céréaliculteurs aient tiré partie de ces circonstances favorables a créé de nouvelles occasions pour ceux qui souhaitaient se lancer dans l'élevage ou accroître leur production de bétail. Il s'est dont agi d'une période fertile en possibilités aussi bien pour les céréaliculteurs que pour les éleveurs, qui n'ont pas manqué de tirer parti des occasions qui s'offraient à eux.

Comme il est pénible de le constater en rétrospective, la forte croissance des années 1970 était insoutenable. Les marchés des années 1980 sont fort différents de ceux des années 1970. L'expansion a cédé la place au repli et, une fois de plus, les céréaliculteurs ont de plus en plus de difficultés à vendre directement leurs céréales à profit. On se tourne donc de plus en plus vers la commercialisation des céréales sous forme de

viande. Cependant, la situation agricole du milieu des années 1980 est fort différente de celle qui prévalait au début des années 1970. Ainsi, aurait-on tort de croire que l'histoire se répétera nécessairement.

Durant les années 1970, une partie plus considérable des céréales produites dans les régions de production céréalière excédentaire a été commercialisée sous forme de céréales; parallèlement, les zones céréalières perdaient une partie de leur production animale. Aux États-Unis, une partie du marché du porc s'est déplacée vers le Sud-est et une partie du marché des bovins s'est déplacée de l'Iowa vers le Texas. Les zones de pâturages ainsi libérées ont pu être affectées à la production céréalière. Au Canada, le changement le plus spectaculaire a été le déplacement de l'Ouest vers l'Est d'une partie de l'industrie porcine canadienne. La conjoncture commerciale qui permettait aux producteurs de céréales et de bétail de se concentrer avantageusement sur la production céréalière fournissait du même coup l'occasion à d'autres producteurs de tirer des bénéfices intéressants de l'élevage.

À mesure que la production agricole augmentait dans diverses régions, certaines zones s'élargissaient. La zone nord-américaine du maïs s'est déplacée vers le nord et vers l'est, absorbant une bonne partie de l'Ontario et s'implantant très fortement au Québec. La production de sorgho s'est également accrue, ce qui a assuré un excellent approvisionnement local en aliments fourragers aux éleveurs situés au sud-ouest de la zone du maïs des États-Unis. Ainsi, si les conditions qui prévalent au cours des années 1980 favorisent le retour à l'alimentation du bétail de la part des producteurs de céréales, l'aire géographique de production céréalière du milieu des années 1980 est fort différente de celle de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

L'aperçu présenté ci-après sera axé sur les grands événements qui ont marqué les marchés des céréales et du bétail au cours des dernières 25 années. La rétrospective est faite en regard de l'évolution de la réalité mondiale et de ses incidences sur les divers secteurs agricoles. Une meilleure compréhension de l'évolution des divers secteurs de production céréalière et animale de l'Amérique du Nord au cours des 25 dernières années permettra de mieux saisir l'évolution probable des prochaines années. L'aspect le plus important de l'aperçu, c'est qu'il représente une tentative de synthèse des diverses composantes des industries de la production céréalière et de l'élevage du Canada et des États-Unis. C'est grâce à une telle synthèse que les divers éléments constituants pourront être mis en perspective.

Au cours de la période qui vient, des profils des divers secteurs des industries nord-américaines des céréales et de l'élevage seront élaborés. Au départ, l'effort portera sur les secteurs des céréales, des viandes rouges et de la volaille. Compte tenu des rapports étroits entre ces secteurs et les marchés mondiaux, un examen plus détaillé du contexte agricole mondial sera également fait. Pour ce qui est de la théorie économique et de ses applications, c'est là un domaine qui intéresse surtout les experts en la matière, de sorte que ces questions seront traitées, pour l'essentiel, dans un autre cadre que celui de la présente étude de profils. Il importe davantage d'enrichir la gamme des profils sectoriels étudiés en y ajoutant le secteur laitier et celui des oléagineux.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PRÉFACE	i
TABLE DES MATIÈRES	iv
APERÇU	
I. Perspective macroéconomique	
A. Application de la théorie économique	
1. Une économie en déséquilibre	1
2. Économétrie	3
3. Étude et analyse du marché	4
B. Contexte économique mondial	
1. Désintégration du système financier mondial	6
2. Cours pétroliers et inflation	6
3. Faibles taux d'intérêt et valeur accrue des actifs	8
4. Taux d'intérêt élevés et stagnation	11
II. Le contexte agricole mondial	
A. Marchés céréaliers mondiaux	
1. Le commerce mondial	13
a) les années 1960	15
b) les années 1970	20
c) les années 1980	23
2. La politique des États-Unis	31
3. Tendances de la production mondiale	40
B. Marchés mondiaux du bétail	
1. Commerce mondial	46
a) Généralités	46
b) Boeuf	48
c) Porc	49
d) Volaille	51
2. Production mondiale	53
III. Le climat agricole canado-américain	
A. Conditions agricoles en général	
1. Difficultés financières	56
2. Tendances de la production céréalière	61
a) Canada	61
b) États-Unis	65
3. Tendances de la production du bétail	67
a) Canada	67
b) États-Unis	70
4. Évolution du marché de la viande	75
5. Rapports entre la production céréalière et l'élevage	80

I. PERSPECTIVE MACROÉCONOMIQUE

A. APPLICATION DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE

1. Une économie en déséquilibre

Avant que John Maynard Keynes ne publie sa "théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie", c'est essentiellement la microéconomie qui intéressait les économistes. Cela veut dire qu'ils s'intéressaient à des marchés particuliers plutôt qu'à l'ensemble de l'économie. Adam Smith avait affirmé que si chaque personne cherchait à satisfaire au maximum à ses propres intérêts, par le fait même, une main invisible garantissait les meilleurs intérêts de la société dans son ensemble. Autrement dit, si chaque marché concurrentiel était en équilibre, alors l'économie le serait. La macroéconomique, l'étude de l'économie dans son ensemble, n'existait tout simplement pas.

La naissance de la macroéconomique remonte ainsi au milieu des années 1930, à la publication de la théorie générale de Keynes. Contrairement au laisser-faire que prônaient les économistes classiques (qui recommandaient de faire confiance à la main invisible), Keynes proposait l'interventionnisme d'État dans l'économie. Les économistes classiques supposaient un équilibre naturel à l'échelle macroéconomique, tandis que Keynes supposait pratiquement une économie en déséquilibre permanent.

> Je soutiendrai que les postulats de la théorie classique sont appliquables à un cas particulier seulement et non pas au cas général, la situation qui, d'après cette théorie, constitue un point limite des positions d'équilibre possibles. De plus, les caractéristiques du cas particulier que suppose la théorie classique ne correspondent tout simplement pas à la réalité de la société économique dans laquelle nous vivons, de sorte que ces enseignements sont trompeurs et désastreux si nous tentons de les appliquer aux faits d'expérience. [1]

Cette considération est de la plus haute importance. Puisque toute économie tendait à être en déséquilibre, il y avait lieu, selon Keynes, d'adopter une ligne de conduite qui permettrait de remettre l'économie en équilibre. Si on négligeait de le faire, il en résulterait des périodes

prolongées de déséquilibre des marchés. Tout en étant radicalement nouvelle, l'approche de Keynes demeurait compatible avec la théorie classique. Un marché pouvait ainsi être en "équilibre momentané", tout en étant en situation de déséquilibre à court et à long terme.

Telle était la situation durant les années 1970. En 1972 et 1973, une série de chocs a déstabilisé, dans un premier temps, les marchés des marchandises puis, l'économie mondiale en général. La majorité des pronostiqueurs et des théoriciens ont interprété ce processus de façon tout à fait erronée, et cela, pour deux raisons fondamentales. En premier lieu, la science économique est devenue trop abstraite. Voici ce que dit Franco Modigliani, récipiendaire du prix Nobel d'économie en 1985 :

> **Q.** Existe-t-il aujourd'hui en économie un mouvement intellectuel qui puisse être comparé à celui des premières années du keynésianisme?
>
> **R.** Non. Il faut souligner au départ que Keynes avait assurément les deux pieds tout à fait sur terre. Ces nouvelles rébellions dans la pensée économique sont comme des attentes rationnelles -- ce qui sous-entend qu'il est inutile de tracer des lignes de conduite en matière de politique économique, étant donné que les changements de politique sont pressentis dans les marchés et perdent de ce fait toute efficacité -- elles sont abstraites. À mon avis, on peut en conclure que leurs instigateurs ont une compréhension limitée de la réalité.[2]

En second lieu, les économistes qui se spécialisent en pronostics sont devenus trop dépendant de l'analyse quantitative. On a cru trop facilement qu'il suffisait de manipuler les rapports économiques du passé pour dégager une projection valable pour l'avenir. Simultanément, l'analyse qualitative, ou, autrement dit, l'analyse directe des raisons qui expliquent certains rapports et de l'évolution probable de ces rapports, était pratiquement laissée pour compte. Constatant cette lacune, M. Michael Blumenthal, ancien Secrétaire au Trésor américain, déclarait ce qui suit en 1981 :

> *Je pense vraiment que la profession d'économiste est au bord de la faillite pour ce qui est de comprendre la situation actuelle -- avant ou après le fait.*[3]

Ainsi, à cause de leur optique quantitative et abstraite, la plupart des pronostiqueurs professionnels ont recommandé un ensemble de mesures qui n'étaient pas adaptées aux circonstances. La situation économique en général a donc continué de se détériorer jusqu'à ce qu'un réaliste comme M. Paul Volcker, le Président de la Réserve fédérale des États-Unis, s'avise de serrer le frein monétaire en 1981. Toutefois, pour la plupart des producteurs du secteur primaire, le remède à l'inflation a été pire que la maladie elle-même. Les prix des marchandises ont dégringolé.

La réalité économique a changé du jour au lendemain. On a troqué l'économie en déséquilibre des années 1970 -- où l'accès au crédit était facile, les taux d'intérêt réels bas et l'inflation élevée -- pour l'économie en déséquilibre des années 1980 -- caractérisée par un resserrement du crédit, des taux d'intérêt réels élevés et un faible taux d'inflation. Pour les producteurs de produits de base, la déflation des prix des marchandises était venue remplacer, dans les années 1980, l'inflation qu'ils avaient connue au cours des années 1970. À l'heure actuelle, c'est ce phénomène déflationniste qui caractérise la réalité économique.

2. Économétrie

Parler de l'approche quantitative en analyse économique c'est parler d'économétrie. On construit des modèles de l'économie à partir de séries de données constituées à partir de l'activité économique antérieure. Des rapports sont établis (par ex. : toute augmentation de 1 $ du produit national entraîne une augmentation immédiate de 80 cents de la consommation et exerce un effet multiplicateur décalé de 4 $), puis intégrés au modèle. Graduellement, on construit un modèle statistique de l'économie, on le teste, on le révise et on l'explicite.

Durant les années 1960 et au début des années 1970, les premiers modèles de l'économie étaient considérés exacts à 80 % ou 90 %. Le degré d'exactitude s'est détérioré au cours des années 1970 et les modèles ont généralement fait défaut durant les années 1980. Les anciens modèles, qui correspondaient à un milieu économique plus stable et prévisible ne sont plus fiables, étant donné qu'ils ne représentent pas certains facteurs comme la déréglementation bancaire, la fluctuation des taux de change et d'autres réalités qu'il n'est pas facile d'exprimer sous forme d'équations.

Celui qui a créé et perfectionné le modèle macroéconomique, M. Michael K. Evans, a déclaré récemment que les modèles du genre ne fonctionnent plus et qu'ils ont

cessé de fonctionner depuis cinq ans déjà. Il soutient que certaines réalités fondamentales ont changé et qu'elles n'ont pas été intégrées aux modèles. M. Evans a été l'initiateur et l'âme dirigeante de sociétés comme Wharton Econometric Forecasting Associates, Chase Econometrics et Evan Econometrics.[4]

Non seulement est-il difficile de redéfinir et de reformuler les rapports à mesure qu'ils évoluent, mais les dépistages des changements que masque une tendance posent un problème. Les patrons cycliques normaux peuvent être intégrés à un modèle, mais les changements de tendance imprévus ne peuvent pas l'être. C'est cette lacune qui explique que, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, les analystes ont fondé leurs prédictions des tendances des prix pétroliers sur l'expérience des années 1970. En extrapolant la tendance à la hausse des années 1970 sur la decennie suivante, on obtenait, en milieu de période, des prix allant jusqu'à 50 $US le baril et, en fin de période, des prix atteignant les 100 $US le baril.

En 1982, on a fait une analyse économétrique des incidences agricoles de la modification du tarif du nid-de-corbeau.[5] Dans le modèle, les prévisions suivantes du prix moyen de l'orge à Thunder Bay ont été retenues : 186 $ la tonne en 1982-1983, 240 $ la tonne en 1985-1986 et 367 $ la tonne en 1990-1991. Or, en novembre 1985, le prix en question était de 105 $ la tonne. Pourtant, les prévisions de prix ayant servi à l'analyse ne violaient pas les principes de modélisation généralement reconnus. Elles manquaient tout simplement de réalisme.

Lorsqu'on examine les prévisions économiques, il y a lieu tout d'abord de prendre connaissance des hypothèses. S'il est supposé que les prix des produits augmenteront plus rapidement que les prix des facteurs de production et que toute la production pourra être écoulée, alors on ne doit pas se surprendre de résultats indiquant un brillant avenir pour l'industrie en question. Les dés sont pipés. Ce genre d'hypothèses a été retenu dans la plupart des modèles de prévision des prix des marchandises au cours des années 1970 et il en est de même durant la présente décennie.

3. Étude et analyse du marché

Pour faire l'étude et l'analyse d'un marché, on doit nécessairement considérer un certain nombre de facteurs. Cependant, l'approche sera fondamentalement soit déductive, soit inductive. L'approche déductive consiste à inférer un cas particulier à partir d'une situation générale. L'approche inductive, par contre, consiste à partir de

faits particuliers pour en arriver à une observation de portée générale. C'est normalement l'optique déductive qui est retenue dans ce genre d'analyse.

Le grand avantage de l'approche inductive, c'est qu'elle fournit un fondement concret à l'analyse. À mesure que les faits sont caractérisés, ils servent à construire un cadre général qui est en accord avec la réalité observée. L'approche déductive a comme désavantage de partir d'un cadre général supposément compatible avec les réalités sous-jacentes du marché. Une telle supposition est souvent erronée.

L'optique d'analyse de la présente étude est essentiellement inductive.

B. CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL

1. Désintégration du système financier mondial

Il est difficile de séparer le problème de l'endettement du climat inflationniste des années 1970 et du relâchement général des mesures de contrôle financier, puisque ces facteurs sont liés de façon si inextricable. Ce sont les augmentations des prix du pétrole qui ont amorcé les spirales de l'endettement et de l'inflation, mais le phénomène dans son ensemble s'inscrivait dans le contexte d'une désintégration progressive du système financier mondial. La décision de 1971 du Président Nixon de ne plus lier le dollar américain à l'étalon-or a été, d'après certains, le principal point de départ de cette détérioration généralisée.

En abandonnant l'étalon-or, les États-Unis cessaient d'affirmer que le dollar et l'or s'équivalaient. Il n'était désormais plus possible d'échanger des dollars pour de l'or; les dollars ne s'échangeaient plus que pour d'autres dollars. Le système mondial de taux de change fixes avait déjà commencé à s'effriter à cette époque. Le Canada a été, en 1970, le premier pays important à faire flotter sa devise mais, l'accord de Bretton Woods avait déjà commencé à se désagréger sous le poids de difficultés financières croissantes. Dès mars 1973, toutes les devises flottaient, même si certains pays tentaient de fixer le taux de leur devise par rapport à d'autres devises.

Le monde voyait apparaître un système financier qui ne reposait que sur du papier. Les exigences externes qui avaient été en vigueur aux termes de l'accord de Bretton Woods n'imposaient plus de contrainte financière aux diverses économies nationales. Les excès qui, auparavant, auraient créé des crises de devises étrangères étaient désormais occultés par le jeu des taux flottants. De fait, l'adoption d'un système de taux de change flottant pour les principales devises a également contribué à l'accroissement des liquidités mondiales en réduisant la demande globale de réserves de devises étrangères.

C'est dans un tel contexte que se sont manifestés pour la première fois les augmentations des prix du pétrole attribuables à l'OPEP.

2. Cours pétroliers et inflation

Les augmentations de prix pétroliers de 1973 ont pris pratiquement tout le monde par surprise. Étant donné que l'énergie est, directement ou indirectement, un élément critique de la plupart des types d'activités économiques,

les coûts de production ont fortement augmenté dans la plupart des industries. Les coûts de production plus élevés ont été immédiatement transférés aux consommateurs qui, à leur tour, ont exigé des salaires plus élevés. La boucle était ainsi bouclée pour garantir l'inflation par les coûts. Puisque personne ne voulait absorber la hausse de coût, chacun s'efforçait de la transférer à quelqu'un d'autre. L'augmentation du paper-monnaie a été suffisante pour permettre à ce processus de suivre son cours.

> Les pays développés ont eu recours à des mesures de facilitation du crédit aussi bien avant qu'après le premier choc pétrolier. Par conséquent, la croissance économique s'est poursuivie dans les pays en développement. Parmi les pays de l'OCDE, la modification des réseaux d'échanges commerciaux et les politiques monétaires expansionnistes engendrèrent un degré de liquidité qui n'avait jamais existé auparavant dans le système financier international.[6]

C'était, au même moment, l'amorce du plus important transfert de capitaux de toute l'histoire de l'humanité, alors que les coffres de l'OPEP commençaient à déborder.

> Le choc pétrolier de 1973-1974 a signifié, pour nombre de pays, un déséquilibre de la balance des paiements. Les prix pétroliers ayant quadruplé à l'avantage des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la structure des paiements et le climat financier international ont été modifiés de façon spectaculaire et ce fut le début d'un processus qui donna lieu à l'accumulation de dettes importantes.[7]

C'est parce qu'il existait dans le système financier mondial un surplus de fonds à prêter que cette accumulation de dettes s'est produite. Par conséquent, les taux d'intérêt étaient très bas et ils étaient même, à l'occasion, négatifs en termes réels, et les banquiers adoptaient des lignes de conduite très souples en matière de prêts. Il fallait placer ces fonds excédentaires et les financiers s'appliquèrent avec diligence à trouver des façons d'en disposer.

> Les banquiers internationaux recyclèrent ces liquidités sous forme de dépôts en pétrodollars, en amorçant un programme de prêt de grande envergure destiné aux pays importateurs de pétrole à revenus moyens. Les banquiers participants s'attendaient à réaliser de très forts bénéfices.[8]

Le système financier mondial et le Tiers-Monde absorbèrent une bonne partie des capitaux de l'OPEP, ainsi que des effets inflationnistes et expansionnistes qui allaient de pair.

> L'économie mondiale traversa la première crise pétrolière sans grande difficulté. Au départ les niveaux d'endettement étaient suffisamment bas pour que l'accumulation ne constitue pas un fardeau insupportable pour le système mondial de paiement. De plus, l'infusion de quantités importantes de capitaux internationaux dans l'économie mondiale engendra une expansion internationale alimentée par la croissance des exportations. Pour l'ensemble des pays en développement non membres de l'OPEP, la valeur totale en dollars des exportations était de 2,5 fois plus considérable en 1980 qu'en 1975. De plus, la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble des pays en développement se chiffra en moyenne à 5 % par année au cours de cette période.[9]

3. Faibles taux d'intérêt et valeur accrue des actifs

Le premier choc pétrolier a rapidement entraîné une augmentation des prix des marchandises, tout en n'ayant qu'un effet minime sur les taux d'intérêt. L'augmentation des prix des marchandises d'exportation a également eu pour effet d'augmenter les rentrées de fonds de bon nombre de pays, ce qui a stimulé encore davantage les emprunteurs.

> Durant la période 1973-1981, les augmentations générales de prix ont touché non seulement le pétrole mais l'ensemble des matières premières. Même si la valeur des autres ressources n'a pas augmenté, en général, de façon aussi spectaculaire que celle du pétrole,

> elle a néanmoins augmenté considérablement. Par exemple, pour la période 1972-1980, les prix en dollars de la bauxite et du caoutchouc ont quadruplé, ceux de l'aluminium et du café ont triplé et ceux du nickel, du cuivre et du manganèse ont doublé.[10]

Les faibles taux d'intérêt et les niveaux d'emprunt accrus ont eu pour effet de stimuler l'économie mondiale et d'alimenter l'inflation, à mesure que leurs répercussions se sont propagées. Une bonne partie des capitaux de l'OPEP a été canalisée vers les pays du Tiers-Monde, qui, à leur tour, l'ont utilisée pour acheter dans les pays industrialisés qui, à leur tour, en ont transféré une partie aux pays de l'OPEP. Et, ainsi de suite, les fonds excédentaires ont été recyclés constamment. Parallèlement, on assistait à une appréciation passablement généralisée des actifs dans nombre de secteurs.

Durant les années 1970 et 1980, les économies canadienne et américaine ont subi de nombreux chocs, qui ont surtout eu la forme de prix alimentaires et énergétiques plus élevés. Cependant, durant toute cette période, l'augmentation du revenu réel moyen du consommateur a été tout aussi considérable qu'elle l'avait été durant les années 1960. De plus, les éléments d'actif tangibles et, notamment, les valeurs immobilières, ont également augmenté fortement en valeur, de sorte que la plupart des gens se sont retrouvés en 1980 avec une valeur nette beaucoup plus considérable que celle qu'ils affichaient en 1970.

Durant la deuxième moitié de 1970, de nombreux consommateurs se sont mis à emprunter sur la plus-value de leurs actifs pour continuer à répondre à leurs attentes accrues. L'actif net d'un ménage a une incidence considérable sur ses habitudes de dépense. Par conséquent, il y a lieu de considérer un accroissement de la valeur nette de la même manière qu'un accroissement du revenu. Lorsque les consommateurs empruntent sur leur actif net, on doit considérer la valeur nette exactement comme un revenu. C'est parce qu'ils n'ont pas tenu compte de ce facteur que la plupart des économistes ont sous-estimé la vigueur des économies américaine et canadienne durant les années 1970.

Par exemple, avant 1970, les propriétaires-occupants n'empruntaient pratiquement jamais sur la valeur nette de leur maison à des fins de consommation. Pour la période de 1970 à 1975, ce type d'emprunt a été évalué à 1 % du PNB. En 1980, cette proportion avait atteint 2 % du PNB. Si les

économistes avaient intégré cette nouvelle source de "revenu" à leurs projections économétriques, ils auraient prédit une vigueur économique bien supérieure à ce qu'ils ont prédit effectivement.

Les pays en voie de développement ont également tiré partie des avantages des bas niveaux des taux d'intérêt et de la valeur élevée des actifs et des produits.

> Les taux de croissance de la masse monétaire ont été élevés durant les années 1970, comparativement aux autres années de la période de l'après-guerre, ce qui a procuré aux pays en développement deux avantages importants : une demande accrue de tous les biens et services en général et de faibles taux d'intérêt réels. La croissance de l'inflation dans l'Occident industrialisé, causée par une expansion monétaire rapide, a procuré un avantage concurrentiel aux produits du monde en développement, notamment dans les marchés des États-Unis, ce qui a facilité les remboursements.[11]

Dans une certaine mesure, la vigueur économique de la fin des années 1970 était illusoire. Durant cette décennie, l'activité économique a été stimulé à outrance, du fait que les consommateurs ont voulu toucher la plus-value de leurs actifs. De plus, le financement des dettes était très bon marché en raison de l'accès facile au crédit dans l'ensemble du système financier mondial.

> Pour l'ensemble des pays en voie de développement, le taux de croissance moyen de la masse monétaire (M1) a été supérieur à 10 % de 1971 à 1973, ce qui a fourni la liquidité voulue pour alimenter des augmentations de prix des matières premières entre 1972 et 1974. On a assisté par la suite à un ralentissement de la croissance de la masse monétaire en 1974. De 1976 à 1979, les taux de croissance de la masse monétaire se sont à nouveau chiffrés en moyenne à 10 %.[12]

4. Taux d'intérêt élevés et stagnation

Après les augmentations de prix de l'OPEP en 1973-1974, on a réagi, dans les marchés financiers, en cherchant des façons de recycler les pétrodollars et de s'adapter à la montée fulgurante des coûts énergétiques. Comme il a été expliqué précédemment, on s'est adapté aux hausses de coûts énergétiques surtout pour un processus de transfert selon lequel chaque intervenant du système transmettait l'augmentation du prix aux prochains maillons de la chaîne. Le recyclage des pétrodollars a été assuré grâce à l'offre de taux d'intérêt irrésistiblement bas.

Toutefois, avant la fin de la décennie, il était devenu assez évident que les problèmes de fond ne pouvaient plus être éludés et que les augmentations des prix du pétrole ne pouvaient tout simplement pas être transférées indéfiniment. Surtout à l'instigation de la Federal Reserve Bank des États-Unis, les robinets monétaires ont été fermés. L'augmentation des prix pétroliers de 1979 a été suivie de trois années de réduction de la croissance monétaire et les taux de croissance de la masse monétaire entre 1979 et 1982 ont été inférieurs à ceux de 1974 dans tous les cas.

> Si la première vague d'augmentation des prix pétroliers, celle de 1973-1974, a préparé le terrain à une forte croissance de l'endettement, le second choc pétrolier, celui de 1979-1980, a pavé la voie de la récession mondiale de 1980-1983. La seconde augmentation des prix pétroliers a une plus grande portée que la première, si l'on considère les réactions très distinctes auxquelles ces événements ont donné lieu dans le monde en développement. Face à l'augmentation de 1973-1974, la politique a consisté à trouver des moyens de recycler les pétrodollars et de s'adapter au bond en avant des coûts énergétiques. Face à la crise de 1979-1980, par contre, les principaux pays industrialisés ont adopté simultanément des politiques monétaires contradictoires. L'inflation mondiale qui avait été déclenchée par l'augmentation des prix pétroliers de 1973-1974, mais qui était loin de dépendre de ce seul facteur, s'est avérée inacceptable pour l'Occident, de sorte que les autorités des pays occidentaux ont jugé opportun d'y remédier en n'ayant recours qu'à des mesures traditionnelles.

> La baisse soudaine de la croissance monétaire a freiné très nettement l'économie mondiale, élevé les taux d'intérêt réel et rendu l'endettement onéreux. Ce sont les incidences des réactions au second choc pétrolier qui ont donné naissance aux problèmes actuels de remboursement.[13]

Entre 1975 et 1980, les taux d'intérêt réel ont été en moyenne de moins 3 %. De 1981 à 1983, la moyenne a été de plus 17 %, soit une hausse de 20 points de pourcentage. Initialement, la réaction à l'augmentation de 1979 a été similaire à celle qui fut observée après les augmentations de 1973-1974. Les emprunteurs ont continué à accumuler des dettes à une cadence rapide, misant sur la poursuite de la politique établie du maintien du faible taux d'intérêt. Il était raisonnable d'accepter un taux préférentiel de 20 % dans la mesure où, dans les six mois suivants, on prévoyait une augmentation de 30 % de la valeur de l'actif acquis grâce à l'emprunt.

À cette époque, la question de l'appréciation de l'actif a totalement éclipsé celle des coûts du service de la dette. Le climat changea brusquement. La récession qui frappa l'Occident entraîna une chute des prix des produits d'exportation et de certains éléments d'actif et obligea les débiteurs à consentir des paiements inattendus. À mesure qu'augmentaient les taux d'intérêt réel, les coûts du service de la dette augmentaient de plus belle et la crise de l'endettement était née. La récession de 1980-1983 a touché d'une façon particulièrement dure le secteur des produits de base. La politique budgétaire des États-Unis a contribué à relever l'économie mondiale des creux de 1983 mais cela n'a pas eu pour effet de faire augmenter les prix des produits de base. En fait, les forts déficits budgétaires et commerciaux américains des dernières années n'ont pas permis de résoudre ailleurs la crise de l'endettement, mais ils ont aggravé le problème de l'endettement aux États-Unis même.

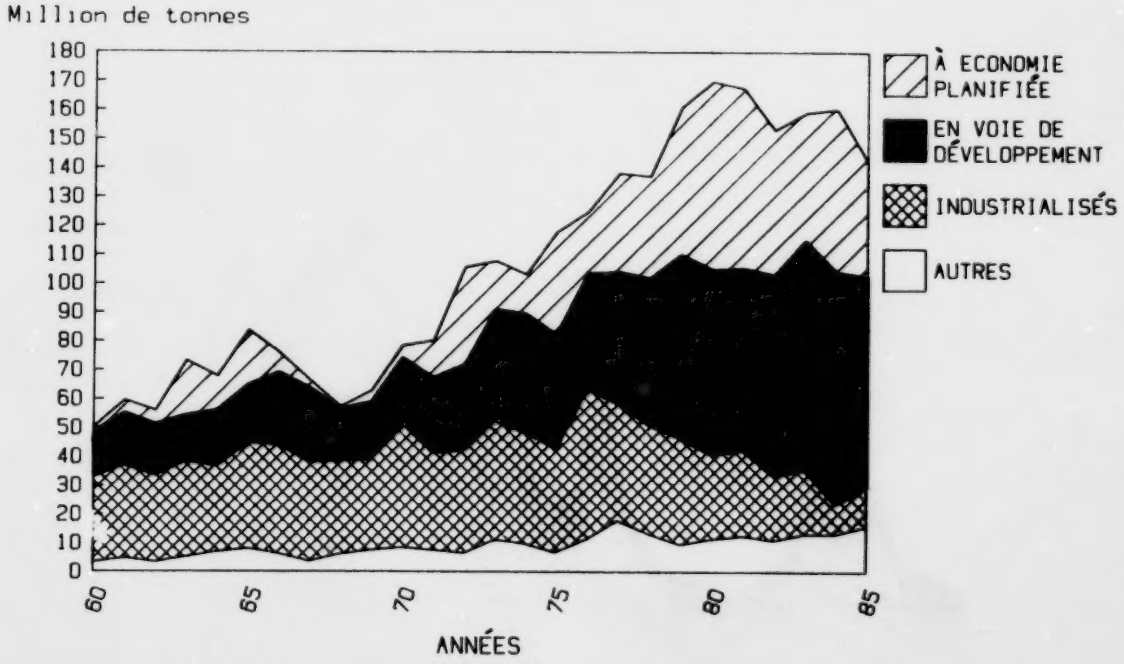
II. LE CONTEXTE AGRICOLE MONDIAL

A. MARCHÉS CÉRÉALIERS MONDIAUX

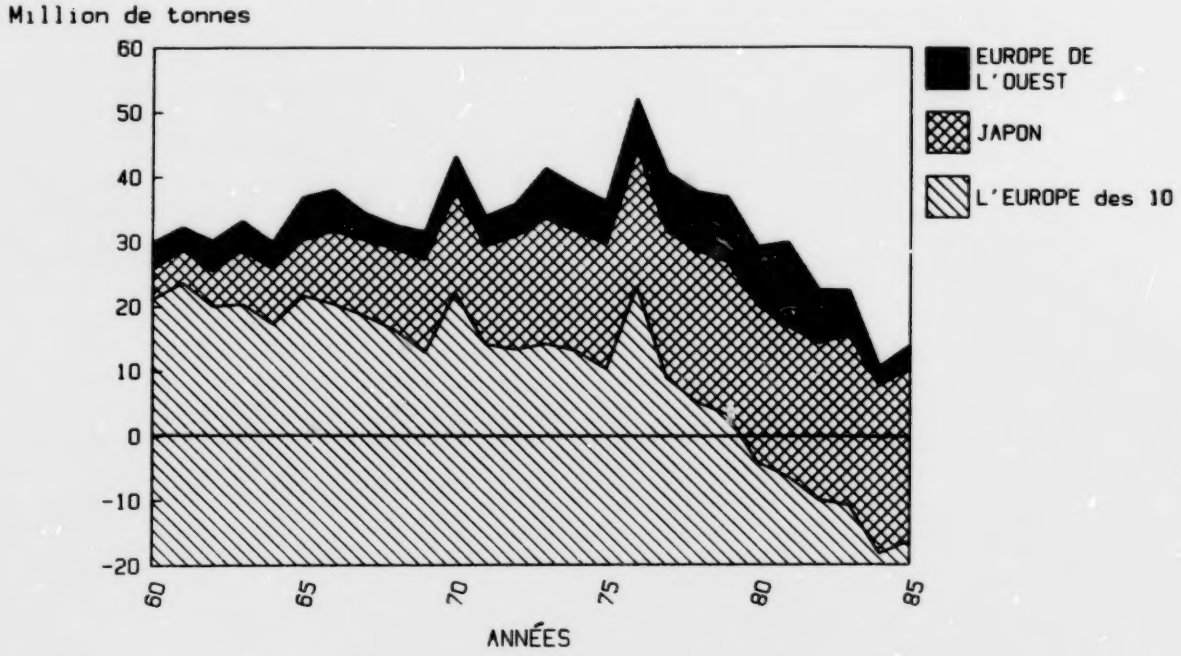
1. Le commerce mondial

Il est rarement facile d'isoler un facteur unique qui explique entièrement une modification fondamentale des conditions du marché. Dans le cas des céréales, toutefois, le principal facteur qui explique l'évolution des 25 dernières années a trait aux changements de la structure mondiale du commerce céréalier. Après quelques expansions modestes de la demande durant les années 1960, on a assisté à une forte croissance de la demande mondiale d'importation au cours de la décennie suivante. Cet accroissement, conjugué au contexte inflationniste de l'époque, a alimenté un relèvement considérable des prix du marché. Bien que les prix céréaliers aient été relativement fermes durant toute la décennie 1970, il est évident en rétrospective que, pour la plupart, les corrections du marché nécessaires s'étaient déjà produites dès le milieu de la décennie.

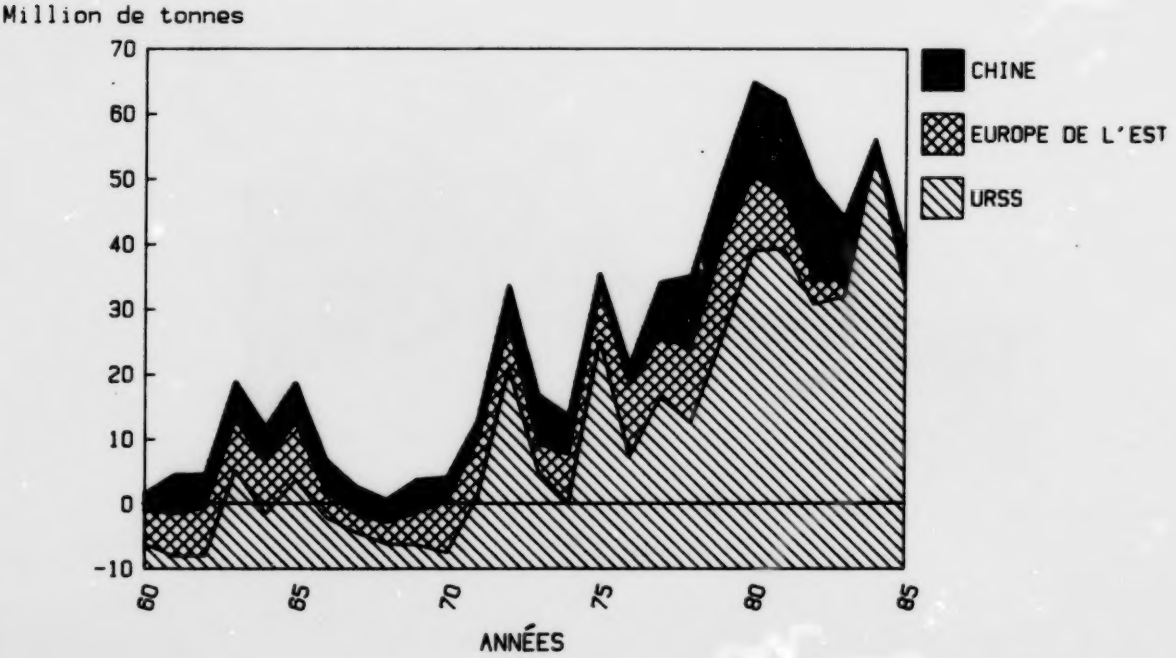
IMPORTATIONS NETTES DE CÉRÉALES
PRINCIPAUX ACHETEURS



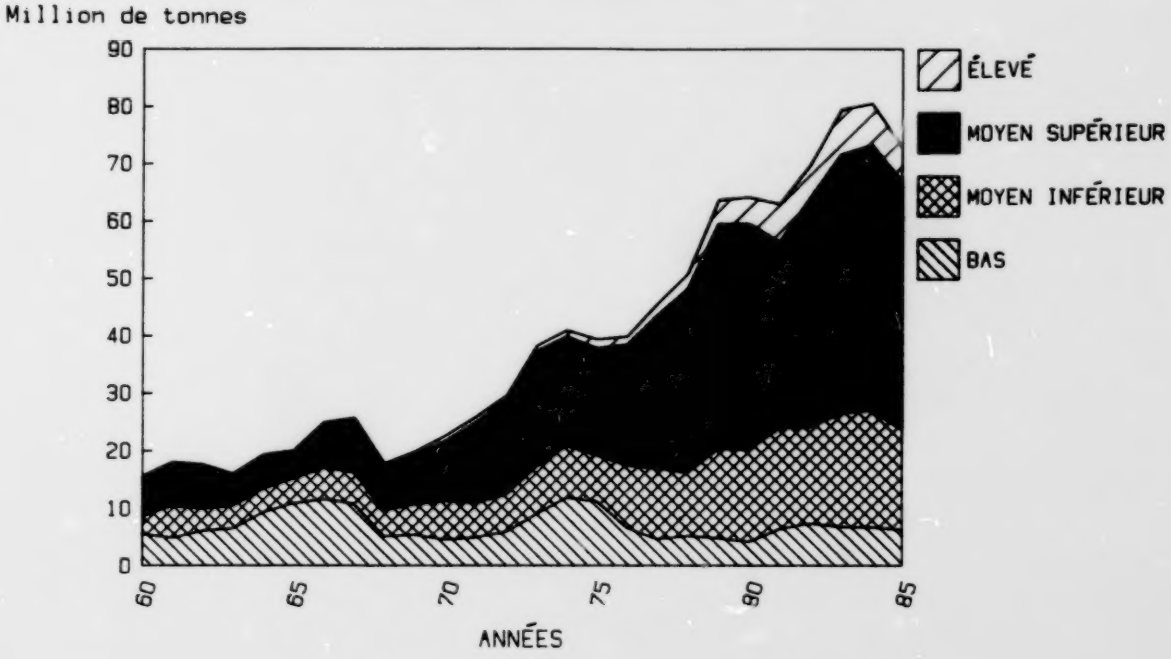
IMPORTATIONS DE CÉRÉALES DES PAYS INDUSTRIALISÉS



IMPORTATIONS DE CÉRÉALES DES PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE



IMPORTATIONS DE CÉRÉALES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

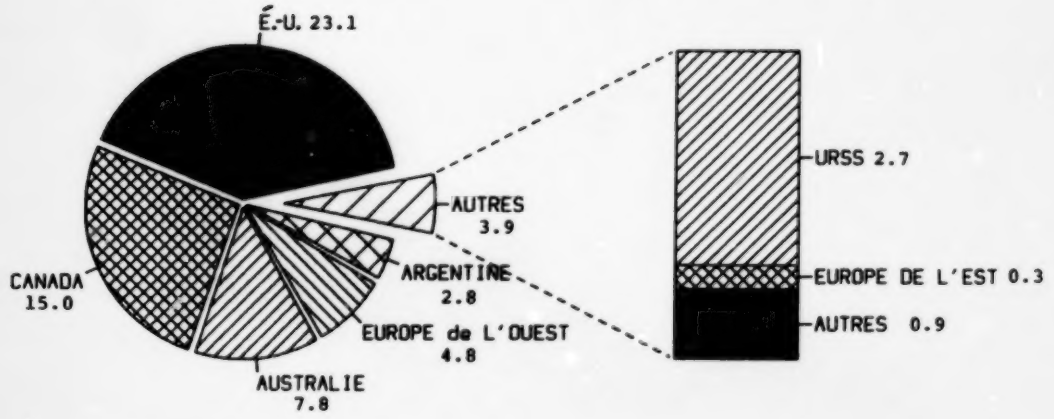


Au début des années 1980, la demande d'importation mondiale plafonnait. Au début de la décennie, la politique céréalière des États-Unis a eu tendance à camoufler cette réalité jusqu'à la fin de la campagne agricole 1983-1984; de plus, la poussée de la demande d'importation soviétique en 1984-1985 a également fait obstacle à une juste perception de la capacité excédentaire de production céréalière par rapport aux besoins des marchés mondiaux. Ce n'est que lorsque les États-Unis auront abaissé leurs prix de soutien aux niveaux minimum d'écoulement que l'ampleur du problème sera généralement reconnue.

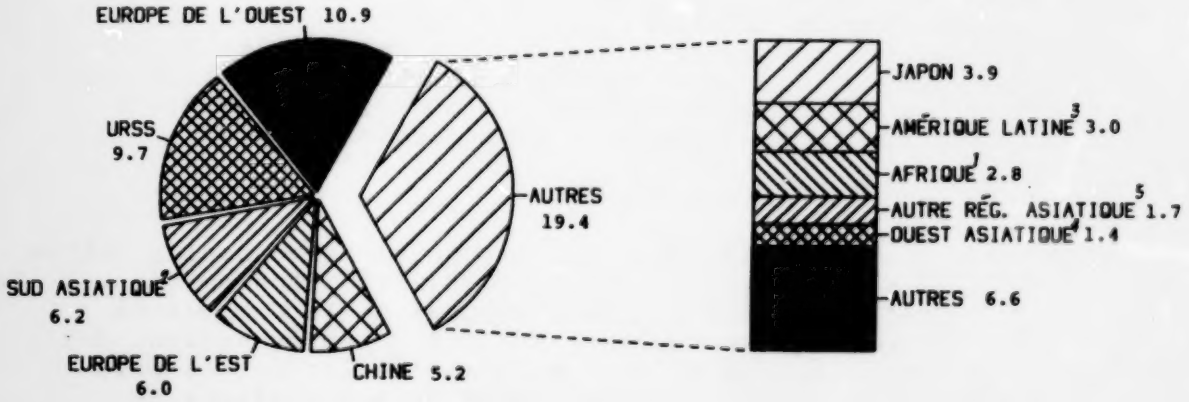
a) Les années 1960

En 1960-1961, les importations mondiales nettes de cérérales ont totalisé 50,2 millions de tonnes. De ce total, les dix pays membres de la Communauté économique européenne (en 1985) représentaient des importations de 21,1 millions et les autres pays développés des importations de 8,6 millions de tonnes. Les importations nettes des pays à économie planifiée ne se chiffraient qu'à 1,6 million de tonnes, étant donné que les exportations de l'Union soviétique répondaient aux besoins d'importation de

COMMERCE MONDIAL DU BLÉ
1963-1964
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 57.4



IMPORTATIONS 57.4

1/ Algérie, Égypte, Libie, Maroc, Nigérie, Afrique du Sud, Soudane, Tunisie
2/ Bangladesh, Ceylon, Inde, Indonésie, Pakistan
3/ Mexique, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Vénézuéla
4/ Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Syrie, Turquie
5/ Philippines, Taiwan, Corée du Sud.

l'Europe de l'Est. Les pays en développement importaient 15,6 millions de tonnes, dont une proportion importante était importée sous forme d'aide alimentaire.*

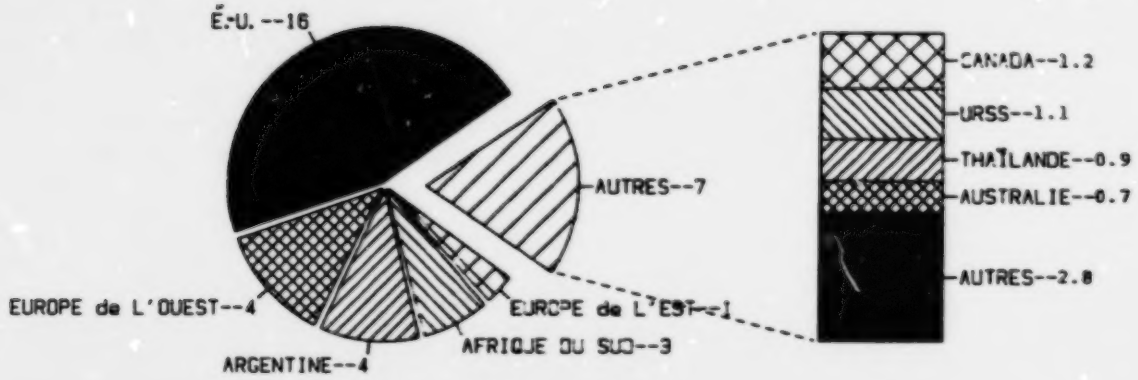
Les importations céréalières japonaises ont augmenté régulièrement au cours de la décennie et ont expliqué toute la croissance de l'importation de la part des pays développés non membres de la CEE au cours de la période. Pour la période, les importations totales du Japon sont passées de 4,7 millions de tonnes durant la campagne agricole de 1960-1961 à 14,4 millions de tonnes durant celle de 1969-1970. Les importations de l'Europe-des-dix n'ont pas varié durant les sept premières années de la décennie. En 1967-1968, la demande d'importation nette des dix pays de la CEE a commencé à fléchir. Exception faite des années 1970-1971 et 1976-1977, années de récolte extrêmement défavorable, la demande nette d'importation a baissé constamment par rapport au niveau de 1966-1967 de 20,3 millions de tonnes. En 1980-1981, cette baisse continue de la demande d'importation nette a atteint un point tel que la CEE est devenu un exportateur net. En 1984-1985, les exportations nettes de la CEE totalisaient 18,3 millions de tonnes.

Quant aux économies planifiées, les exportations nettes de l'Union soviétique totalisaient 6,2 millions de tonnes en 1960-1961, tandis que l'Europe de l'Est et la Chine enregistraient respectivement des importations nettes de 5,2 et 2,6 millions de tonnes. Bien que les Soviétiques soient devenus des importateurs nets en 1963-1964 et 1965-1966, pour la plupart des campagnes agricoles des années 1960, ils sont restés des exportateurs nets. Les importations de l'Europe orientale et de la Chine ont augmenté régulièrement au début des années 1960 avant de plafonner en 1965-1966 et de diminuer par la suite jusqu'à la fin de la décennie. Les importations nettes totales de céréales des économies planifiées ont atteint un sommet de 18,7 millions de tonnes en 1965-1966. En 1968-1969, les importations n'ont totalisé que 700 000 tonnes, soit le total le plus bas de la décennie.

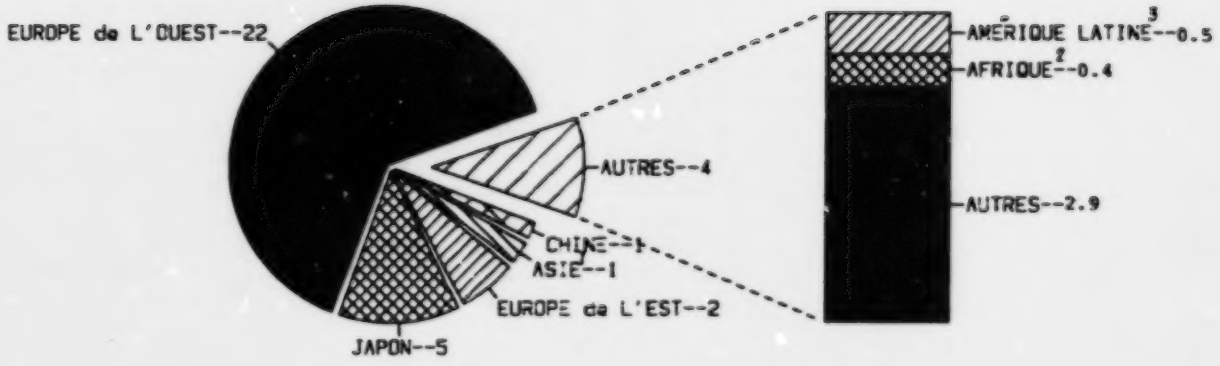
---

* À l'exclusion de toute importation de la part des exportateurs suivants : États-Unis, Canada, Australie, Argentine, Afrique du Sud, Thaïlande. Les catégories des pays développés, des pays à économie planifiée et des pays en développement n'englobent pas tout à fait l'ensemble des pays. Par conséquent, le total des importations mondiales nettes excède la somme des importations de ces trois régions dans la série de données correspondante du USDA.

COMMERCE MONDIAL DES CÉRÉALES SECONDAIRES
1963-1964
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 34.5



IMPORTATIONS

1/ Israël, Liban, Arabie Saoudite, Malaisie de l'ouest, Hong Kong, Corée du Sud, Taiwan.
2/ Algérie, Égypte, Kenya.
3/ Vénézuéla, Chili, Pérou, Colombie, Mexique.

Durant les années 1960, les achats des économies planifiées ont contribué de façon temporaire et partielle à réduire le fardeau des excédents céréaliers de l'Amérique du Nord. Les ventes aux pays en voie de développement constituaient le seul autre débouché de la production céréalière. Les importations nettes des pays en développement se chiffraient à 15,6 millions de tonnes en 1960-1961 et elles ont augmenté graduellement jusqu'à 20 millions de tonnes en 1965-1966. Au cours des deux années suivantes, les importations nettes ont atteint chacunes 25 millions de tonnes et elles ont ensuite fléchi à 20 millions de tonnes à la fin de la décennie.

Le total des importations céréalières mondiales nettes se chiffrait à 63,2 millions de tonnes à la fin de la décennie, en 1969-1970. La demande des pays développés avait augmenté légèrement, l'augmentation de 10 millions de tonnes de la demande japonaise (passée de 4,7 à 14,4 millions de tonnes) dépassant la diminution de 8 millions de tonnes des importations de la CEE (passées de 21,1 à 12,8 millions de tonnes). En fin de période, la demande des économies planifiées se chiffrait à 3,8 millions de tonnes, soit une forte réduction par rapport au sommet de 18,8 millions de tonnes atteint au milieu de la décennie, mais une augmentation par rapport au niveau de 1,6 million de tonnes en 1960-1961. Les importations nettes des pays en développement ont augmenté de près de cinq millions de tonnes, passant de 15,6 millions de tonnes en 1960-1961 à 20,0 millions en 1969-1970.

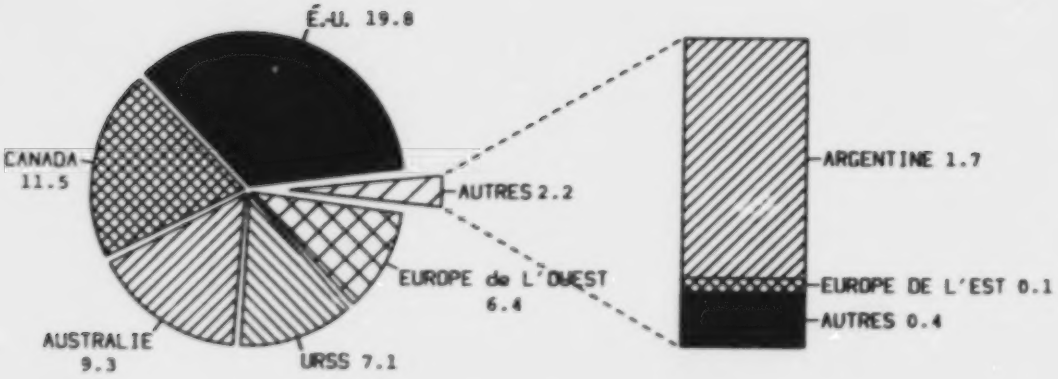
b) **Les années 1970**

Pour saisir le climat des années 1970, il est préférable de commencer avec la campagne agricole 1971-1972. En 1970-1971, les conditions du marché s'apparentaient davantage à celles des années 1960. En 1971-1972, la demande nette d'importation* totalisait 80 millions de tonnes, soit 34 millions pour les pays développés, 12,8 millions pour les pays à économie planifiée et 26 millions pour les pays en développement. En dépit du fait qu'il s'agissait d'une augmentation de 60 % de la demande nette d'importation par rapport au niveau de 1960-1961, la capacité de production céréalière est demeurée excédentaire dans les principaux pays exportateurs de céréales.

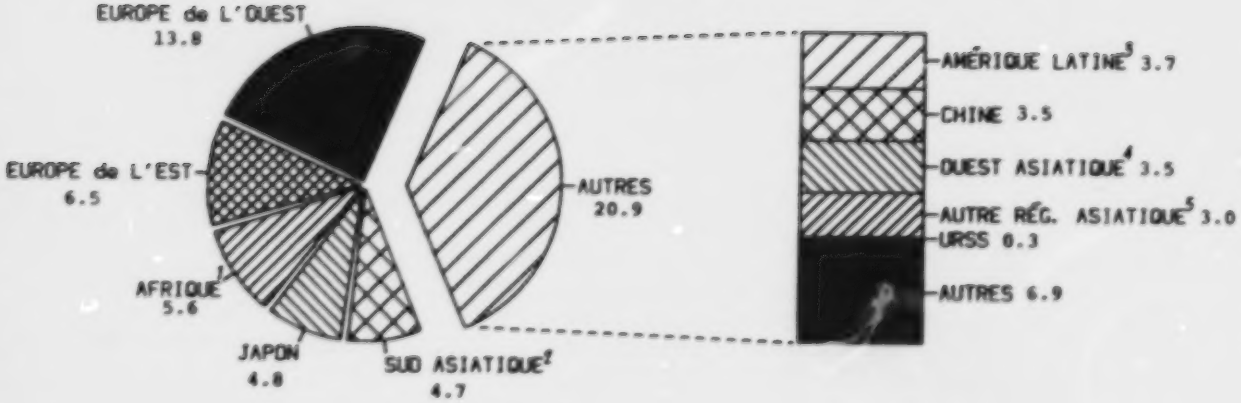
---

* Ces chiffres du USDA correspondent au total de tous les pays sauf les principaux exportateurs suivants: États-Unis, Canada, Australie, Argentine, Afrique du Sud, Thaïlande.

COMMERCE MONDIAL DU BLÉ
1970-1971
(en millions de tonnes)



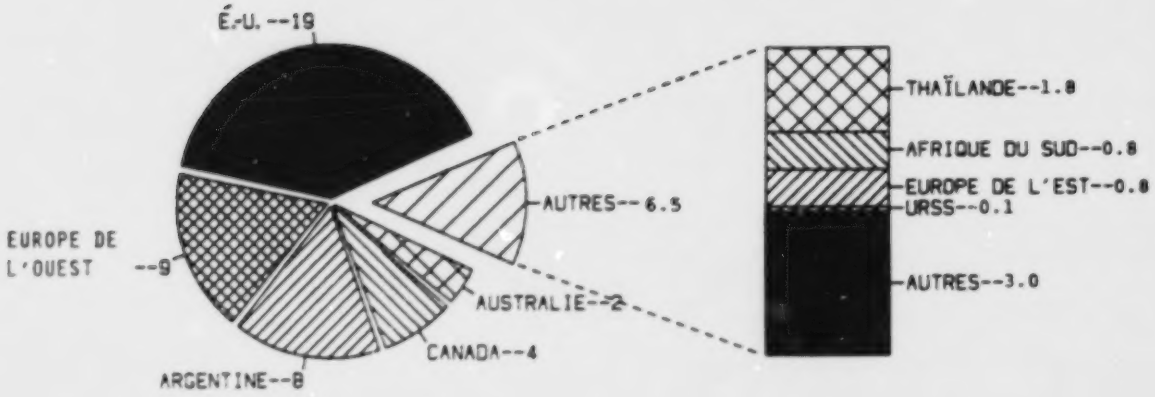
EXPORTATIONS 56.3



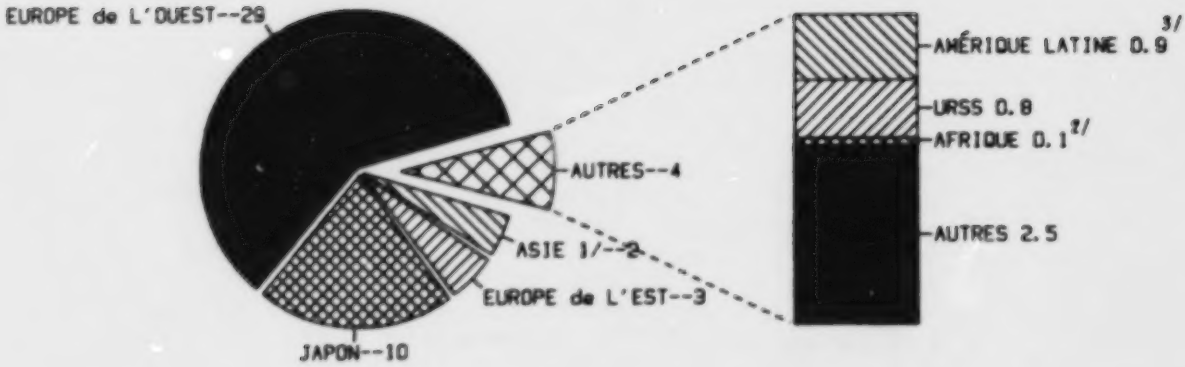
IMPORTATIONS 56.3

1/ Algérie, Égypte, Libie, Maroc, Nigéria, Afrique du Sud, Soudane, Tunisie
2/ Bangladesh, Ceylon, Inde, Indonesie, Pakistan
3/ Mexique, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Vénézuella
4/ Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Syrie, Turquie
5/ Philippines, Taiwan, Corée du Sud.

COMMERCE MONDIAL DES CÉRÉALES SECONDAIRES
1970-1971
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 48.5



IMPORTATIONS

1/ Israël, Liban, Arabie Saoudite, Malaisie de l'ouest, Hong Kong, Corée du Sud, Taiwan.
2/ Algérie, Egypte, Kenya.
3/ Vénézuéla, Chili, Pérou, Colombie, Mexique.

Au cours de la décennie, la demande céréalière japonaise a augmenté constamment, passant de 15,8 millions de tonnes en 1970-1971 à 23,7 millions de tonnes en 1979-1980. La demande des pays de l'Europe de l'Ouest non membres de la CEE a également augmenté, passant de 5,2 millions de tonnes en 1970-1971 à 9,9 millions de tonnes en 1979-1980. La baisse des importations céréalières de la CEE a fait contrepoids à cette tendance. Les importations nettes de la CEE se sont chiffrées à 22,1 et 23,0 millions de tonnes respectivement en 1970-1971 et 1975-1976, deux campagnes extrêmement mauvaises, et, pour le reste de la première moitié de la décennie, les importations nettes ont oscillé entre 10 et 14 millions de tonnes. Durant les trois dernières années de la décennie, les importations nettes de la CEE ont fléchi progressivement, passant de 8,8 à 5,1 puis à 3,2 millions de tonnes.

Dans les pays en développement, les importations céréalières ont augmenté rapidement durant les années 1970, passant de 22,6 millions de tonnes en 1970-1971 à 63,6 millions de tonnes en 1979-1980, soit une augmentation de près de 300 pour cent durant la décennie. La dette nationale des pays en développement a augmenté de plus de 20 % par année après la crise du pétrole de 1973-1974 et ces taux de croissance ont ainsi dépassé ceux du produit national brut et des exportations. Ainsi, à mesure que la décennie passait, une part de plus en plus grande des importations des pays en développement était financée par les emprunts.

Dans les pays à économie planifiée, les importations ont fortement augmenté durant les années 1970, le niveau moyen des importations nettes se chiffrant à 22,5 millions de tonnes pour la période de 10 ans. Les importations chinoises se sont élevées en moyenne à 4 millions de tonnes par année jusqu'en 1976-1977 avant de progresser à 11 millions de tonnes vers la fin de la décennie. On a observé la même tendance dans le cas des importations de l'Europe orientale, où les volumes moyens ont toutefois été plus élevés. Les achats de l'Union soviétique ont été plus erratiques, passant de 1,1 million en 1971-1972, à 20,9 millions en 1972-1973, baissant ensuite à seulement 5,1 millions en 1973-1974 et 200 000 tonnes en 1975-1976 et bondissant ensuite à 25 millions de tonnes en 1976-1977. Cependant, après une baisse à 7,3 millions de tonnes en 1977-1978, les importations soviétiques ont eu tendance à augmenter progressivement jusqu'à la fin de la décennie, de sorte que l'Union soviétique a pu être considérée comme un acheteur important et régulier.

À la fin de la décennie, les importations mondiales nettes totalisaient, à l'exclusion de celles des principaux exportateurs traditionnels, 160,9 millions de tonnes contre 78,3 millions de tonnes au début de la décennie. Étant donné que les importations nettes des pays développés ont peu varié compte tenu de la baisse des importations de la CEE, cette augmentation nette a été attribuable en grande partie à l'augmentation des achats de la part des pays en développement et des pays à économie planifiée.

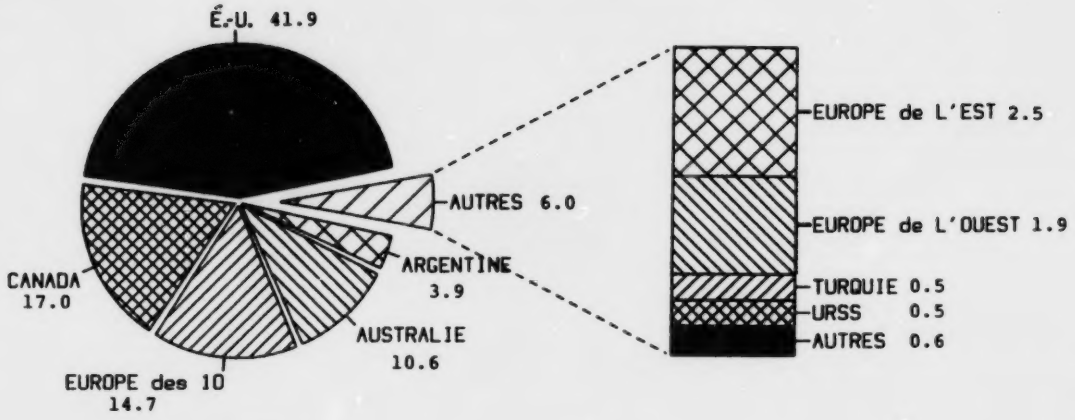
c) **Les années 1980**

Après avoir connu une lente expansion au cours des années 1960 et une très forte expansion au cours des années 1970, les marchés des exportateurs mondiaux traditionnels se sont rétrécis considérablement au cours des années 1980.

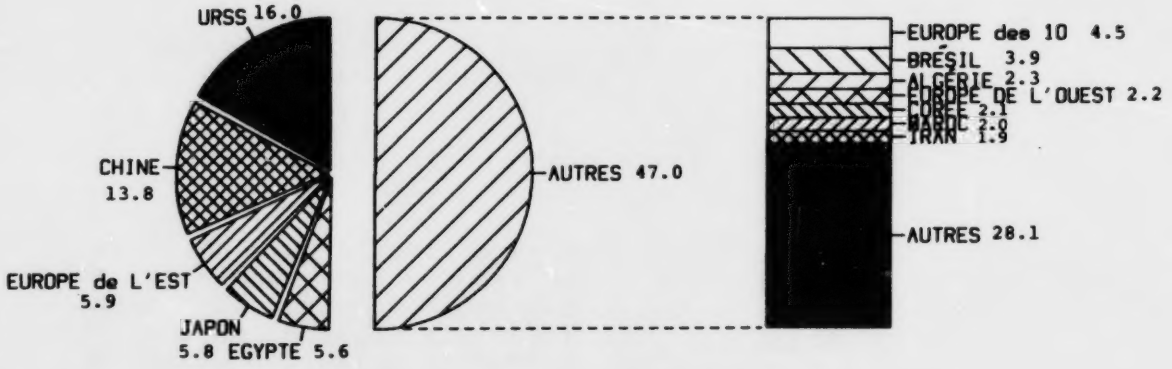
> Après avoir monté temporairement en 1979-1980, la part des É.-U. du commerce mondial des céréales secondaires est revenue au niveau des 60 % environ au cours des quatre années suivantes. Il s'agissait à peu près de la même part commerciale que celle qu'avait obtenue les États-Unis durant la période allant de 1972-1973 à 1978-1979. Puis en 1984-1985, selon des données préliminaires, cette part est baissée de 60 % à 57 %. Exception faite de l'année 1974-1975 au cours de laquelle la récolte de maïs américain avait été fortement réduite par la sécheresse, il s'est agi, en 1984-1985 de la part la plus faible du marché mondial d'exportation de céréales secondaires depuis 1971-1972. Cette baisse correspond à l'importance accrue des exportations provenant de l'Europe occidentale, ainsi qu'au retour de la République populaire de Chine à titre d'exportateur de maïs et de sorgho.[14]

De plus, les 10 pays de la CEE qui, en 1960, représentaient 40 % des importations mondiales, sont devenus des exportateurs nets au cours des années 1980, accaparant, en 1984-1985, 10 % du marché. Les importations des pays d'Europe orientale et de la République populaire de Chine ont également fléchi considérablement, passant d'un total de 25,9 millions de tonnes en 1980-1981 à seulement 6,8 millions de tonnes en 1985-1986, selon les prévisions. Quant aux pays en développement, le USDA ne prévoit pas une forte demande céréalière.

COMMERCE MONDIAL DU BLÉ
1980-1981
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 94.1



IMPORTATIONS 94.1

Le monde en développement a constitué pour les produits agricoles des États-Unis le marché dont la croissance a été la plus forte au cours de la dernière décennie. Toutefois, la crise mondiale de l'endettement qui sévit actuellement a assombri les perspectives d'exportations pour les années 1980.

L'origine des problèmes d'endettement actuels remonte à 1973-1974, soit à l'époque où a eu lieu la première augmentation importante des prix du pétrole. À ce moment, les pays développés ont choisi de s'adapter à l'augmentation des prix pétroliers en suivant une politique d'accès facile au crédit, ce qui a donné lieu à un accroissement important des liquidités du système financier international.

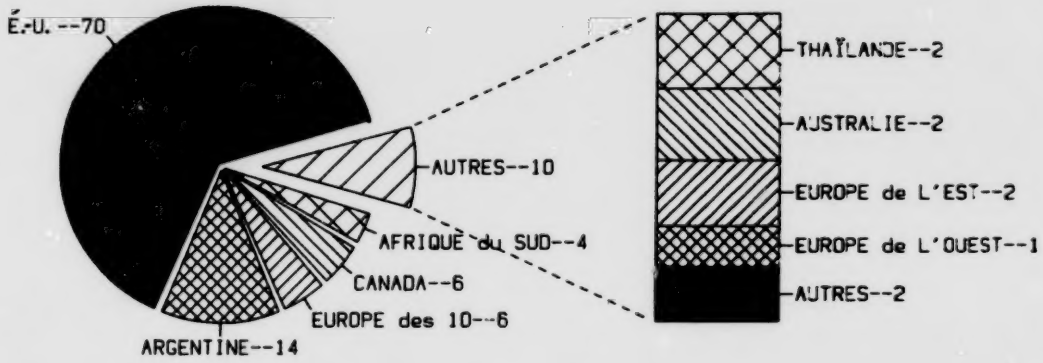
Les banquiers internationaux, soucieux de recycler ces pétrodollars, ont entrepris un programme de crédit massif destiné aux pays importateurs de pétrole à revenus moyens. Comme résultat, la dette internationale s'est accrue de plus de 20 % par année durant les années 1970.

Dès 1982, le monde en développement avait accumulé environ 700 milliards de dollars de dette. Une bonne partie de cette dette avait été consentie par des créanciers privés à des taux d'intérêt variables. La forte montée des taux d'intérêt de 1980 et de 1981 a rendu les paiements difficiles. De plus, environ le quart de la dette était constituée d'emprunts à court terme, ce qui signifiait que son remboursement pouvait être exigé en tout temps, de sorte qu'une menace constante pesait sur les liquidités.

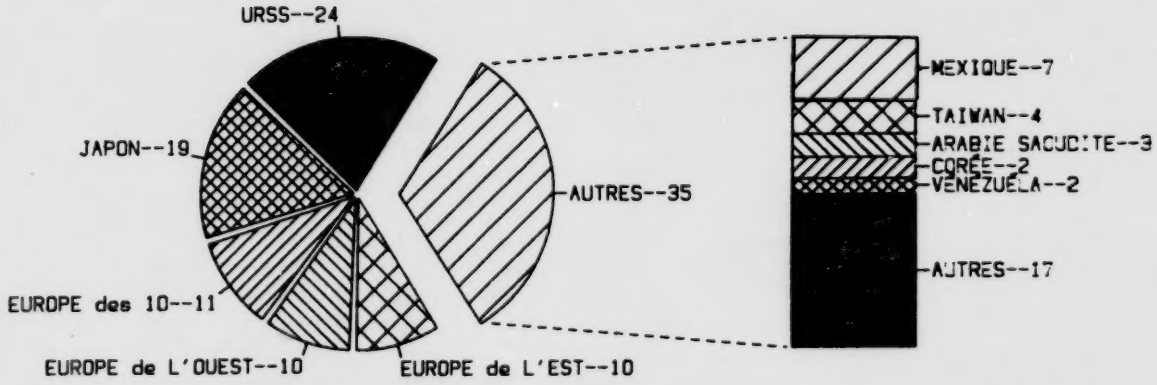
Bon nombre des pays qui constituent les plus importants marchés des États-Unis dans le monde en développement sont parmi ceux qui sont le plus endettés.

De fait, les 18 pays qui sont nommés leurs clients, soit ceux dont les achats commerciaux de produits agricoles ont une valeur annuelle égale ou supérieure à 200 millions de dollars, représentent

COMMERCE MONDIAL DES CÉRÉALES SECONDAIRES
1980-1981
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 108.8



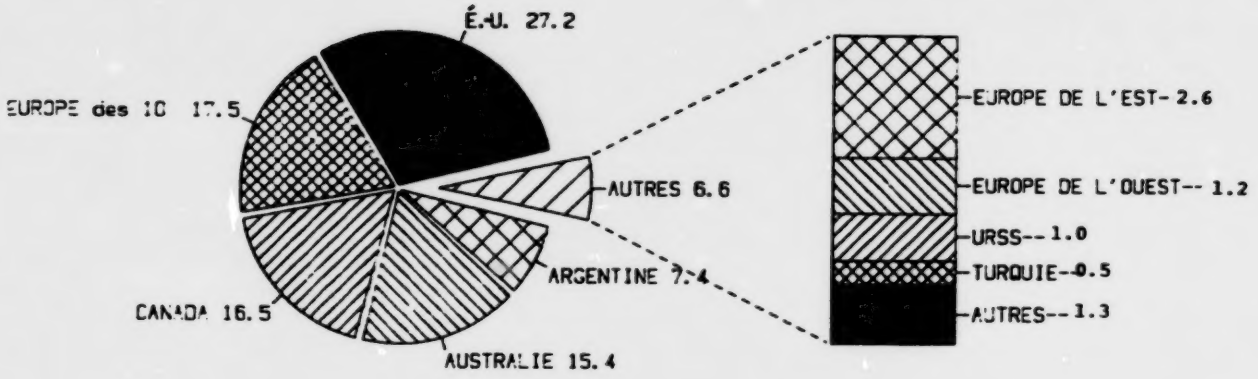
IMPORTATIONS 108.8

> environ les deux tiers de la dette du Tiers Monde. Également, plus de 40 % de leurs titres de dettes sont des emprunts privés et des emprunts à court terme, ce qui illustre à quel point ils sont vulnérables à toute évolution néfaste des marchés monétaires mondiaux.[15]

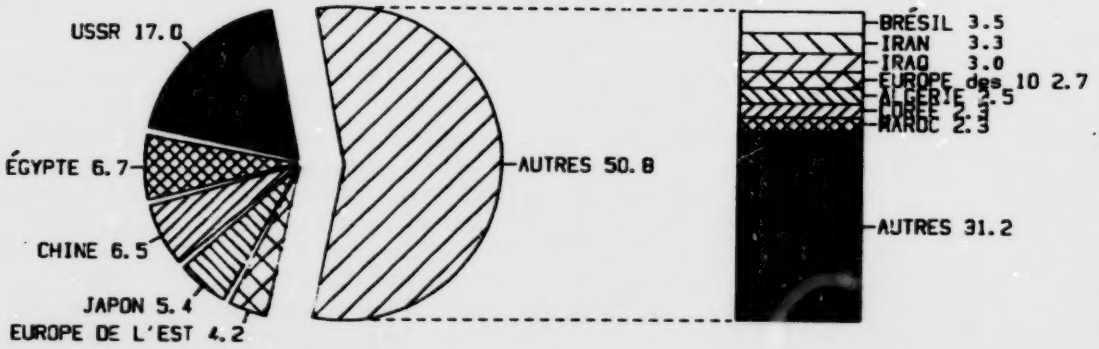
La demande d'importation céréalière nette du Japon a continué de croître au cours des années 1980, mais à une cadence beaucoup plus lente que celle des deux décennies antérieures. La demande de la CEE et des autres pays d'Europe occidentale est à la baisse depuis le début de la décennie, de sorte que les importations totales nettes des pays développés fléchissent. En 1980-1981, les importations nettes des principaux pays développés ont totalisé 29,2 millions de tonnes. En 1984-1985, elles avaient fléchi à 10,4 millions de tonnes. Pour les exportateurs traditionnels, il s'agissait d'une baisse de 19 millions de tonnes de la demande et elle a été rendue encore plus pénible en raison de l'augmentation des exportations de la RPC vers le Japon, ce qui est venu réduire encore davantage les perspectives d'exportation des exportateurs traditionnels.

Pour ce qui est des pays à économie planifiée, la réaction de l'Europe de l'Est au resserrement du crédit a consisté en une forte réduction des exportations. En raison de l'amélioration de la production, cette région s'est rapprochée davantage de l'autosuffisance céréalière. La République populaire de Chine a également augmenté fortement sa production de céréales au cours des dernières années, de sorte qu'elle peut être considérée comme à peu près autosuffisante. De fait, la RPC pourrait vraisemblablement devenir un exportateur net vers les pays du littoral du Pacifique. Dans le cas de l'Union soviétique, les importations nettes ont atteint un niveau record de 55 millions de tonnes en 1984-1985. Cependant, certaines mesures d'incitation à la production ont été incorporées au système agricole soviétique. Il se pourrait bien que la production céréalière soviétique de la deuxième moitié de la décennie 1980 soit tout aussi spectaculaire qu'ont été décevants les rendements de la première moitié de la décennie. La cible de production soviétique de 200 millions de tonnes pour les mauvaises années et de 250 millions de tonnes pour les bonnes années est nettement à portée de la main. S'il est atteint, la demande d'importation soviétique baissera rapidement.

COMMERCE MONDIAL DU BLÉ
1985-1986
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 90.6

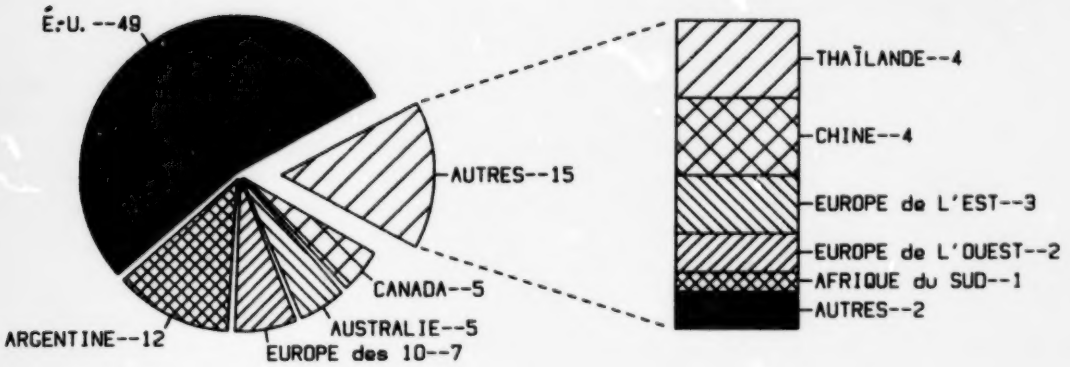


IMPORTATIONS 90.6

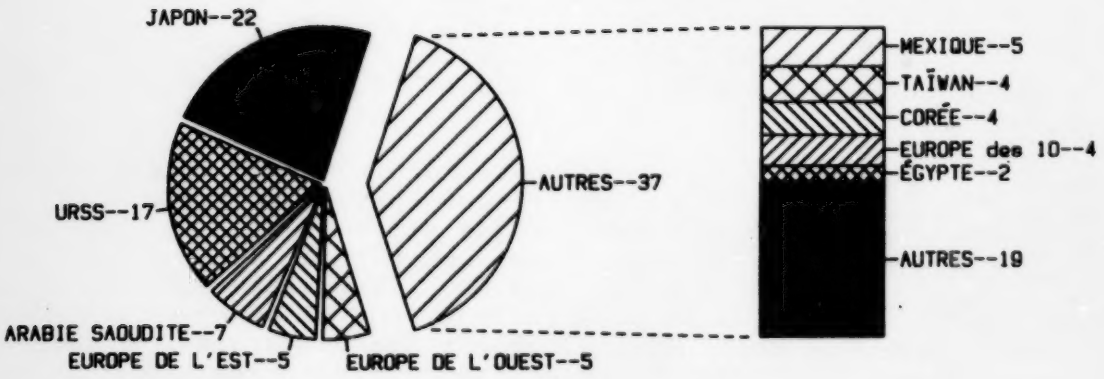
Quant à la demande des pays en développement, il est trop tôt pour affirmer qu'elle a atteint un plafond, mais il se pourrait bien que l'année 1984-1985 constitue un point tournant. Selon les premières projections pour 1985-1986, un recul est à prévoir. Bien qu'on ait constaté une certaine croissance durant la décennie jusqu'à maintenant, si on fait abstraction de la demande des pays de l'OPEP et de l'incidence de la sécheresse africaine, une bonne partie de la demande qui reste continue de dépendre largement des ventes à crédit ou de l'aide alimentaire. De plus, en raison de la contraction de leurs autres marchés, les exportateurs doivent tourner leur attention vers des marchés moins intéressants. Dans la plupart des cas, les importations de ces pays correspondent davantage à des problèmes intérieurs qu'à une vigueur quelconque de la demande commerciale. Le resserrement du crédit a obligé les pays en développement à réduire fortement leurs importations. Jusqu'à maintenant, ce sont surtout les produits non céréaliers qui ont été touchés par ces réductions.

> Pour s'acquitter de remboursements de dette de plus en plus lourds, les pays en développement ont dû sabrer dans les importations.
>
> En 1982, par exemple, sept pays d'Amérique latine ont réduit leurs importations de près de 20 %. Plusieurs pays ont imposé des réductions encore plus draconiennes. Le Chili, l'Équateur et le Pérou ont réduit leurs achats de 30 à 40 %, le Vénézuéla de 50 % et le Mexique de 60 %. Au cours de la première moitié de 1983, l'Argentine et le Brésil ont réduit leurs importations d'un autre 20 à 30 %.
>
> Au même moment, un certain nombre d'autres emprunteurs importants, surtout en Asie, adoptaient des mesures similaires. Par conséquent, les importations de marchandises de ces pays, qui s'étaient accrues de 27 % en 1980, ont plafonné au cours de 1982 et ont fléchi par la suite de 3 % au cours de la première moitié de 1983.[16]

COMMERCE MONDIAL DES CÉRÉALES SECONDAIRES
1985-1986
(en millions de tonnes)



EXPORTATIONS 92.2



IMPORTATIONS 92.2

> Si les pays en développement ne sont pas assujettis à des contraintes financières et s'ils peuvent continuer d'emprunter librement pour financer leurs besoins d'importation et pour acquitter leurs paiements d'intérêt accrus, leurs économies pourraient croître à un taux annuel d'environ 6 % jusqu'à la fin de 1987, d'après les tendances historiques. À une croissance économique de cet ordre correspondrait une augmentation d'environ 8,5 % par année des exportations agricoles des États-Unis.
>
> Toutefois, une telle crosisance donnerait lieu à une forte accumulation de la dette, qui passerait d'un niveau approximatif de 700 milliards de dollars en 1982 à 2,9 billions de dollars en 1987. L'endettement aurait ainsi plus que quadruplé en cinq ans, ce qui représenterait un taux de croissance de la dette encore plus considérable que les très forts taux qui ont prévalu entre 1973 et 1981.
>
> Compte tenu du climat mondial actuel et du fait que, en 1983, les transferts nets vers les pays en développement ont été évaluées à un solde négatif de 11 milliards de dollars, il semble peu probable que les prêteurs voudront consentir à un accroissement du fardeau de la dette des pays en développement.[17]

2. La politique des États-Unis

Traditionnellement, la Loi dite "Food and Agricultural Act" des États-Unis reste en vigueur durant quatre ans. La Loi de 1977 a expiré en 1981 et la Loi de 1981 devait expirer en 1985. Il se peut que la prochaine Loi ne soit pas adoptée avant le début de 1986, mais il continue d'être prévu que certaines dispositions prendront effet rétroactivement à compter du 1er octobre 1985. Il est prévu que la Loi sera en vigueur durant cinq ans.

Un comité économique mixte du Congrès américain a effectué récemment une étude de conjoncture et de prospective sur l'économie agricole intitulée "The Changing Economics of Agriculture : Challenge and Preparation for the 1980's". L'étude a été menée en 1982, 25 ans après celle qu'avait réalisée un comité mixte en 1957 et qui s'intitulait : "Policy for Commercial Agriculture".

À en juger d'après les commentaires de nombre de participants au présent débat sur la politique agricole des États-Unis, les constatations de ce groupe d'étude constituent la base d'un grand nombre des recommandations formulées à l'heure actuelle. Pour bien situer le débat, ces constatations sont reproduites intégralement un peu plus loin dans la présente section.

Le président du comité décrit en ces termes l'étude et ses conclusions :

> L'étude décrit le développement économique du secteur agricole américain au cours des 25 dernières années, donne la description détaillée de sa situation économique actuelle et fournit des opinions d'experts sur ses perspectives d'avenir économique. Il est urgent de réévaluer la politique agricole traditionnelle en tenant compte de l'évolution de l'économie internationale et des défis posés aux États-Unis dans les marchés d'exportation agricole.
>
> Les États-Unis se trouvent à un point tournant de leur histoire agricole. L'agriculture étant la pierre angulaire de toute économie, les perspectives de croissance et de prospérité futures de tous les Américains sont en jeu. Manifestement, notre méthode traditionnelle, qui a consisté à tenter unilatéralement d'accroître les prix en réduisant la superficie et en accumulant des stocks, a été inefficace, démesurément coûteuse et vaine. Nos efforts sur le plan intérieur sont immédiatement neutralisés par d'autres pays exportateurs qui s'empressent d'augmenter leurs superficies en culture. Il est temps d'innover en matière de politique agricole, de formuler une politique ambitieuse, dynamique et internationale, fondée sur l'association la plus puissante : celle de la productivité incomparable de l'agriculteur américain à la force économique et à l'ingéniosité du gouvernement qui nous représente.

Le texte intégral des constations du comité se passe d'explication. Les passages soulignés attirent l'attention sur certaines des principales questions.

CONSTATATIONS

Les constatations suivantes du comité sont présentées davantage à titre d'éléments catalyseurs d'un débat nécessaire qu'à titre de conclusions.

1° Bien qu'il soit décourageant de constater à quel point le résultat net du secteur agricole d'aujourd'hui ressemble à celui d'il y a 25 ans, les causes du "problème agricole" ont changé d'ordre de grandeur. En 1958, le secteur agricole des États-Unis surproduisait à l'échelle du marché intérieur tandis, qu'aujourd'hui, c'est apparemment à l'échelle du marché mondial que se pose le problème de surproduction. Pendant les années 1970, les ressources agricoles excédentaires ont été absorbées par une demande mondiale en plein essor. Aujourd'hui, dans une très importante mesure, le "problème agricole" peut être rattaché à la récession mondiale.

2° Les solutions proposées au "problème agricole", cependant, n'ont pas changé. Dans le rapport du comité économique mixte de 1958, on avait raison de conclure que : "Compte tenu du contexte économique probable dans lequel s'inscrira la politique agricole des années à venir, on continuera de dépendre fortement du contrôle de la production pour l'amélioration du revenu agricole". Il est important de se rappeler que cette conclusion est fondée sur une perception très pessimiste de la croissance future de la demande de produits agricoles américains. Depuis 1958, la demande de produits agricoles américains a augmenté de près de 50 %. Malgré tout, le revenu agricole net en 1981 n'atteignant que la moitié environ de son niveau de 1958.

3° En raison de la mondialisation de la concurrence et de l'incidence internationale de plus en plus grande de l'activité agricole américaine, l'efficacité des mesures de contrôle

unilatérales de la production est remise en question. Lorsque le marché signale qu'une réduction de la production est nécessaire et que les États-Unis mettent à exécution des programmes très coûteux de réduction de la superficie et d'entreposage des céréales, les autres pays exportateurs profitent de ces initiatives pour ensemencer et récolter des superficies records. De plus, les choses empirent du fait que les taux de prêt des produits sont augmentés, ce qui entraîne un accroissement du prix plancher mondial des céréales, stimulant encore davantage la production mondiale. Cette tendance inquiétante du marché donne lieu à une chute en spirale des parts américaines du marché céréalier mondial et au fléchissement de l'industrie agricole des États-Unis. Si les États-Unis continuent à réduire la production et à accroître les dépenses budgétaires alors que leurs concurrents visent la production maximale, la base du secteur agricole américain pourrait facilement s'effriter et devenir moins productive.

4° Manifestement aucun pays ne subordonnerait volontiers ses intérêts nationaux à une forme quelconque d'entente coopérative internationale. Les contrats bilatéraux de vente et d'achat et les concessions tarifaires et commerciales semblent plus fructueuses, des profits réels étant garantis pour les deux pays. Toutefois, de telles ententes peuvent réduire la flexibilité des prix du marché libre.

5° Les recours à l'embargo sur les produits agricoles comme instrument de politique étrangère ont probablement nui davantage à l'économie des États-Unis qu'à l'économie des pays auxquels ils s'appliquaient. De plus, le fait de ne pas honorer des contrats de vente a eu des effets à long terme, puisque cela a nui à la réputation des États-Unis comme partenaire commercial. Les sanctions économiques non agricoles (par exemple, les mesures américaines visant à interdire la vente de matériel et de

technologie destinés à la construction du pipeline de l'URSS) ont également des répercussions sur le commerce agricole.

6° Les agriculteurs peuvent bénéficier considérablement, sur le plan du revenu net, de la stabilité et de la cohérence des politiques budgétaire et monétaire. Pour assurer la reprise économique du secteur agricole, il est essentiel que les taux d'intérêt et d'inflation soient moins élevés, qu'il y ait une amélioration des revenus réels des particuliers et que le cours du dollar américain soit plus réaliste par rapport aux devises étrangères.

7° Les décisions de production des agriculteurs doivent tenir compte des facteurs de l'offre et de la demande mondiales. En 1982, pour la première fois depuis que des données sont enregistrées à ce sujet, les dépenses agricoles auront dépassé les revenus pécuniaires agricoles. Selon les projections, ce fait se produira de nouveau en 1983. Exception faite des revenus non monétaires et des revenus d'autres sources, seuls les paiements du gouvernement permettront d'afficher un solde positif du revenu net du secteur agricole américain. Autrement dit, les revenus nets agricoles en 1982, et probablement en 1983, correspondront à un paiement de transfert. Il est bien possible que le fardeau budgétaire lié à ce paiement de transfert devienne plus encombrant à l'avenir, toute hausse des coûts entraînant une augmentation des prix de soutien. La perspective de voir le secteur agricole continuer à dépenser des fonds publics ne sourit ni à l'agriculteur, ni aux consommateurs, ni aux contribuables ou aux représentants du public.

8° L'excédent mondial actuel des produits agricoles continuera à ralentir l'économie agricole des États-Unis. Un programme de réduction de la superficie à fort taux de participation,

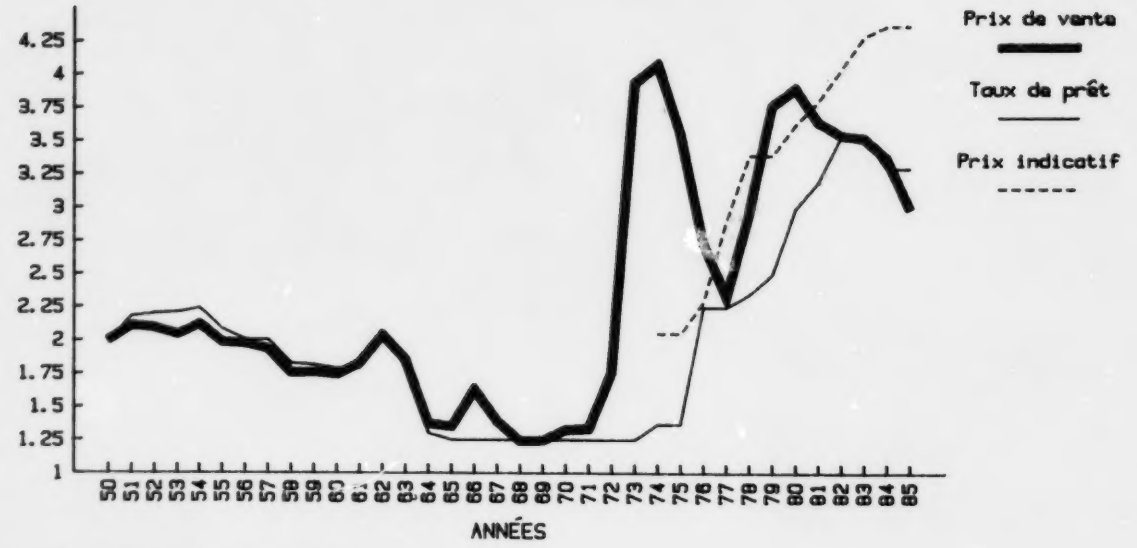
tout en étant très coûteux pour le gouvernement fédéral, ne peut garantir qu'on réussira à réduire les approvisionnements mondiaux en produits alimentaires. Les concurrents semblent disposés à tirer parti de toute mesure américaine visant à décourager la production.

9° Sur le plan intérieur, l'agriculture contribue de façon importante au bien-être et au niveau de vie des Américains. Les coûts des produits alimentaires par rapport au revenu sont parmi les plus faibles de tous les pays industrialisés du monde. En variété et en qualité, le consommateur américain est le mieux servi du monde.

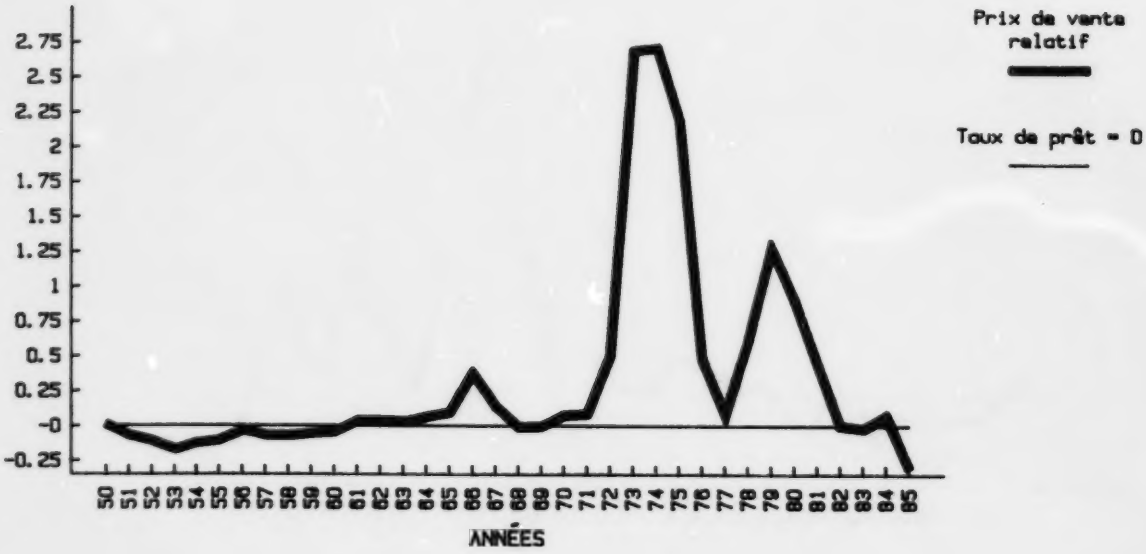
10° Les exportations de produits agricoles jouent un rôle très important dans la balance des paiements des États-Unis. En 1981, la valeur des exportations agricoles a dépassé 43 milliards de dollars et a donné lieu à un excédent commercial de plus de 26 milliards de dollars. Par comparaison, le déficit commercial au titre des échanges avec les pays de l'OPEP atteignait 28 milliards de dollars et les importations agricoles ont presque compensé le coût des importations en provenance de ces pays, qui s'est élevé à 49 milliards de dollars.

L'agriculteur américain est le producteur de denrées alimentaires le plus productif du monde, sur le plan de la quantité comme sur celui de la qualité. À cette production alimentaire efficace vient se greffer le système de commercialisation et de distribution des produits alimentaires le plus moderne, le plus souple et le plus efficace qui existe. La circonstance la plus déplorable des derniers 25 ans réside peut-être dans le fait que la politique agricole des États-Unis a, de fait, protégé les agriculteurs du monde et leurs gouvernements de la pleine mesure des effets de notre capacité concurrentielle, notamment en mettant l'accent sur le soutien des prix mondiaux à un niveau supérieur à celui qui aurait probablement suffi à assurer l'offre des produits.[18]

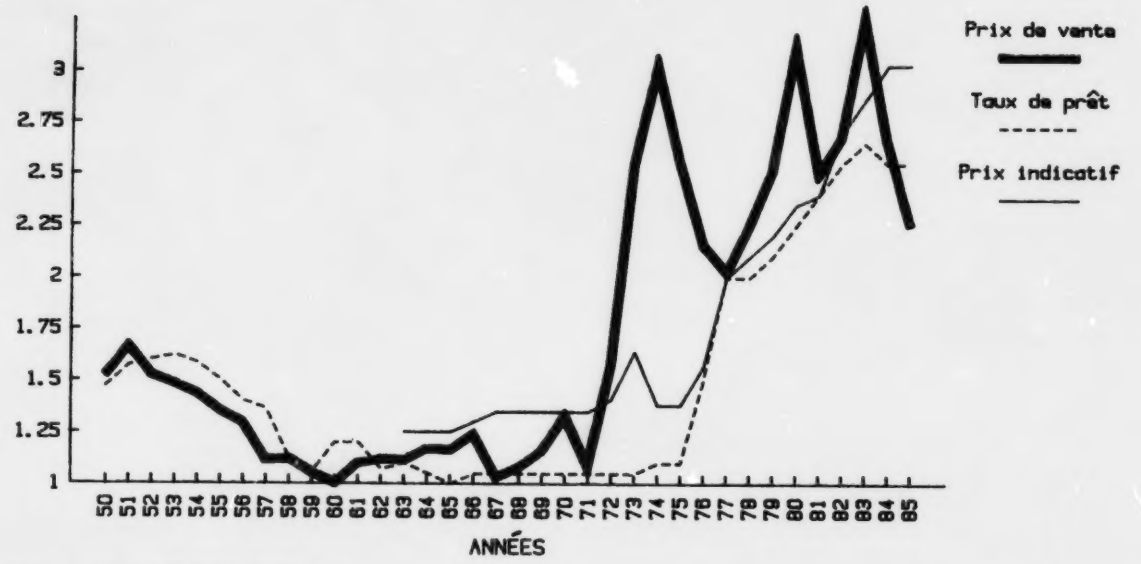
BLÉ AMÉRICAIN
Campagnes Agricoles 1950-1985
(Dollars par boisseau)



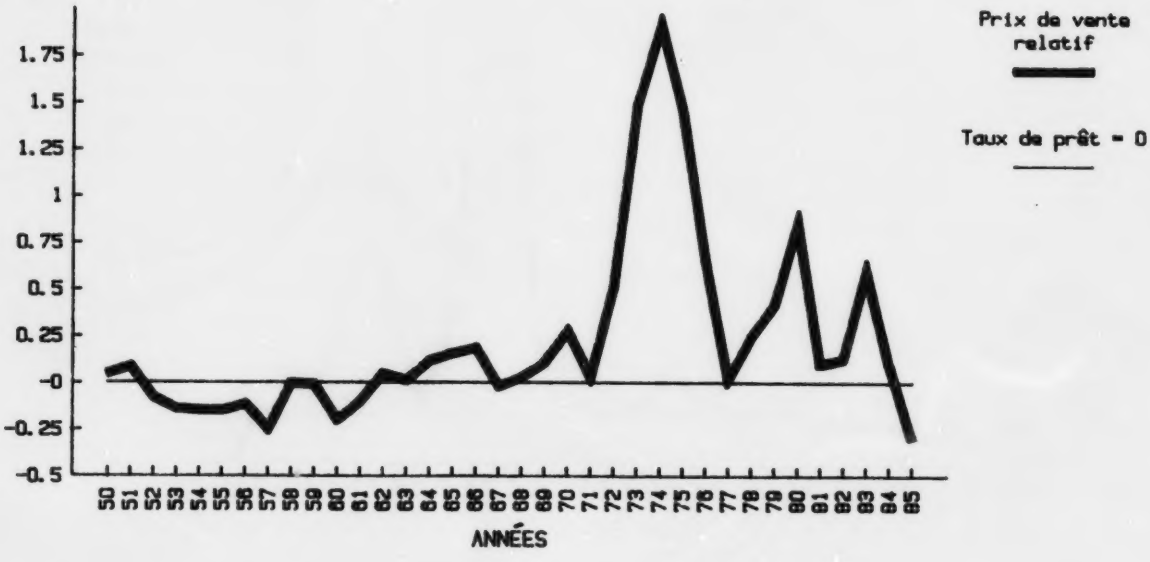
Prix indicatif: les données de 1950-1973 n'ont pu être obtenues



MAÏS AMÉRICAIN
Campagnes Agricoles 1950-1985
(Dollars par boisseau)



Prix indicatif: les données de 1950-1962 n'ont pu être obtenues



Dans le cas des céréales, toute la discussion entourant le projet de loi agricole de 1985 gravite autour du fait que les mesures de soutien des prix aux États-Unis maintiennent les prix au-dessus des niveaux qui assureraient l'écoulement des produits. Trop souvent, croit-on, les prix américains ont été maintenus artificiellement élevés tandis que d'autres exportateurs vendaient à des prix légèrement inférieurs aux niveaux américains. Effectivement, sauf dans les années où une demande inattendue se manifeste ou dans celle où la production est inférieure aux prévisions, les prix céréaliers mondiaux ont tendance à se rapprocher des taux de prêts américains. On a souvent eu tendance à oublier cette réalité durant les années 1970, années de marché vigoureux. Cette tendance se dégage de l'analyse des prix des marchés du blé et du maïs des 35 dernières années. Durant toutes les années 1950, les marchés céréaliers étaient très anémiques, les prix mondiaux étaient en baisse et le taux de prêt américain était réduit systématiquement. Durant pratiquement toute cette période, les taux de prêt américains étaient supérieurs au prix d'écoulement des marchés.

La situation s'est stabilisée au cours des années 1960 et jusqu'en 1972, à la faveur, notamment, des restrictions de production imposées aux États-Unis. Durant les années 1970, la vigueur du marché mondial a entraîné tout d'abord les prix du marché puis les prix de soutien à des niveaux plus élevés. Dès 1977, les prix de soutien étaient devenus suffisamment attrayants pour que les excédents céréaliers mondiaux posent à nouveau un problème. Pour éliminer des surplus devenus extrêmement encombrants, il fut nécessaire, finalement, d'avoir recours au programme de paiements en nature en 1983. Bien que la sécheresse de 1983 ait donné lieu, aux États-Unis, à un regain passablement important dans le marché des céréales fourragères au cours de la campagne agricole de 1983-1984, les disponibilités du marché du blé sont demeurées encombrantes. Une fois engrangées les récoltes de 1984, tant les prix du blé que ceux des céréales fourragères étaient revenus aux niveaux des prix de soutien américains. Le marché mondial a continué de fléchir et, une fois de plus, les États-Unis se sont retrouvés avec des céréales dont les prix étaient supérieurs aux prix d'écoulement du marché mondial.

Durant la campagne agricole 1985-1986, la situation a continué de se détériorer. Les prix du blé et des céréales secondaires ont fléchi en deça des niveaux de prêt de 1985, ce qui n'a pourtant pas empêché la demande d'exportation de stagner. Dans le seul cas du maïs, les quantités inscrites au programme de prêt des États-Unis pourraient facilement

dépasser la totalité de la production céréalière canadienne de 1985. Il ne fait pas de doute que la nouvelle politique qui sera appliquée jusqu'à la fin de la présente décennie donnera lieu à des réductions importantes des prix de soutien céréaliers des États-Unis. Compte tenu des perspectives commerciales décrites dans la première partie de la présente section et des tendances de production signalées dans la troisième partie, la tendance la plus probable des quelques prochaines années en est une de baisse des prix céréaliers.

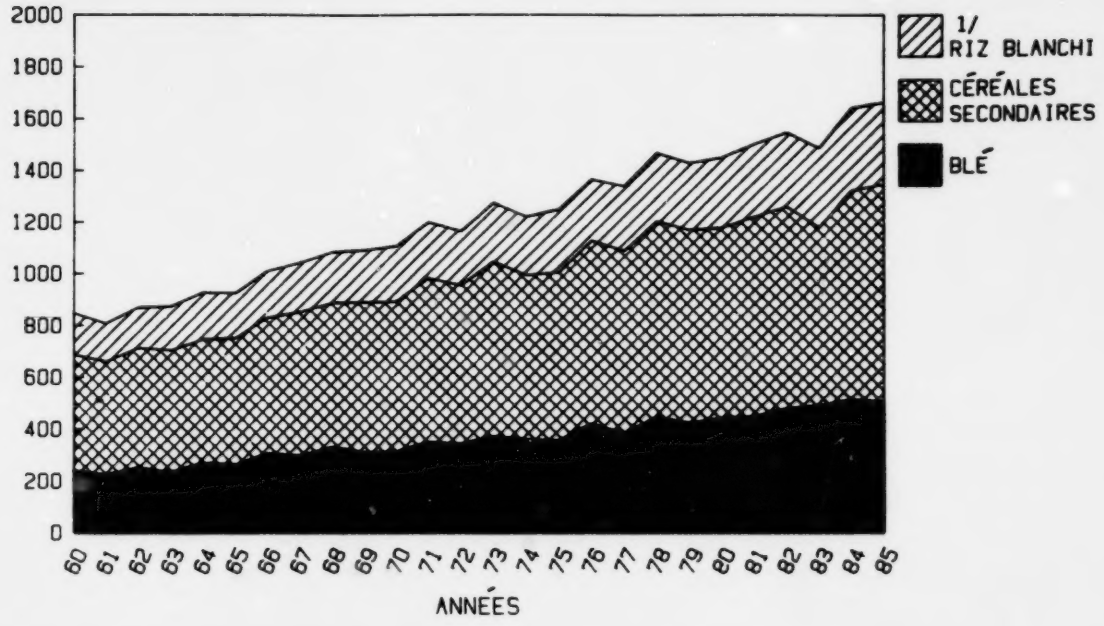
3. Tendances de la production mondiale

En 1957, le sous-comité sur la politique agricole du comité économique mixte du Congrès des États-Unis a préparé une étude qui s'intitulait "Policy for Commercial Agriculture". Voici la conclusion à laquelle en arrivait le sous-comité.

> À moins qu'on y remédie, il est probable que le fait que la demande de produits agricoles n'augmente pas aussi rapidement que la productivité agricole, combiné à d'autres facteurs, ait fortement tendance à déboucher sur des surplus chroniques de produits agricoles, une réduction des occasions d'avenir en agriculture, la nécessité d'adaptations importantes à l'échelle des exploitations et des revenus généralement défavorables dans l'agriculture commerciale.[19]

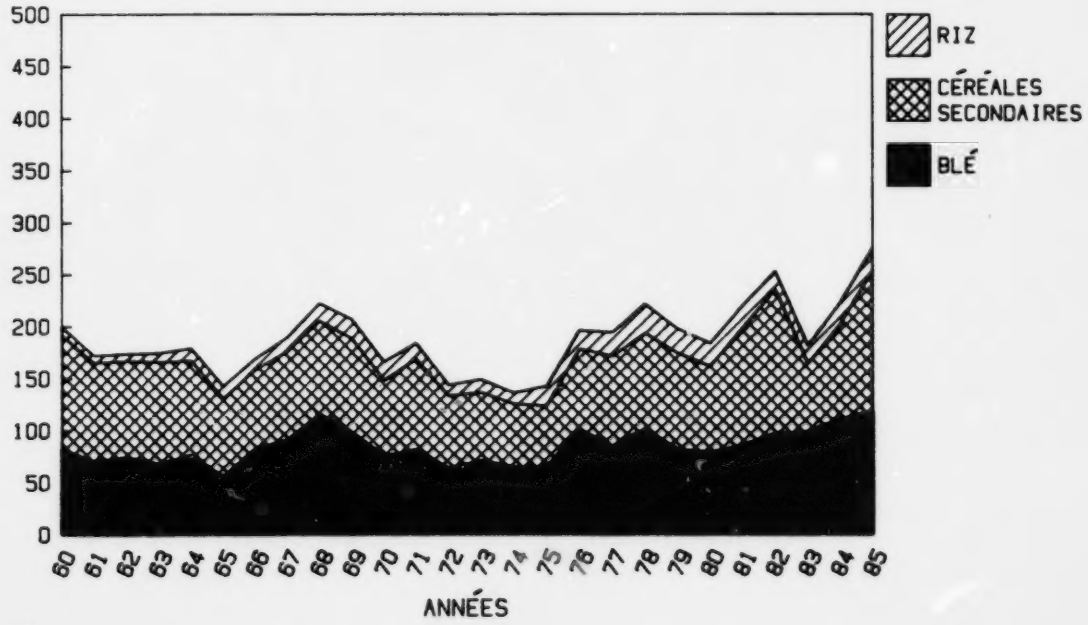
Cette prédiction s'est réalisée. On a vu des surplus chroniques durant les années 1960 et, au début des années 1970, la principale préoccupation dans les marchés céréaliers était de trouver des moyens de limiter la production. L'entrée de l'Union soviétique dans le marché en 1972 a temporairement soutenu les prix et les occasions de production rentable ont été nombreuses au cours des quelques années qui ont suivi. Cependant, les prix réels d'un grand nombre de produits ont atteint des sommets en 1974. Dès 1976, il était évident que les marchés céréaliers étaient à nouveau excédentaires. Aux États-Unis, on a réintroduit des mesures de restrictions de la production céréalière pour les récoltes de 1977. Depuis lors, la politique céréalière des États-Unis a été le principal facteur de soutien des prix des marchés au cours de la plupart des campagnes agricoles.

PRODUCTION MONDIALE DE CÉRÉALES
(en millions de tonnes)



1/ Les quantités représentent des produits transformés.
1984 préliminaire, 1985 prévision.

INVENTAIRE MONDIAL DE CÉRÉALES
(en millions de tonnes)



1984 préliminaire, 1985 prévision

L'accroissement de la productivité agricole était un sujet de préoccupation en 1957. Presque 30 ans plus tard, en rétrospective, on constate que la production s'est accrue continuellement. La "révolution verte" promise au début des années 1960 n'a pas fait fureur dans les milieux de l'information et, dès la fin de cette décennie, le programme essuyait de nombreuses critiques. Même si ce programme n'a pas été porté aux nues par les médias, on peut assurément parler de réussite dans les exportations agricoles du Tiers-Monde, surtout dans des pays comme l'Inde et le Brésil. Les possibilités de mise au point et d'assimilation de nouvelles technologies n'ont probablement jamais été aussi considérables pour bon nombre de régions du monde.

> Comme plusieurs facteurs le confirment, les produits à fort contenu technologique seront vraisemblablement adoptés rapidement partout dans le monde. Un grand nombre des fournisseurs de facteurs de production agricoles comme les sociétés nouvelles qui oeuvrent dans le domaine de la bio-technologie et les sociétés grainières, ont une envergure internationale et ont tout intérêt à ce que leurs produits soient utilisés. Les producteurs agricoles devront probablement tirer parti de la technologie pour demeurer concurrentiels dans les marchés mondiaux et il est à prévoir que les producteurs feront de plus en plus appel aux ordinateurs pour analyser l'incidence de la technologie et d'autres facteurs sur la production et la commercialisation des produits.
>
> D'une façon plus particulière, les progrès technologiques en matière de sélection génétique des végétaux, de génie génétique et l'utilisation accrue de régulateurs de croissance des végétaux feront augmenter le rendement des cultures, prévoit-on. Grâce à la recombinaison génétique de l'ADN et aux cultures de tissus végétaux, une accélération de la mise au point de variétés supérieures de végétaux est prévue.

> Dans le domaine du génie génétique et des techniques conventionnelles de sélection végétale, il est probable que les cultures résisteront mieux aux maladies, aux insectes et aux nématodes. La variation des températures, la disponibilité de l'eau et la concurrence des mauvaises herbes auront moins d'effet sur les variétés nouvelles et plus résistantes d'arbres fruitiers, de pommes de terre, de fèves soja, de maïs et de sorgho céréalier.[20]

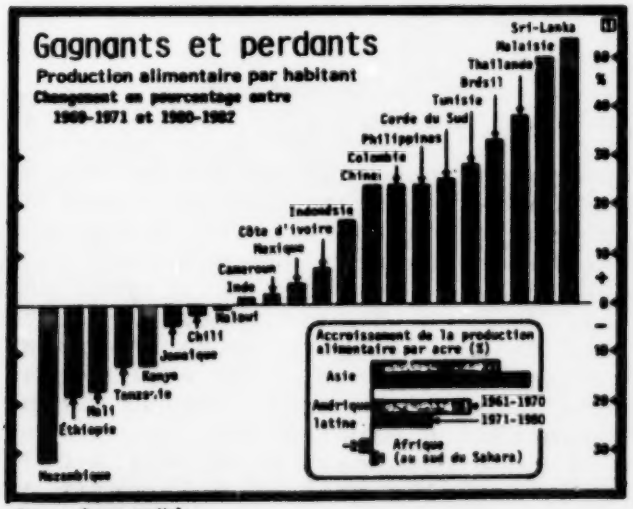
Bien que les augmentations de production céréalière constatées dans la communauté européenne découlent de l'application de lignes de conduite, les progrès qui y ont été réalisés au cours des derniers 25 ans donnent peut-être une indication des tendances possibles ailleurs. Les pays d'Europe de l'Ouest qui ne font pas partie de la CEE, par exemple, ont réduit leur solde importateur net depuis quelques années. Également, deux des principaux importateurs, l'Espagne et le Portugal, se joindront à la CEE en 1986. Il y a eu forte réduction des importations de l'Europe de l'Est au tout début de 1980, surtout en raison de l'insuffisance du crédit. Toutefois, il suffirait d'améliorations relativement modestes de la technologie agricole pour que cette région devienne excédentaire en céréales. On pourrait exporter ces surplus à l'extérieur du bloc communiste pour obtenir des devises étrangères ou vers des pays déficitaires du bloc pour réduire les importations nettes. Dans un cas comme dans l'autre, il en résulterait une réduction de la demande d'importation de céréales en provenance des exportateurs traditionnels.

L'Inde, tout comme la République populaire de Chine, ont réussi, au cours des dernières années, à se sevrer de leur dépendance à l'égard des céréales importées. Divers facteurs détermineront dans quelle mesure ces pays deviendront ou non des exportateurs réguliers de céréales. Les politiques américaines de soutien des prix auront tendance à déterminer les prix de référence au niveau mondial et, dans chaque pays, les politiques de prix internes auront une forte incidence sur les niveaux de prix intérieurs. En 1985, le rapport entre les prix du marché mondial et le prix intérieur n'a pas empêché la RPC d'exporter du maïs mais les conditions du marché ont effectivement limité les exportations de blé de l'Inde. Ces deux pays ne font plus partie de la liste des importateurs nets actuelle mais on ne saurait dire pour le moment s'ils deviendront des exportateurs réguliers. Le

seul attrait des devises étrangères pourrait suffire à stimuler des exportations. Entre temps, en atteignant l'autosuffisance, ces pays ont écarté la moitié de la population mondiale du marché de l'importation.

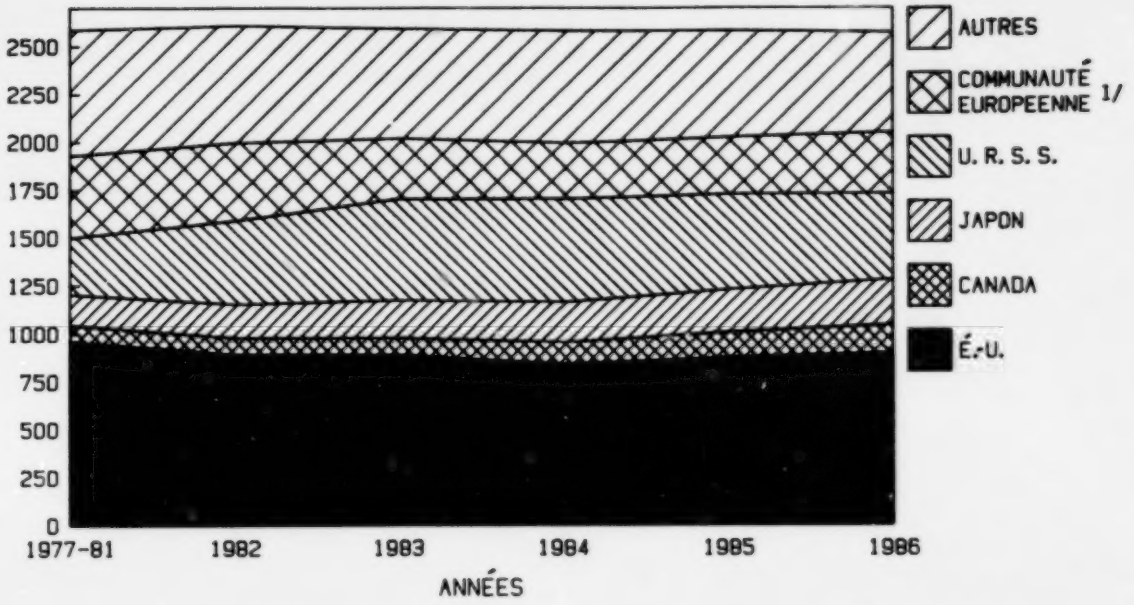
Pour ce qui est des autres pays en développement, les objectifs d'autosuffisance accrue peuvent avoir une très nette incidence sur la demande mondiale d'importation céréalière. À mesure que les progrès technologiques se diffusent dans le Tiers-Monde, nombre de pays deviendront capables de nourrir leur population. Même aujourd'hui, les facteurs qui empêchent beaucoup de pays de devenir autosuffisants en production céréalière sont plutôt d'ordre politique ou militaire que d'ordre technique.

> Ainsi, la perspective pour le reste des années 1980 en est une de persistance du déséquilibre de la production agricole mondiale par rapport à la demande. Pour les États-Unis, il en ressort que la concurrence des autres pays sera de plus en plus vive dans des marchés mondiaux en lente expansion, que des stocks mondiaux excédentaires seront accumulés aux États-Unis et que des pressions continueront de s'exercer sur les prix et les revenus agricoles aux États-Unis.[21]



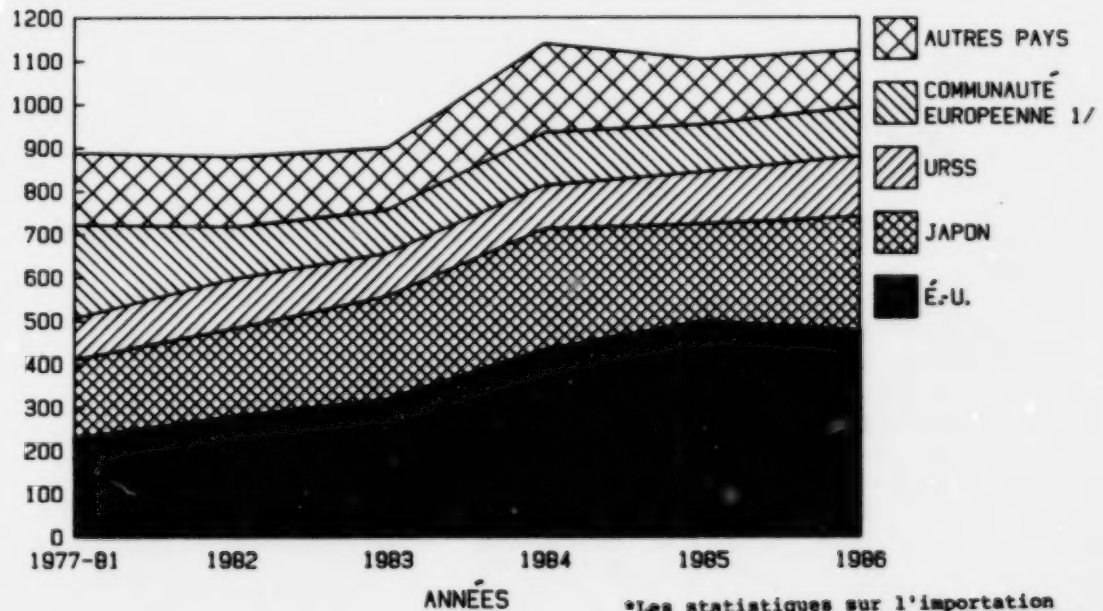
Source: Banque mondiale

BOVINS ET VEAUX: IMPORTATIONS*
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le Commerce Intra-Europe.
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

PORC: IMPORTATIONS
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le Commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

*Les statistiques sur l'importation ne reflètent pas la demande mondiale totale. Les statistiques sur l'exportation sont plus représentatives.

Dans toute analyse de la perspective de la production céréalière soviétique, il y a lieu de tenir compte de la vitesse avec laquelle la RPC a été en mesure d'accroître sa production de céréales au cours des dernières années. Depuis quelques années, les mesures de politique agricole adoptées par les Soviétiques ont généralement été couronnées de succès et la production alimentaire de l'URSS a augmenté. La production de viande a atteint régulièrement des niveaux records depuis quelques années et les cultures fourragères ont atteint un niveau inégalé en 1985. Les rendements céréaliers ont été assez bons en 1985 mais il semble que la production ait été maintenue en deça de 200 millions de tonnes en raison de la baisse des superficies. Certains stimulants monétaires ont été introduits récemment dans le système agricole soviétique. Si une forte augmentation de la production céréalière devenait prioritaire, elle pourrait être réalisée. Comme on l'a mentionné dans une partie de la présente section, la production soviétique de céréales de la deuxième moitié des années 1980 pourrait très vraisemblablement être qualifiée de réussite aussi exceptionnelle que l'a été le résultat décevant de la première moitié de la décennie.

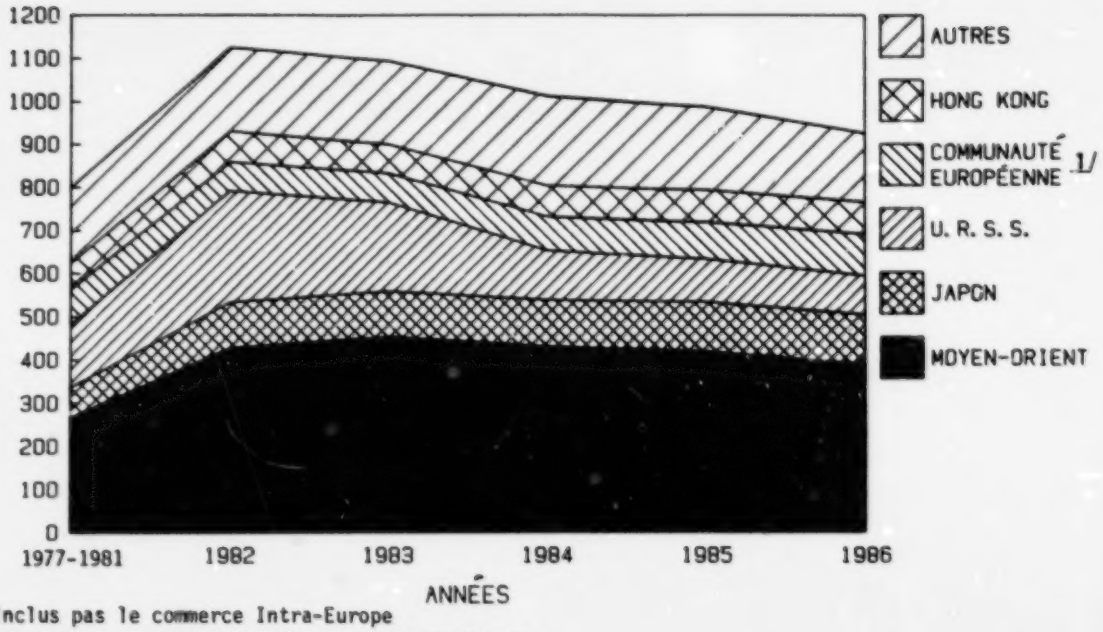
B. MARCHÉS MONDIAUX DU BÉTAIL

1. Commerce mondial

a) Généralités

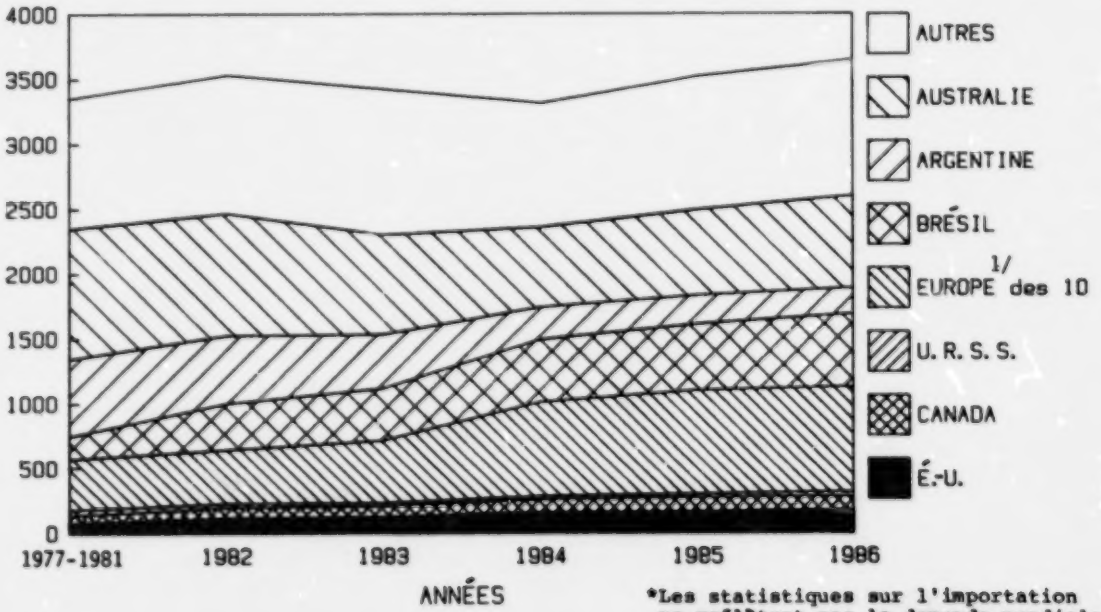
Durant la dernière décennie, l'exportation mondiale de viande (boeuf, porc et volaille) sont demeurés à peu près à 6 % de la production totale. La production totale de ces viandes (ainsi que de la viande d'agneau, de mouton et de chèvre) a augmenté de 25 % au cours de la même période, passant d'environ 100 millions de tonnes en 1976 à environ 125 millions de tonnes prévues pour 1986. Les exportations ont atteint des sommets entre 1979 et 1981. De 1981 à 1984, les niveaux des échanges mondiaux sont demeurés relativement stagnants. Les échanges se sont accrus légèrement en 1985 et il est prévu que leur niveau plus élevé sera maintenu en 1986. Cette augmentation récente peut être attribuée davantage aux mesures d'écoulement de produits carnés excédentaires de la part de certains pays plutôt qu'à une remontée significative de la demande du marché mondial. Les marchés mondiaux de la viande sont caractérisés à l'heure actuelle par une importante surabondance de l'offre.

VOLAILLES: IMPORTATIONS*
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

BOVINS ET VEAUX: EXPORTATIONS
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

*Les statistiques sur l'importation ne reflètent pas la demande mondiale totale. Les statistiques sur l'exportation sont plus représentatives.

L'abondance des disponibilités de viande en 1985 et 1986 a exercé des pressions relativement fortes à la baisse sur les prix mondiaux. Durant l'année 1984, les prix du boeuf congelé désossé s'échelonnaient entre 1 000 $US à 2 000 $US la tonne, selon la catégorie. Or, selon des rapports, l'Argentine offrait du boeuf désossé de fabrication à 650 $US la tonne au milieu de 1985, tandis qu'elle avait offert le même produit à 1 275 $US au milieu de 1984. Les prix du porc fléchissent également, alors qu'ils oscillaient en moyenne entre 1 700 $US et 1 900 $US la tonne en 1984. Au milieu de 1985, selon certains rapports, la Yougoslavie aurait vendu du porc à l'Europe occidentale au prix de 500 $US la tonne. Le Brésil, qui avait vendu de la volaille à 940 $US la tonne en 1984, offrait ce produit à 880 $US la tonne, au milieu de 1985. En raison des quantités de plus en plus considérables de viande offertes sur les marchés mondiaux en 1985 et 1986, les prix de tous les produits carnés continueront de subir des pressions à la baisse au moins jusqu'à la fin de 1986.

b) Boeuf

Le climat qui règne sur le marché mondial du boeuf est directement attribuable à la politique agricole de la Communauté économique européenne. Au début de 1985, les stocks de boeuf de la CEE totalisaient quelque 975 000 tonnes, tandis que, à la fin de 1986, prévoit-on, le total dépassera un million de tonnes. On estime à environ 800 000 tonnes par année, aussi bien en 1985 qu'en 1986, les exportations de boeuf et de veau de la CEE, ce qui représente pratiquement 23 % des exportations mondiales de ces produits. Il est prévu que les exportations de l'Argentine continueront de fléchir par rapport à leurs niveaux des dernières années, baissant à 220 000 tonnes en 1985 et à 200 000 tonnes en 1986. Cette baisse sera compensée par l'augmentation des exportations du Brésil, qui atteindront 510 000 tonnes en 1985 et 560 000 tonnes en 1986. Quant à l'Australie, l'autre exportateur important, il est prévu que ses exportations se chiffreront à 660 000 tonnes en 1985 et à 710 000 tonnes en 1986.

Étant donné que les surplus de boeuf de la CEE représentent quelque 30 % des exportations mondiales annuelles, les prix mondiaux mettront du temps à remonter. En 1984 et 1985, la CEE a tenté de diriger la plus grande partie des ventes de produits carnés

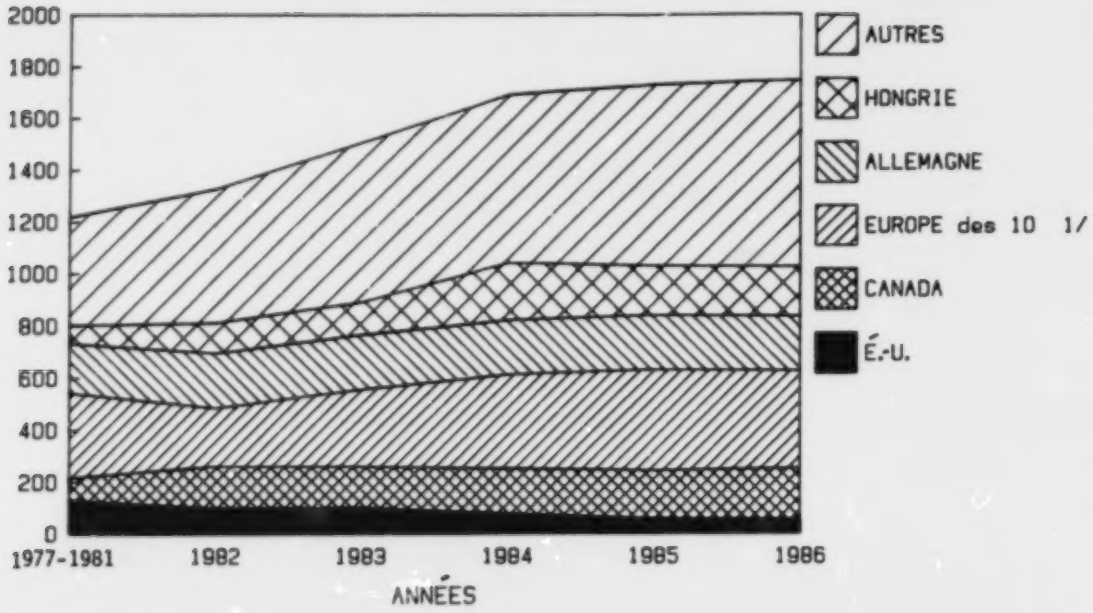
excédentaires vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Toutefois, pour l'Extrême-Orient, des restrictions à l'exportation ont été imposées au milieu de 1985 et leur incidence a été évaluée à quelque 740 $US la tonne. Dans la mesure où l'engorgement du marché mondial du boeuf se répercute sur le marché nord-américain, les prix seront effectivement plafonnés. Les exportations américaines de boeuf augmentent depuis quelques années mais, pour les marchés d'outre-mer, il s'agit essentiellement de ventes de boeuf de haute qualité au Japon. En raison de la production accrue de boeuf et de porc en Corée du Sud, il est prévu que ce pays réduira ses importations de boeuf en 1985 aussi bien qu'en 1986.

c) Porc

La République populaire de Chine, dont les effectifs porcins se chiffrent à plus de 300 millions de sujets, est le plus grand exportateur mondial de porcs sur pied (destinés surtout à Hong-Kong) et le quatrième exportateur de viande de porc à l'échelle mondiale. Jusqu'à maintenant, l'essentiel de ses expéditions de porcs et de viande de porc ont été dirigées sur les marchés de Hong-Kong et de Singapour. La principale région exportatrice de viande de porc est l'Europe de l'Est, les exportations de 1985 se chiffrant à 210 milliers de tonnes pour la République démocratique allemande, à 220 milliers de tonnes pour la Hongrie et à 90 milliers de tonnes pour la Roumanie. Pour la Communauté économique européenne, on prévoit des exportations de 390 milliers de tonnes en 1985.

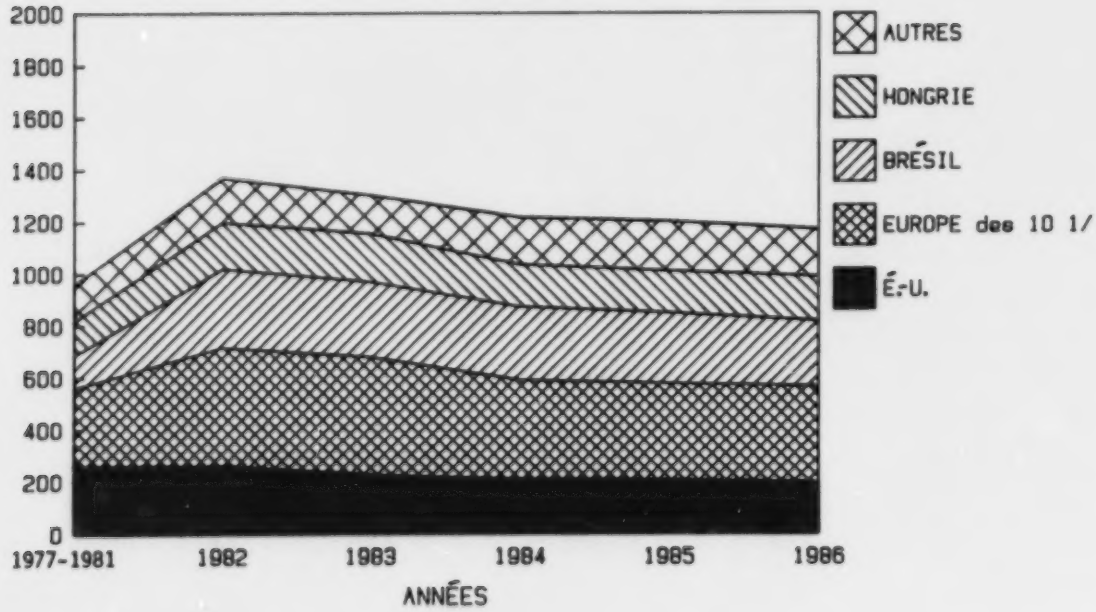
Les États-Unis, qui importe environ 500 milliers de tonnes, sont les importateurs les plus importants, suivis du Japon, dont les importations se chiffrent à 225 milliers de tonnes. On prévoit également que l'Union soviétique importera 120 milliers de tonnes. Compte tenu d'une production mondiale de plus de 50 millions de tonnes, les exportations de viande de porc, qui sont inférieures à 2 millions de tonnes, ne représentent que 3 % environ de la production mondiale. Étant donné que les États-Unis sont le principal importateur et compte tenu des initiatives récentes de l'industrie porcine américaine, une contraction de la demande mondiale de porcs est très probable au cours de la période qui vient. Elle pourrait résulter soit d'un accroissement de la production américaine en vue de répondre à l'essentiel des besoins des États-Unis, soit de

PORC: EXPORTATIONS
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclue pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

VOLAILLES: EXPORTATIONS
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclue pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

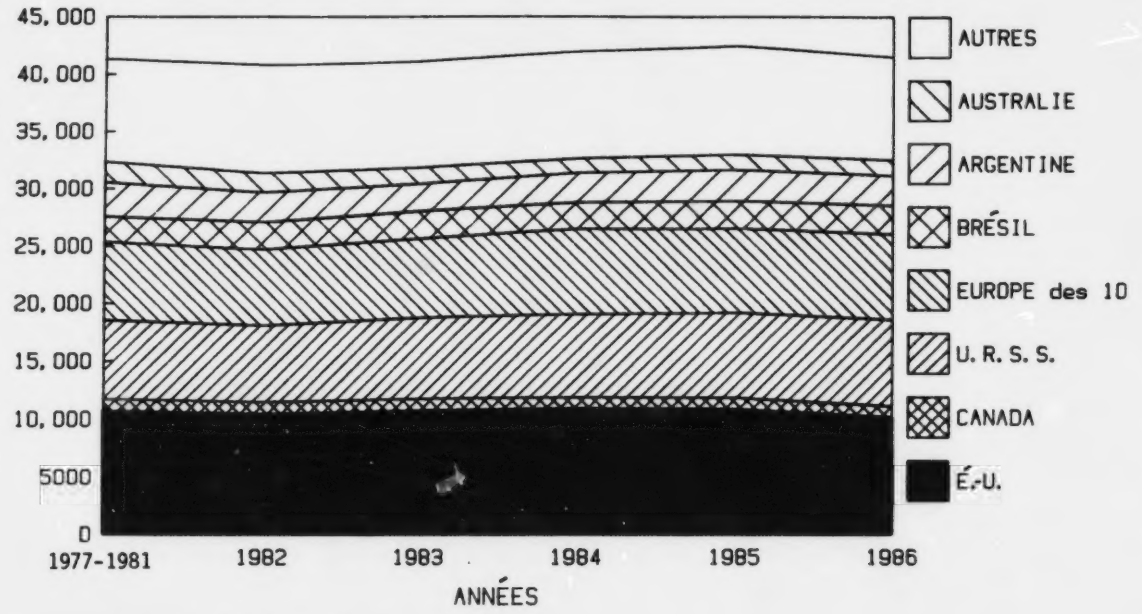
l'imposition de mesures de restriction des importations de porcs et de viande de porc, soit des deux à la fois. Étant donné que la République populaire de Chine est le plus grand producteur mondial de porcs, toute augmentation de production dans ce pays pourrait être acheminée en partie vers les marchés mondiaux. Le marché japonais serait sans doute l'un des premiers visés.

d) Volaille

Le commerce mondial de la volaille a connu une expansion constante au cours des années 1970 et de la décennie suivante, avant de plafonner en 1982. Depuis lors, les niveaux des échanges ont régressé nettement étant donné que les principaux importateurs du Moyen-Orient et de l'Union soviétique ont accru la production intérieure en réponse aux besoins de leurs marchés. Les importations soviétiques de volailles ont atteint un sommet de 260 milliers de tonnes en 1982 et ont fléchi constamment par la suite, de sorte qu'elles ne se chiffreront qu'à 90 milliers de tonnes en 1986, estime-t-on. Quant aux importations de l'Arabie saoudite, elles ont culminé à 227 milliers de tonnes en 1983, tandis que, pour 1986, on prévoit qu'elles auront baissé à 160 milliers de tonnes. Pour les quatre principaux importateurs du Moyen-Orient, les importations totales ont baissé, passant de 453 milliers de tonnes en 1983 à un niveau prévu de 388 milliers de tonnes en 1986. Les exportations totales de volailles ont baissé d'un niveau de 1,37 millions de tonnes en 1982 (excluant les échanges entre les pays membres de la CEE) à un niveau d'environ 1,17 millions de tonnes prévu en 1986.

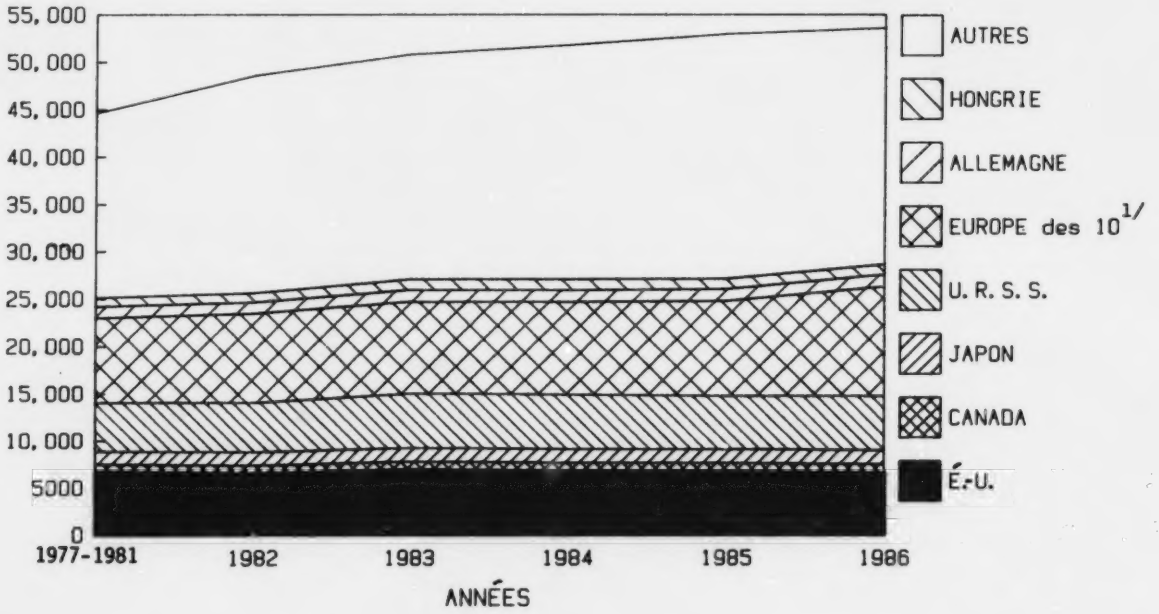
Les quatre principaux pays exportateurs sont la France, le Brésil, les États-Unis et la Hongrie. Les exportations de chacun de ces pays sont en baisse constante depuis quelques années et il est prévu que cette tendance persistera. Bien qu'il soit prévu que les marchés asiatiques actuels se maintiennent, dans ceux du Moyen-Orient et de l'Union soviétique on s'attend à ce que la contraction de la demande d'importation se poursuive. La vigueur de la demande intérieure a jusqu'à maintenant empêché le rétrécissement du marché d'exportation d'avoir une incidence néfaste sur l'industrie de la volaille. Cependant, il semble que la réalisation du potentiel du marché de la volaille devra, pour l'essentiel, se faire par le biais des marchés intérieurs plutôt

BOVINS ET VEAUX: PRODUCTION
(en milliers de tonnes)



1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

PORC: PRODUCTION
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

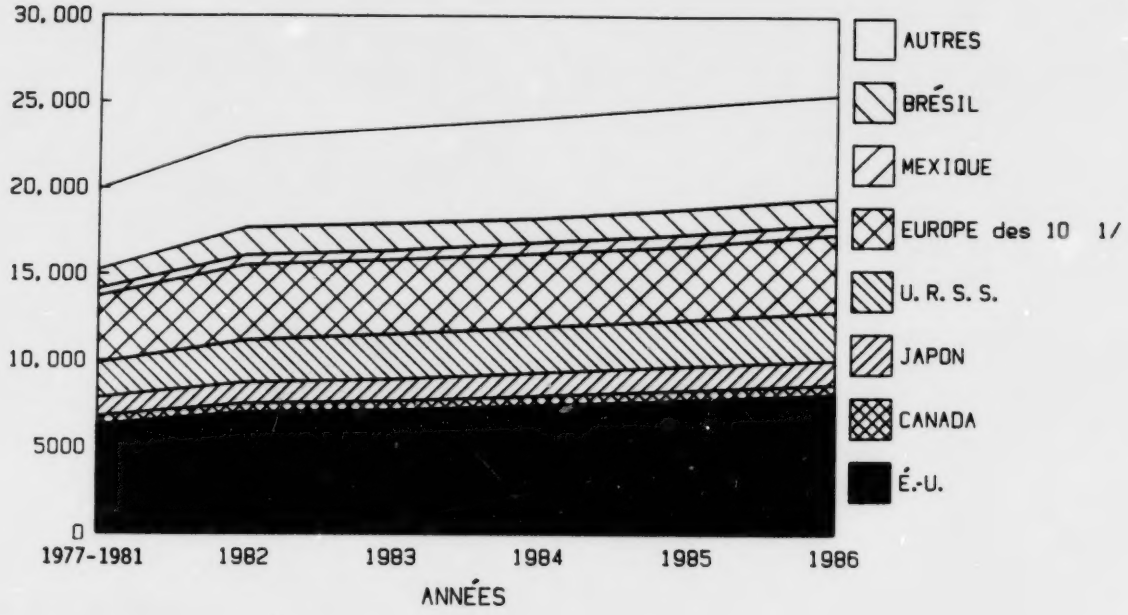
que celui des marchés d'exportation. Signe des temps, on constate, au Japon, un fort engouement pour les pépites de poulet. Pour ce qui est des morceaux de poulet, le marché japonais est le plus vaste du monde mais, en raison de l'accroissement de la production japonaise de volaille et du rétrécissement du commerce mondial, il s'agit d'un marché où les pays exportateurs se livrent une concurrence très vive.

2. Production mondiale

En dépit d'une expansion de la production mondiale de boeuf, de porc et de volaille au cours des dernières années, les conditions des marchés du boeuf et du porc n'ont pas été très bonnes. Dans le cas du boeuf, la forte augmentation de production est attribuable à l'Union soviétique, où les quantités sont passées de 6,62 millions de tonnes en 1982 à une production prévue de 7,5 millions de tonnes en 1986. L'Union soviétique accéderait ainsi au deuxième rang mondial des producteurs de boeuf. Les États-Unis, où une production de 10,2 millions de tonnes est prévue pour 1986, occupent la première place et la CEE occupe le troisième rang, sa production prévue pour 1986 se chiffrant à 7,45 millions de tonnes. On estime à 41,5 millions de tonnes la production mondiale totale de boeuf en 1986, ce qui représente une augmentation par rapport aux niveaux du début des années 1980 mais une baisse par rapport aux sommets de la deuxième moitié des années 1970.

Quant au porc, la République populaire de Chine a fait passer sa production de 10 millions de tonnes qu'elle était en 1979 à 16 millions de tonnes en 1986. La Communauté économique européenne est le deuxième producteur mondial en importance; on y prévoit que la production augmentera pour atteindre 11,6 millions de tonnes en 1986, comparativement à une moyenne de 8,9 millions de tonnes pour les périodes de 1977 à 1981. La production des États-Unis, qui viennent au troisième rang des producteurs, est en baisse depuis le début des années 1980 et on l'estime à 6,6 millions de tonnes pour 1986. La production du quatrième producteur, l'Union soviétique, est en hausse : par rapport à une moyenne de 5,2 millions de tonnes entre 1977 et 1981, on y prévoit une production de 5,75 millions de tonnes en 1986. Ainsi, trois des quatre producteurs les plus importants ont augmenté régulièrement leur production au cours de la présente décennie. Il est prévu que cette tendance se poursuivra aussi bien en RPC qu'en Union soviétique pour les années qui viennent.

VOLAILLES: PRODUCTION
(en milliers de tonnes)



1/ n'inclus pas le commerce Intra-Europe
1977-1981 moyenne, 1985 préliminaire, 1986 prévision.

Pour ce qui est de la volaille, la production a augmenté dans tous les principaux marchés. La demande de consommation est demeurée très forte et, en général, la production accrue a pu être vendue à profit. Tel n'est pas le cas pour le secteur des viandes rouges, où les pertes se sont généralisées pratiquement tout au long de la présente décennie. Les États-Unis sont le plus important producteur de volaille et on y prévoit une production de 8,1 millions de tonnes en 1986. La CEE, dont la production se chiffre à 4,5 millions de tonnes, vient au deuxième rang, suivie de l'Union soviétique, dont la production est évaluée à 2,8 millions de tonnes. La production mondiale de volaille en 1986 est évaluée à 25,4 millions de tonnes comparativement à une moyenne annuelle de 19,9 millions de tonnes entre 1977 et 1981.

Pour ce qui est des viandes en général, jusqu'à présent dans la présente décennie l'accroissement de la production de volaille a occasionné une réduction des parts du marché du boeuf et du porc. Ce phénomène

continuera de se manifester jusqu'à la fin de la décennie, prévoit-on. L'accroissement de la production intérieure dans nombre de pays importateurs sera tel que les marchés d'exportation feront l'objet d'une très vive concurrence. Étant donné qu'il est prévu qu'une proportion plus considérable des céréales produites en Amérique du Nord devront être écoulées dans les marchés intérieurs, les producteurs américains devront être fortement tentés de commercialiser ces céréales sous forme de produits carnés. Puisque les États-Unis sont les principaux importateurs de viande à l'échelle mondiale, les perspectives du marché mondial des viandes sont d'autant plus sombres.

III. LE CLIMAT AGRICOLE CANADO-AMÉRICAIN

A. CONDITIONS AGRICOLES EN GÉNÉRAL

1. Difficultés financières

Il semble assez clair, en rétrospective, que les problèmes qui se posent en agriculture aujourd'hui prennent leurs racines profondes dans les excès commis par les agriculteurs et leurs créditeurs à la faveur du climat inflationniste des années 1970. Durant cette époque de prospérité exceptionnelle, il est souvent arrivé que les agriculteurs ont pris leurs décisions de production et d'investissement en supposant que l'inflation persisterait et que les marchés d'exportation des céréales, des oléagineux et des produits carnés continueraient de croître aux taux phénoménaux constatés au cours des années 1970. Par ailleurs, leurs créanciers leur ont volontiers accordé de l'aide financière.

> Soutenus par la vague montante d'optimiste engendrée par l'inflation de cette décennie, les acheteurs de terres agricoles ont fait surenchère et sont restés pratiquement insensibles à la hausse rapide des taux d'intérêt de la fin des années 1970. Durant les douze années qui ont mené au point culminant de 1981, la valeur des terres agricoles s'est accrue à un taux annuel composé de 12 %. Étant donné que les valeurs immobilières représentaient environ les trois quarts de l'ensemble des actifs du secteur agricole, la forte hausse de valeurs des terrains a engendré des gains énormes en capitaux propres pour les agriculteurs et les autres propriétaires de terrains.
>
> Rendus plus audacieux par une croissance des bénéfices et des capitaux propres qui dépassait nettement celle de l'inflation, les agriculteurs ont investi davantage en machines et en équipements, en bâtisses et en structures, ainsi qu'en améliorations des terres telles l'irrigation, le défrichage, le drainage et le terrassement, au cours des années 1970. Également rassurés par la situation nette enviable de leurs

> débiteurs, les créanciers étaient disposés à financer une proportion croissante de l'augmentation des frais d'exploitation agricole, d'achats de terres agricoles et d'immobilisations. Conséquemment, la croissance de l'endettement agricole à laquelle on a assisté au cours des années 1970 a été très rapide, pratiquement aussi forte que celle de la valeur des actifs agricoles, qui, elle, a triplé.[22]

Malheureusement, la réalité des années 1980 n'a pas correspondu aux attentes créées chez tant de personnes au cours de la décennie précédente. Les marchés d'exportation céréalière sont devenus extrêmement concurrentiels et la croissance de la consommation intérieure de viande par habitant s'est faite essentiellement dans le secteur de la volaille, au détriment de celui des viandes rouges. Le ralentissement a résulté aussi bien de la réduction de la croissance économique dans nombre de régions du monde que de l'accroissement de la production agricole à l'étranger et de problèmes de service de la dette. D'autres facteurs non agricoles ont également eu une incidence considérable sur le secteur agricole.

> Les réalités inattendues des années 1980 englobent bien autre chose qu'une simple évolution interne des marchés agricoles. En particulier, la conjugaison inégale, depuis 1979, d'une politique monétaire de restriction et d'une politique budgétaire de stimulation a contribué d'une façon non négligeable aux transformations qui ont touché l'agriculture dans les années 1980. On peut en dire autant de la succession de plus en plus rapide des initiatives visant la déréglementation du marché financier. Ces facteurs ont modifié de façon spectaculaire les structures d'échanges des marchés mondiaux en contribuant au revirement de tendance de la valeur du dollar américain, à la baisse durant les années 1970 et à la hausse, à ce jour, durant la présente décennie. Les mêmes facteurs ont également contribué considérablement à une remontée des taux d'intérêt

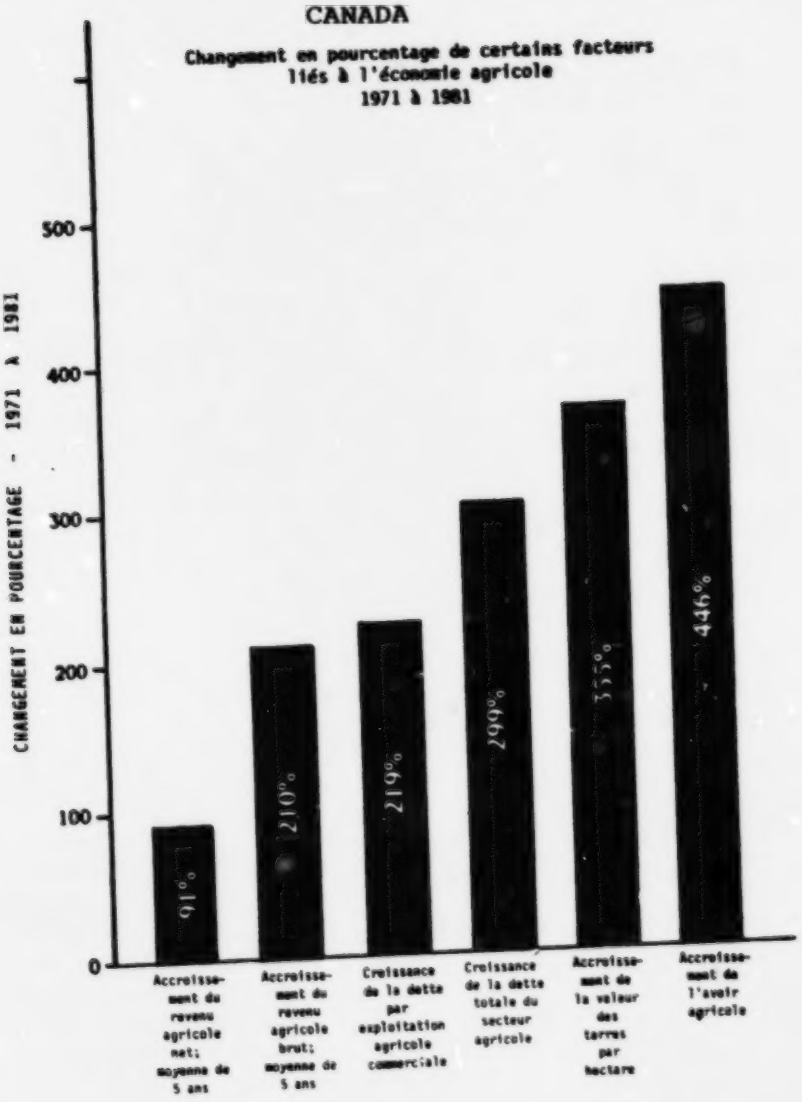
> nominaux liés à l'inflation et à la modification des conditions s'appliquant aux prêts agricoles. Les échéances de ces prêts sont devenus plus courtes. Les prêts à taux fixes ont été délaissés à mesure que les prêteurs ont favorisé les prêts agricoles à taux variables ou la renégociation plus fréquente des taux. La modification des conditions des prêts agricoles dans un contexte qui, jusqu'à maintenant pour la décennie, en est un de taux d'intérêt très élevés, a accablé nombre d'agriculteurs de charges financières passablement accrues. En fait, les difficultés financières qui, aujourd'hui, touchent beaucoup d'agriculteurs et dont l'ampleur demeure inconnue, ne sont pas étrangères au fait que ces débiteurs font face à des obligations de service annuel de la dette qu'ils pouvaient à peine imaginer au moment où les emprunts ont été négociés durant les années 1970.[23]

Au cours des années 1970 et jusqu'au début des années 1980, les erreurs financières des producteurs étaient occultées en bonne partie par la croissance de valeur des éléments d'actif agricole. Les augmentations de l'avoir qui résultaient de la progression des valeurs des terres permettaient de déposer des bilans extrêmement favorables grâce auxquels il était facile d'emprunter. De fait, puisque le système financier disposait de fonds excédentaires à prêter, les prêteurs, soucieux de placer leurs excédents, incitaient fortement les producteurs à élargir leurs activités. Tant que l'augmentation de valeur des éléments d'actif agricole se poursuivait, l'alourdissement du fardeau de la dette agricole ne semblait pas poser de problèmes.

Cependant, lorsque la détérioration des marchés des céréales et du bétail est devenue manifeste au début des années 1980, on a assisté à un plafonnement de la valeur des actifs agricoles, dont la baisse subséquente a considérablement aggravé les difficultés financières du secteur agricole, étant donné qu'il en est résulté une diminution de l'avoir total du secteur.

CANADA

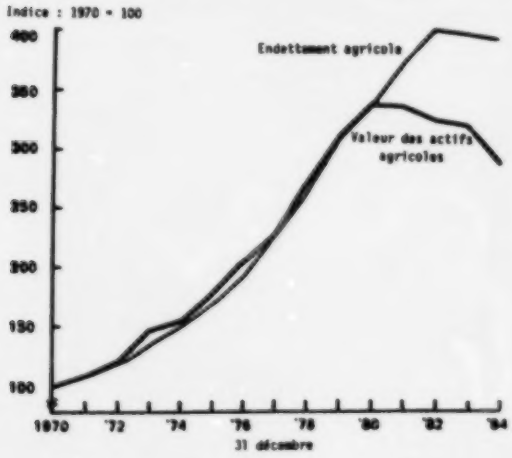
Changement en pourcentage de certains facteurs liés à l'économie agricole 1971 à 1981



Tout au moins, cette érosion de l'avoir du secteur agricole compromet la réputation de solvabilité du monde agricole. De plus, dans le cas d'exploitants agricoles qui, tout en étant fortement endettés, sont acculés à des insuffisances de liquidités, l'effritement de l'avoir a amoindri la valeur des biens donnés en garantie de leurs dettes, tout en faisant croître davantage le nombre, petit certes mais toujours plus grand, d'agriculteurs

États-Unis

Après la forte progression des années 1970, l'endettement agricole demeure élevé, tandis que la valeur des actifs agricoles est en baisse



> voués à la faillite technique. Étant donné que les agriculteurs de cette catégorie sont les débiteurs d'une proportion importante des emprunts agricoles non réglés, les tensions du milieu agricole touchent très profondément les créanciers du secteur.[24]

Durant les années 1970, on a assisté à une expansion des marchés mondiaux des céréales et du bétail, ce qui a mené bon nombre de pronostiqueurs à prédire que l'expansion se poursuivrait au cours de la décennie suivante. C'est en envisageant cette question dans une optique déductive et en accordant une importance démesurée à l'analyse économétrique que les experts en sont arrivés à un tel consensus. De plus, il s'agissait de l'une des perspectives les plus attrayantes à mettre de l'avant. Après avoir rappelé que le prix du baril de pétrole était de 2 $ en 1972, de 10 $ en 1974, de 18 $ en 1979 et de 25 $ en 1980, on avait beau jeu d'extrapoler pour dire que ce prix dépasserait les 50 $US par baril en 1985 et les 100 $US en 1990.

Puisque les exportations et les prix des céréales avaient crû fortement au cours des années 1970, on prévoyait que la croissance des prix se poursuivrait dans les années 1980 et que l'expansion de la demande commerciale d'exportation continuerait indéfiniment.

Du côté de l'offre, les pays producteurs se sont adaptés suffisamment pour répondre aux besoins croissants du marché. Malheureusement, on ne peut en dire autant de la demande. Au contraire, de plus en plus, les régions importatrices ont accru leurs production intérieures. Dans certains cas, les anciens importateurs sont en voie de devenir les nouveaux exportateurs. Par conséquent, depuis le début des années 1980, on constate un engorgement céréalier progressif en Amérique du Nord.

On a l'habitude de considérer l'alimentation du bétail comme l'un des moyens d'écouler les excédents céréaliers. Ces dernières années, on a vanté les mérites de l'exportation du bétail comme solution à la commercialisation des surplus céréaliers. Toutefois, les États-Unis sont à la fois le principal importateur mondial de produits carnés et le pays où la capacité excédentaire de production de céréales est la plus considérable. Tout accroissement des exportations de viande à destination des États-Unis serait ainsi plutôt mal accueilli. En fait, si les producteurs américains décident de transformer une plus grande proportion de leurs propres céréales en produits carnés, il en résultera une contraction de la demande mondiale d'importation de viande.

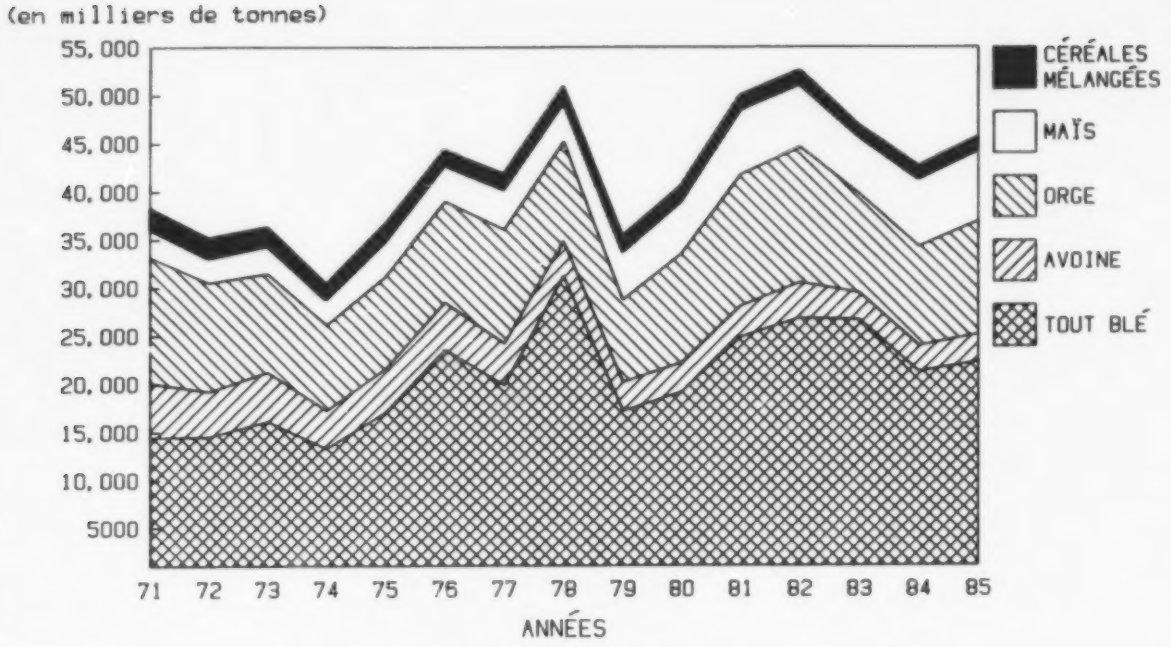
Une analyse inductive des perspectives d'exportation des produits céréaliers et animaux nord-américains révèle nombre de contraintes. De fait, il semble qu'un rétrécissement des perspectives commerciales soit très probable. Cela signifie que la production de céréales et de bétail devra être davantage axée sur les besoins intérieurs. Il sera nécessaire d'évaluer le potentiel inexploité des marchés d'exportation existants aussi bien que de découvrir d'autres marchés. Cependant, tant que ces possibilités commerciales n'auront pas été confirmées, il est extrêmement dangereux de présumer qu'elles existent. Ce sont de telles suppositions qui expliquent les difficultés actuelles.

2. Tendances de la production céréalière

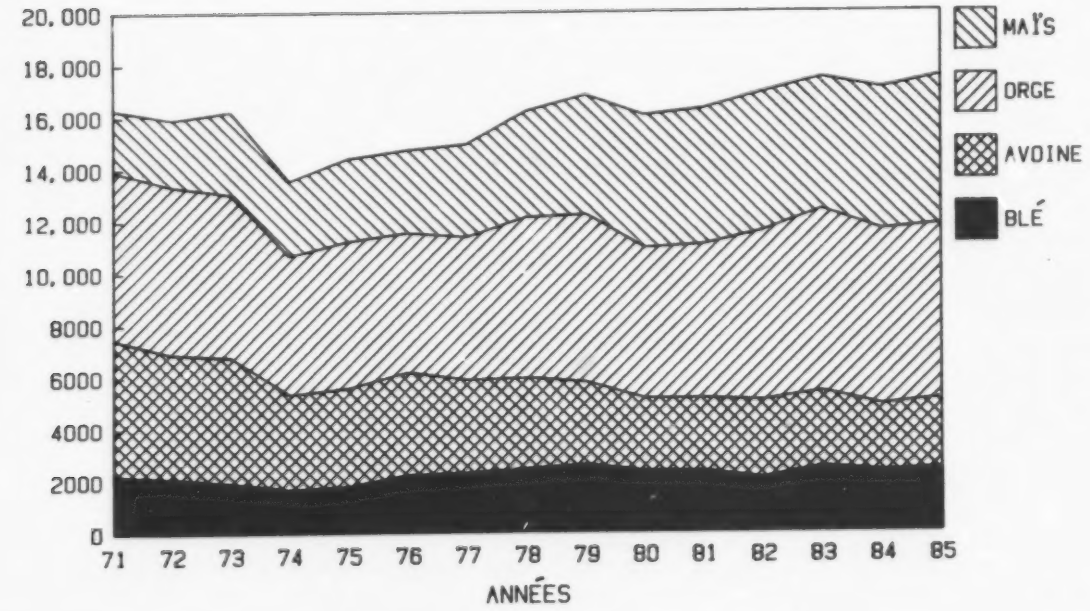
a) Canada

La production céréalière canadienne a augmenté entre 1971 et 1982, passant de 38,3 millions de tonnes à un sommet de 52,5 millions de tonnes. En raison des difficultés de production des deux dernières années, la production a fléchi à 45,6 millions de tonnes en 1985. Au cours des années 1970, la production canadienne a été entravée par l'insuffisance du réseau ferroviaire en regard des quantités exportables. Ce problème a été résolu

PRODUCTION CÉRÉALIÈRE DU CANADA



CONSOMMATION INTÉRIEURE DE CÉRÉALES CANADIENNES (en milliers de tonnes)



Note: L'origine résiduelle, y compris déchets et impuretés.

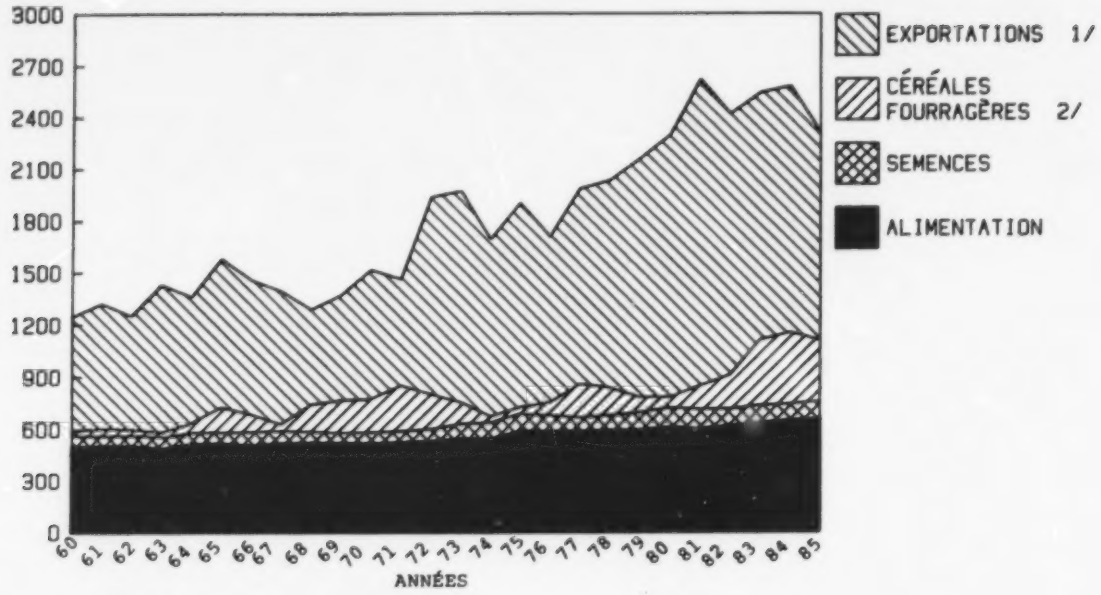
vers la fin de la décennie, de sorte que la capacité d'exportation de céréales du Canada est maintenant plus considérable.

À mesure que survenaient de nouvelles occasions d'exportation, la production canadienne de blé a connu une expansion considérable au cours de 15 dernières années. La récolte de 1978 s'est chiffrée au niveau record de 31,1 millions de tonnes et la production annuelle moyenne a été supérieure à 25 millions de tonnes pour la période allant de 1981 à 1983. Au cours de la période, la production d'orge est demeurée à peu près constante, s'échelonnant entre un sommet de 14,1 millions de tonnes en 1982 et un creux de 8,8 millions de tonnes en 1974. Pour ce qui est de l'avoine, la production a diminué constamment, passant d'un sommet de 5,6 millions de tonnes en 1971 à un creux de 2,7 millions de tonnes en 1984. On constate la même tendance dans le cas des grains mélangés. En pourcentage, c'est la production de maïs qui a connu l'accroissement le plus important : elle est passée de 2,9 millions de tonnes en 1971 à 7,3 millions de tonnes en 1985, soit une augmentation de 152 %.

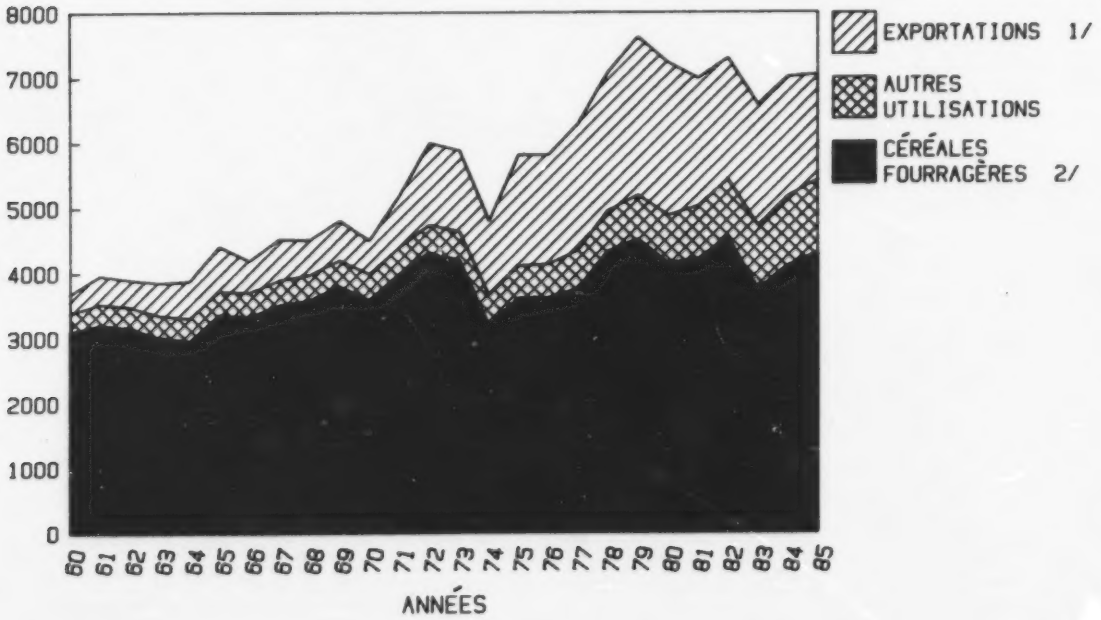
En 1971, la production canadienne de maïs représentait 7,7 % de la production céréalière canadienne, tandis qu'elle avait atteint 16 % en 1985. Toutefois, les répercussions de cette augmentation ont été plus considérables dans le marché intérieur que ne l'indiquent ces chiffres, étant donné que la plupart du maïs produit au Canada est consommé au pays comme aliment fourrager, tandis qu'une partie de l'orge et le gros du blé sont destinés soit à l'alimentation humaine, soit à l'exportation. Pour 1984-1985, les niveaux d'utilisation fourragère des céréales (aliments fourragers, déchets et impuretés) au Canada ont été calculés comme suit, en millions de tonnes : blé, 2,12; avoine, 3,37; orge, 6,73; maïs, 5,44. À l'heure actuelle, le maïs représente quelque 30 % de l'utilisation fourragère intérieure.

L'augmentation de la production de céréales fourragères dans l'est du Canada constitue le changement le plus important pour le marché intérieur des céréales fourragères depuis les 15 dernières années. En 1971, les Prairies étaient la seule région du Canada qui affichait une production excédentaire de céréales fourragères. Jusqu'en 1973, la CCB était la seule agence autorisée à vendre

UTILISATION DE BLÉ AMÉRICAIN
(millions de boisseaux)



UTILISATION DE MAÏS AMÉRICAIN
(millions de boisseaux)



1/ Importations et exportations comprennent la farine et autres produits exprimées en équivalence de blé.
2/ Résidus: utilisation approximative de céréales fourragères; y compris quantités négligeables utilisées pour la distillation d'alcool.

des céréales fourragères de consommation intérieure dans l'Est et ses ventes étaient faites à des prix concurrentiels par rapport aux valeurs du maïs américain au débarquement à Montréal. Au cours des années 1970, l'Ontario est passé d'une situation de déficit céréalier à une situation de surplus céréalier. À partir de la fin des années 1970 et jusqu'à maintenant durant la présente décennie, cette tendance s'est poursuivie au Québec, à mesure que la zone nord-américaine du maïs se déplaçait vers le nord et l'est.

b) États-Unis

Au moment où la demande d'importation mondiale a bondi durant les années 1970, les États-Unis étaient le vendeur le mieux placé pour en tirer parti. Les stocks céréaliers américains excédentaires étaient considérables et une capacité de production additionnelle avait été mise en veilleuse. Même si certains goulots d'étranglement ont surgi dans le réseau de transports au milieu des années 1970, ils avaient été éliminés dès la fin de la décennie. La production américaine des principaux grains et oléagineux est passée d'un niveau moyen de 9,87 milliards de boisseaux durant la période 1970-1972 à un niveau de 15,4 milliards de boisseaux en 1982. De ce dernier total, le blé représentait 18,3 %, le soja 14,5 % et les céréales secondaires 66,9 %. À lui seul, le maïs représentait 54 % de la production totale de 1982.

En 1971-1972, l'utilisation totale de maïs aux États-Unis s'est chiffrée à 5,2 milliards de boisseaux. L'utilisation fourragère a représenté 3,98 milliards de boisseaux, l'utilisation à des fins d'exportation, 800 millions de boisseaux et les autres utilisations intérieures, environ 400 millions de boisseaux. En 1972-1973, au moment où la demande soviétique a commencé à se manifester, l'utilisation totale était tout juste inférieure à 6 milliards de boisseaux, dont 4,3 milliards pour utilisation fourragère et 1,26 milliard à des fins d'exportation. Pour la première fois, les exportations dépassaient le cap du milliard de boisseaux et l'utilisation fourragère dépassait celui des 4 milliards de boisseaux. Au cours des années subséquentes, l'utilisation fourragère de maïs aux États-Unis s'est peu écartée des niveaux de 1972-1973, oscillant entre un minimum de 3,2 milliards de boisseaux en 1974-1975 et un maximum de 4,5 milliards de boisseaux en 1982-1983. Pour 1985-1986, on prévoit que l'utilisation fourragère aux États-Unis se rapprochera du niveau de 4,3 milliards de boisseaux enregistré en 1972-1973.

Les exportations américaines de maïs ont progressé régulièrement durant les années 1970, dépassant pour la première fois le cap des 2 milliards de boisseaux en 1978-1979 et atteignant un sommet de 2,4 milliards de boisseaux en 1979-1980. Depuis lors, les quantités exportées ont baissé constamment et, pour 1985-1986, on prévoit qu'elles ne se chiffreront qu'à 1,6 milliards de boisseaux. L'utilisation du maïs à d'autres fins ne s'est accrue que de quelque 600 millions de boisseaux depuis les années 1970. Par conséquent, l'utilisation totale de maïs américain a plafonné à 7,6 milliards de boisseaux en 1979-1980 et il est prévu qu'elle se chiffrera à 7,0 milliards de boisseaux en 1985-1986.

Pour ce qui est du blé, on constate une évolution analogue. Les exportations ont dépassé pour la première fois le cap du milliard de boisseaux en 1972-1973 et, sauf pour l'année 1976-1977, elles sont restées supérieures à ce niveau jusqu'à la fin de la décennie et au début des années 1980. Les exportations ont atteint un sommet de 1,8 milliard de boisseaux en 1981-1982 et elles ont diminué fortement par la suite. Pour 1985-1986, il sera même surprenant que les exportations demeurent supérieures à 1 milliard de boisseaux. L'utilisation intérieure à des fins non fourragères n'a à peu près pas varié depuis 25 ans. L'utilisation fourragère a oscillé davantage, atteignant les 400 millions de boisseaux en 1984-1985. Le blé est utilisé comme fourrage lorsqu'il y a saturation du marché alimentaire et que les surplus sont dirigés sur le marché fourrager. Comme dans le cas du maïs, l'utilisation totale du blé a atteint un sommet au moment où le marché de l'exportation a plafonné en 1981-1982.

L'un des changements récents les plus spectaculaires a trait à l'accroissement de la production de sorgho céréalier dans les régions à forte intensité d'élevage bovin. Durant les années 1970, la production de cette céréale s'était chiffrée en moyenne à 700 millions de boisseaux. La récolte de 1984 atteignait les 865 millions de boisseaux et il est prévu que, pour la première fois, en 1985, la production dépassera le milliard de boisseaux et atteindra même 1,4 milliard de boisseaux. Étant donné que la demande fourragère intérieure des États-Unis a peu augmenté depuis le début des années 1970, la concurrence sera extrêmement vive dans le marché des aliments fourragers au cours des prochaines années.

3. Tendances de la production du bétail

a) Canada

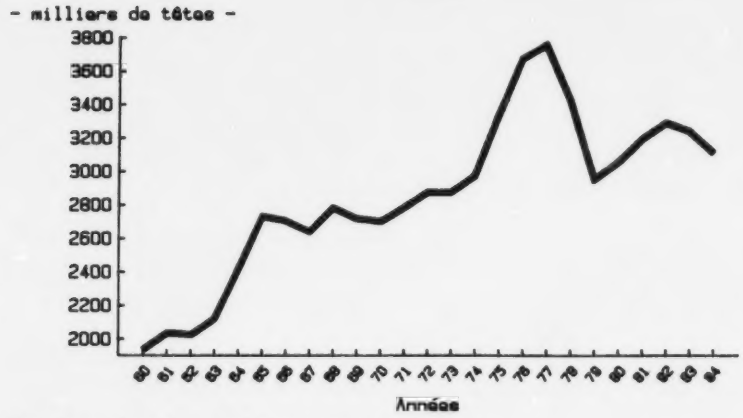
i) Boeuf

Au cours des 25 dernières années, la production de boeuf au Canada s'est transformée de façon spectaculaire. Cette production, qui, en 1971, ne se chiffrait qu'à 846 milliers de tonnes, a atteint un sommet de 1,13 million de tonnes en 1976 pour évoluer par la suite au niveau de 1 million de tonnes à partir de 1980. L'Alberta et l'Ontario sont les deux provinces où la production de boeuf est la plus importante; au début des années 1980, elles représentaient pratiquement 60 % de la production canadienne. Si on ajoute à cette production celle des deux autres provinces des Prairies, la production totale des quatre provinces en question représente près de 90 % de la production canadienne. Depuis les 15 dernières années, la part de l'Alberta du marché intérieur a augmenté : elle était de 30 % au début des années 1970 et atteignait 35 % au début de la décennie suivante. Cet accroissement s'est fait au dépens de l'Ontario.

ii) Porc

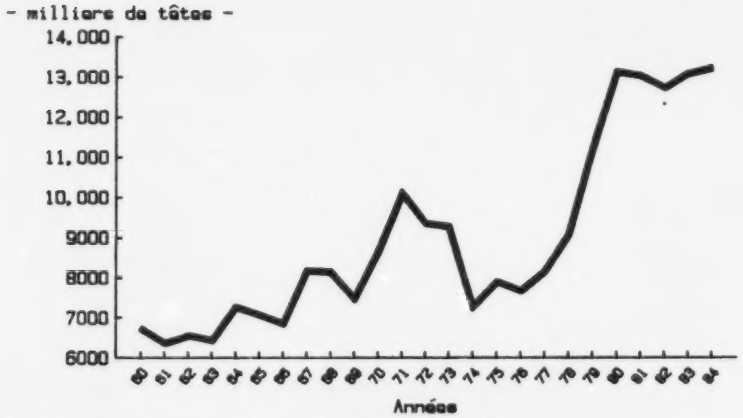
En 1983, le Québec et l'Ontario produisaient 65 % du porc canadien tandis que les Prairies détenaient 29 % du marché. La situation était nettement différente au début des années 1970. Après avoir atteint un sommet de 10 millions de têtes en 1970, la production canadienne de porcs a diminué, atteignant presque 7 millions de têtes en 1974. C'est surtout dans l'Ouest canadien que cette diminution a eu lieu, étant donné que la grande vigueur des marchés céréaliers avait incité nombre de producteurs de l'Ouest à vendre leurs céréales directement plutôt que de les commercialiser par le biais de la consommation porcine. L'année 1976 a marqué l'amorce d'une importante expansion du marché qui s'est poursuivie jusqu'en 1980, année où la production a atteint un niveau record de 13 millions de porcs. Cette expansion a surtout eu lieu en Ontario et au Québec, où les producteurs ont tiré parti de l'occasion commerciale qui leur était offerte. L'augmentation de la production de maïs, dans l'est du Canada

PRODUCTION DE BÉTAIL ET DE VOLAILLE AU CANADA
1960-1984
BOEUF



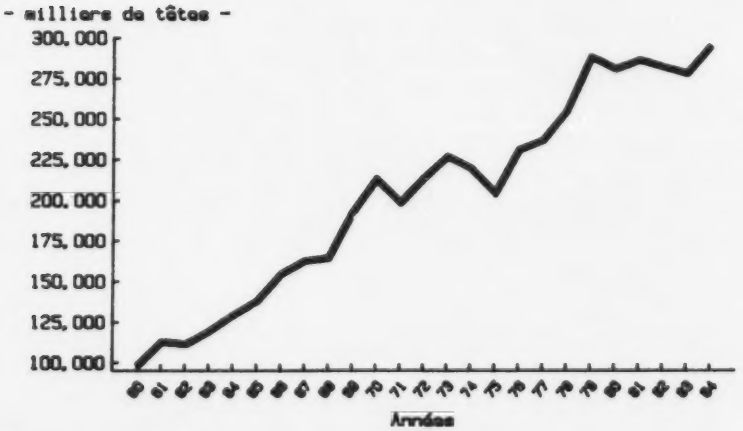
Abattages dans les établissements inspectés par le gouvernement fédéral au Canada

PORC



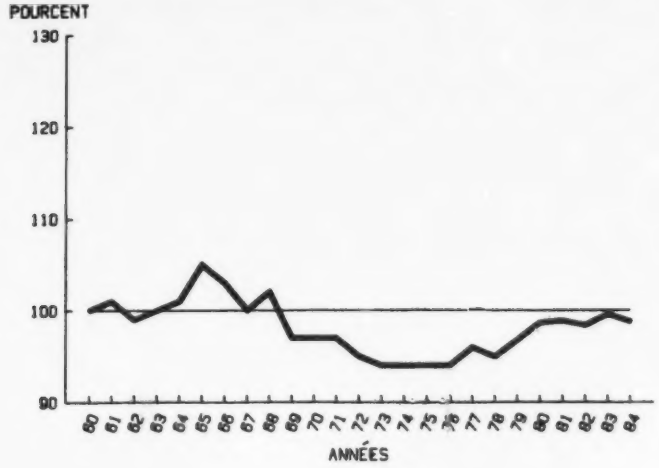
Arrivages aux parcs publics et envois des points intérieurs aux abattoirs

VOLAILLE

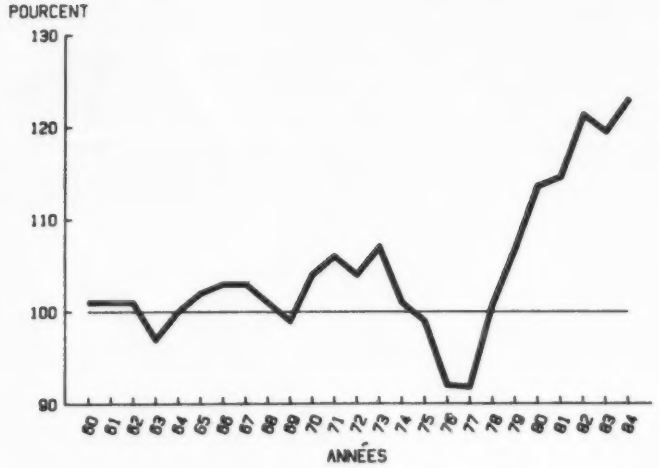


Production de poulet

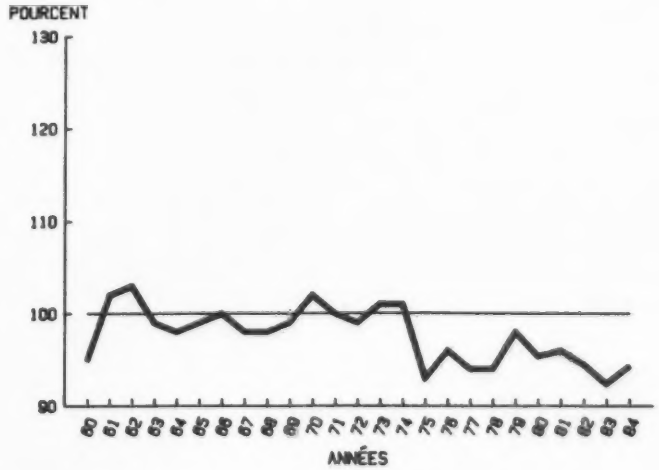
AUTO-SUFFISANCE DU CANADA
1960-1984
BOEUF



PORC



VOLAILLE*



*Inclut poulet, poule et dinde

au cours de cette période a favorisé cette évolution. Depuis 1980, la production porcine totale du Canada est passablement constante. Cependant, des augmentations importantes ont eu lieu à l'échelle régionale, tant dans les Prairies que dans les Maritimes.

iii) Volaille

Depuis 1960, la production commerciale canadienne de volaille s'est accrue considérablement. Exception faite de quelques années de baisse, la production canadienne de poulet a pratiquement triplé au cours des 25 dernières années, passant de 100 millions de têtes en 1960 à environ 300 millions de têtes en 1985.

b) États-Unis[25]

i) Boeuf

Au cours des années 1950, la plupart des bovins étaient nourris d'herbages, alors que, dans de rares cas, d'autres consommaient des céréales fourragères dans des parcs d'engraissement d'exploitants agricoles des États du Centre-Nord. Dès la fin des années 1950, de grands parcs d'engraissement commerciaux ont commencé à voir le jour dans les régions de l'Ouest et des Plaines du Nord.

Cette tendance s'est poursuivie jusque dans les années 1960. Avant cela, les éleveurs-exploitants de la zone du maïs avaient été ceux qui se consacraient à l'élevage des bovins mais, désormais, cette activité se déplaçait vers les Plaines du Sud où grâce aux techniques d'irrigation, la production de sorgho céréalier avait augmenté, donnant lieu à un excédent de céréales alimentaires. Par conséquent, ces régions disposaient désormais de la matière première nécessaire à la production de bovins d'engrais. L'organisation de la production en grands parcs d'engraissement commerciaux a permis d'intéresser des investisseurs de l'extérieur.

L'alimentation des bovins devenait plus efficace avec l'arrivée des additifs alimentaires, de la recherche en nutrition et de l'amélioration génétique. En 1973, le poids vif moyen des bovins d'abattage atteignait 1 043 livres, soit

une augmentation considérable par rapport à un poids de 1 000 livres en 1960. En 1968, alors que les effectifs étaient à peu près les mêmes que ceux du 1er janvier 1985, la production commerciale de boeuf se chiffrait à 20,7 milliards de livres et le poids de carcasse moyen était de 590 livres. En 1984, la production commerciale de boeuf était de 23,4 milliards de livres et le poids de carcasse moyen de 623 livres. Pour les bouvillons, le poids de carcasse moyen était de 667 livres en 1968, tandis qu'il était de 700 livres en 1984.

Entre 1975 et 1979, les taux de liquidation ont atteint des niveaux inégalés auparavant dans l'industrie de l'élevage bovin. En quatre ans, les effectifs ont baissé de 22 millions de têtes pour atteindre 110 millions de têtes. Après cette forte baisse des effectifs, les producteurs de bovins ont bénéficié de prix records en 1979-1980. Les bénéfices nets se sont améliorés considérablement et sont demeurés positifs jusqu'à la fin de la période, ce qui a entraîné la reconstitution des troupeaux. L'expansion a cependant cessé en 1982 en raison de la baisse des prix, attribuable à l'expansion de la production de porcs et de volailles et à l'érosion par l'inflation du pouvoir d'achat du consommateur.

Les éleveurs-naisseurs de bovins ont été en butte à de graves difficultés d'autofinancement au cours des années 1980, en raison des bas prix et de la baisse progressive de la valeur des terres. En 1979, au début du cycle, les effectifs se chiffraient à 110 millions de têtes, mais ils n'ont augmenté que très faiblement pour atteindre 115,4 millions de têtes en 1982, après quoi l'expansion a été interrompue par les problèmes financiers et la réduction des disponibilités fourragères causée par la sécheresse.

Depuis 1981, les bénéfices nets (les recettes moins les dépenses en espèce) ont fléchi à environ 80 $ par vache dans chacune des quatre principales régions de naissance. La hausse des coûts des engrais a annulé les bénéfices nets dans le Sud-est depuis 1981. Toutefois, entre 1980 et 1983, c'est dans les Grandes Plaines que les pertes de bénéfices ont été les plus considérables. Combinée à la sécheresse de 1983-1984, cette baisse a donné lieu à une réduction de 7 % des

effectifs de vaches de boucherie en 1984. Les différences de coûts d'alimentation expliquent une partie importante des variations de coûts entre régions.

Le 1er janvier 1985, les effectifs se chiffraient à 109,8 millions de têtes, soit une baisse de 3 % par rapport à un an plus tôt et le niveau le plus faible depuis 1968. On dénombrait 35,4 millions de vaches de boucherie, une baisse de 6 % par rapport à l'année précédente. De plus, le nombre de naissances de veaux en 1984, soit 42,5 millions, était le plus faible depuis 1963.

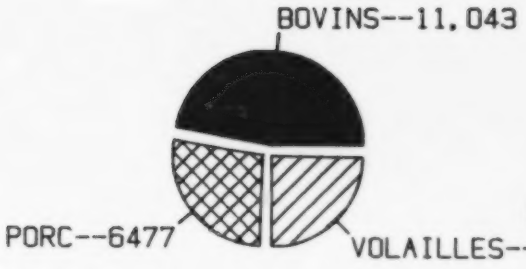
ii) Porc

Avant 1953, le porc dominait nettement la production de viande aux États-Unis. Plus de 2 millions d'agriculteurs produisaient des porcs dans de petites exploitations, en appliquant à peu près tous les mêmes pratiques de gestion. La consommation par habitant demeurait à peu près stable et le caractère cyclique de la production expliquait l'essentiel des variations. La durée moyenne des cycles du porc a été de 4 ans jusqu'au milieu des années 1970.

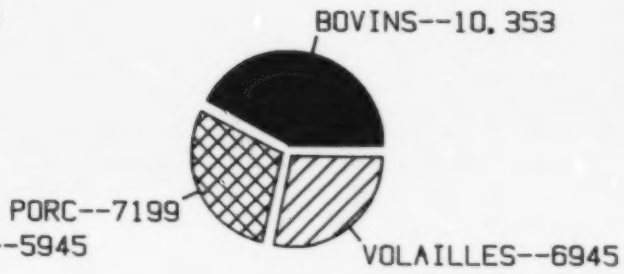
La forte hausse des prix céréaliers qui a exercé des pressions sur les industries du boeuf et de la volaille en 1974 a également réduit les bénéfices des producteurs de porc. Ces profits moindres ont donné lieu à une liquidation des troupeaux et à une nette réduction de la production porcine en 1975. L'année suivante, les prix du porc ont grimpé nettement tandis que les prix du maïs fléchissaient, ce qui a rendu la production porcine à nouveau rentable. Les producteurs de porcs ont fait d'assez bons bénéfices en 1976-1978, de sorte qu'ils ont augmenté la production; l'expansion n'a cependant pas été aussi forte qu'au cours des années précédentes. Cela s'explique principalement du fait du décalage lié à la planification, au financement et à la construction des installations. Antérieurement, c'était essentiellement un décalage d'ordre biologique qui réglait l'expansion.

Par la suite, les producteurs qui faisaient face à l'étranglement financier, se sont mis à liquider leurs forts effectifs, de sorte que

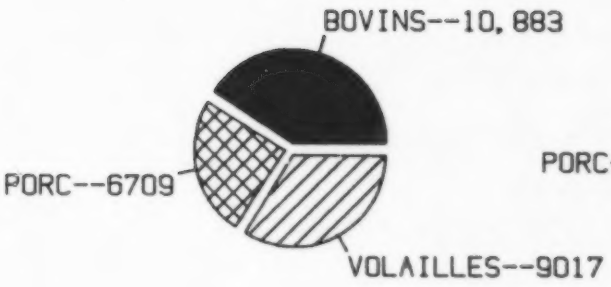
PRODUCTION DE VIANDE ROUGE, ÉTATS-UNIS
(en milliers de tonnes)



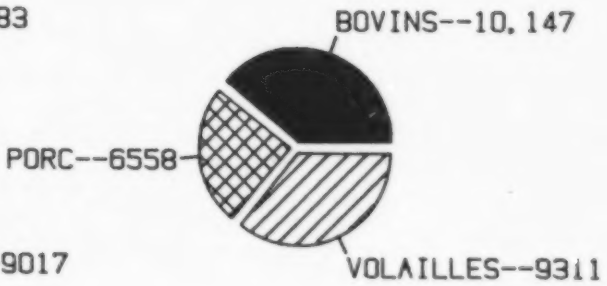
1976-80 moyenne



1981



1985



1986 prév.

les abattages ont atteint un niveau record en 1980. Parallèlement à une baisse de la production en 1981 et en 1982, les prix du porc ont monté. À l'été de 1982, les prix moyens des porcs étaient de 62 $ les cent livres et, à l'automne, les prix du maïs avaient fléchi de 2 $ le boisseau en raison d'une récolte record. Cela a constitué, comme d'habitude, le signal de départ d'une expansion de la production porcine, qui s'est manifestée en 1983.

La réduction des troupeaux à laquelle on assiste à l'heure actuelle est attribuable aux faibles rendements et aux difficultés financières qui caractérisent le secteur de l'agriculture. Même si les coûts des aliments du bétail ont baissé fortement depuis 1983, des pressions à la baisse se sont exercées sur les prix des porcs en raison de la forte production intérieure de viande et de l'importation de porc sur pied et de viande de porc.

iii) Poulets à griller

Avant le début des années 1950, de petits troupeaux de poulets à griller étaient exploités en périphérie des villes, en marge de la production d'oeufs. Grâce au progrès en génie, aux études biologiques et à l'évolution de l'organisation du marché, la production de volailles s'est modernisée. La mécanisation des poulaillers a notamment donné lieu à un accroissement important de l'efficacité de production. Les économies d'échelle correspondantes ont fait baisser les coûts de production. Les gains d'efficacité dans l'alimentation ont également contribué à l'accroissement de la production.

Après avoir connu une très forte croissance au cours des années 1970, la production de poulets à griller a augmenté à une cadence moindre dans les années 1980. La plus forte augmentation de la présente décennie a eu lieu en 1981 et elle a été de 6 %. Au début des années 1980, les producteurs de poulet à griller ont adopté des mesures de réduction des coûts et, l'an dernier, ils ont fait des profits pour la première fois durant la décennie. Au cours des années 1970, on pouvait facilement accroître la production de poulets à griller de 4 % en augmentant le nombre d'oeufs de couvée. Aujourd'hui, les troupeaux des couvoirs sont exploités à pleine capacité, de sorte que, pour obtenir une plus grande quantité d'oeufs, il faut retarder l'abattage des pondeuses.

De plus en plus, les producteurs de poulets à griller délaissent la production de poulets entiers de catégorie commerciale pour s'intéresser davantage au poulet et aux parties de marque. Ces produits procurent habituellement aux producteurs des marges bénéficiaires plus intéressantes et des profits accrus. Également, certains producteurs offrent leurs produits sous forme d'emballages de parties de poulets étiquetés à l'avance que le détaillant n'a qu'à disposer au comptoir de vente.

4. ÉVOLUTION DU MARCHÉ DE LA VIANDE

i) Le passé

Bien que les conditions du marché de la volaille aient été relativement avantageuses ces dernières années, les marchés des viandes rouges n'ont pas été profitables pour les producteurs. Depuis 1976, le marché du boeuf a habituellement été plus anémique que prévu et on peut en dire autant du marché du porc depuis 1980.

Pour ce qui est du boeuf, on reconnaît généralement que le marché a plafonné en 1976. Cette année-là, la consommation par habitant de boeuf se chiffrait à 51,4 kilogrammes au Canada et à 57,8 kilogrammes aux États-Unis. En 1985, il est probable que la consommation par habitant sera inférieure à 40 kilogrammes au Canada et sera de 46 kilogrammes environ aux États-Unis.

Pour la volaille, la tendance est à la hausse pratiquement sans interruption depuis les années 1950 et la consommation par habitant augmente plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada. Les taux de consommation par habitant, en kilogrammes, sont donnés dans le tableau suivant.

	Canada	États-Unis
1955	11.0	11.9
1960	12.6	15.4
1965	16.6	18.5
1970	20.3	22.0
1975	19.0	22.0
1980	22.7	27.4
1985	25.0 (est.)	32.2 (est.)

Dans le cas du porc, les tendances ont été quelque peu divergentes. Aux États-Unis, on assiste à un glissement de la consommation de porc par habitant depuis le début des années 1950, bien que la moitié à peu près de la baisse soit attribuable au remplacement du saindoux dans le marché de consommation. Au Canada, on a constaté une tendance à la hausse de la consommation, qui est passé de 22,4 kilogrammes par habitant en 1985 à 31,3 en 1980. Depuis 1980, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, la consommation par habitant a fléchi légèrement.

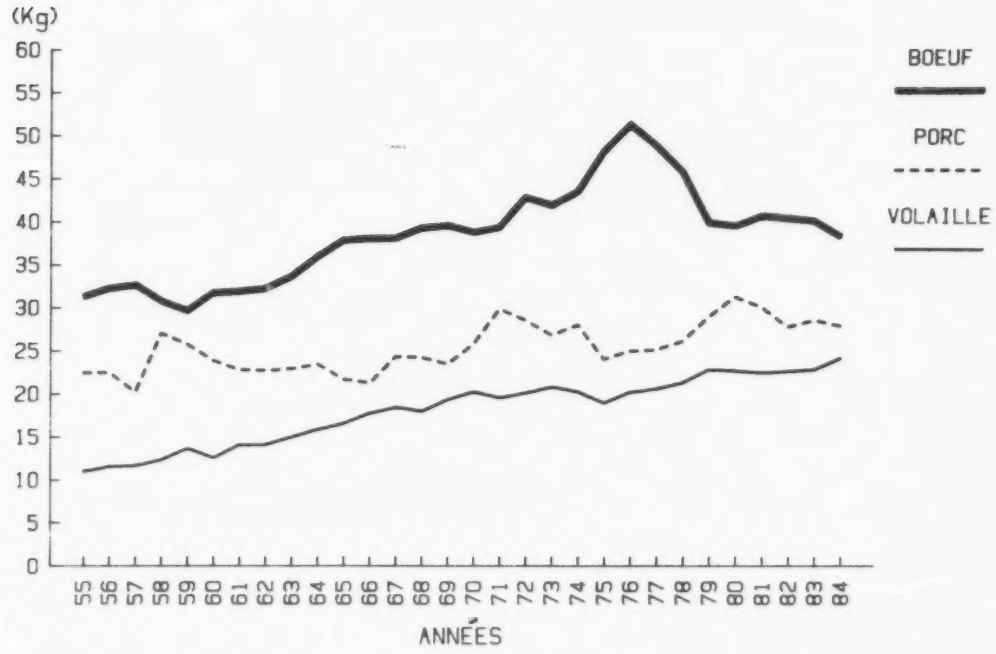
Quant à la consommation totale de viande rouge et de volaille par habitant, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, elle a plafonné en 1976. Après un léger recul par rapport aux niveaux atteints alors, la consommation totale par habitant est demeurée à peu près stagnante par la suite. Conséquemment, les producteurs de viande rouge et de volaille ont vu la croissance de la demande du marché intérieur se limiter au taux de croissance de la population. La progression du volume de vente n'a pu se faire que par le biais des exportations ou de l'accroissement de la part de marché d'un produit au dépens d'un autre.

ii) Le présent

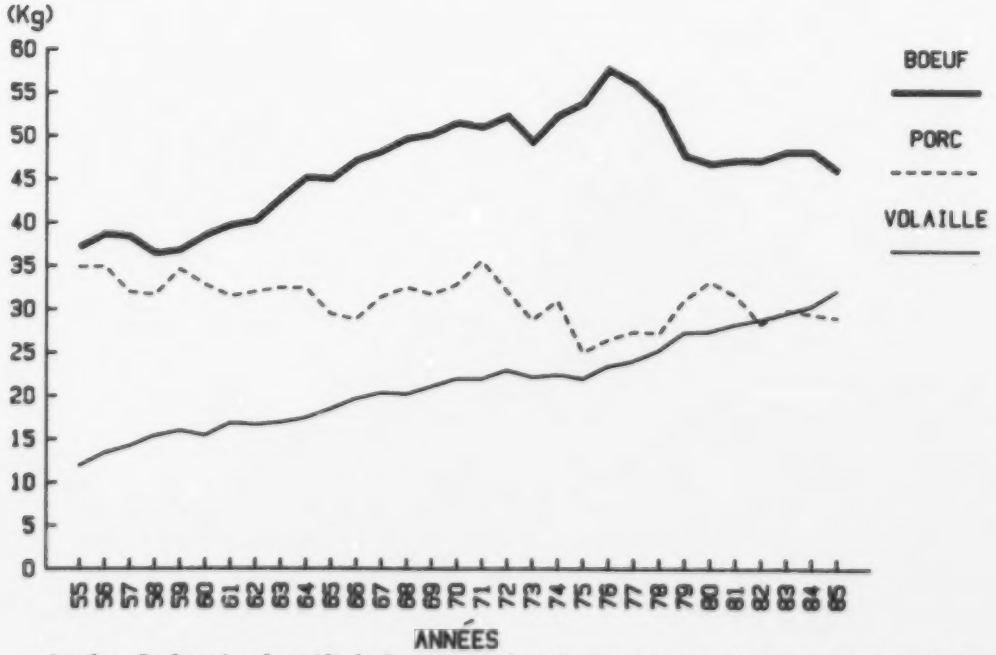
Depuis 1976, c'est dans le secteur du boeuf que les pertes de parts de marché les plus importantes ont été enregistrées, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Bien que les plus fortes baisses aient eu lieu entre 1976 et 1980, il semble que, à l'heure actuelle, des pressions à la baisse de plus en plus fortes s'exercent dans le marché du boeuf. En 1985, la consommation par habitant fléchira en deçà des niveaux de 1984 et il est probable que le marché continuera de s'effriter au cours des prochaines années.

Dans le secteur de la volaille, la tendance à une plus forte consommation s'est accélérée aux États-Unis au cours des dix dernières années. Au Canada, ce n'est que l'an dernier que le relèvement du taux de consommation s'est réellement amorcé. Dans les deux pays, la tendance est nettement à la hausse et, au Canada, il semble que des niveaux de production beaucoup plus élevés qu'à l'heure actuelle pourront être atteints.

CONSOMMATION PAR HABITANT DE VIANDES ROUGES ET DE VOLAILLE AU CANADA - 1955 À 1984



CONSOMMATION PAR HABITANT DE VIANDES ROUGES ET DE VOLAILLE AUX ÉTATS-UNIS - 1955 À 1985



Canada - En fonction du poids de la carcasse dans le cas du boeuf et du porc et du poids de l'animal éviscéré dans le cas de la volaille.

États-Unis - En fonction du poids de la carcasse dans le cas du boeuf et du porc et de l'animal prêt à la cuisson dans le cas de la volaille.

Aux États-Unis, la consommation totale de volaille par habitant a dépassé celle du porc pour la première fois en 1982. En 1985, il semble probable que la production américaine de poulets à griller dépassera la production de porcs. Ici encore, il s'agirait d'une première. Pour l'avenir, l'industrie américaine de l'aviculture s'apprête à déloger le boeuf. La volaille a déjà pris les devants par rapport au porc et c'est maintenant le boeuf que les producteurs de volaille veulent devancer.

Au Canada, de 1975 à 1983, la consommation de volaille par habitant n'a augmenté que très modestement. Depuis lors, la demande de consommation a progressé considérablement. Pour que les habitudes de consommation des Canadiens correspondent à celle du consommateur américain, il faudrait que la production canadienne de volaille augmente fortement au cours des prochaines années.

La production américaine de viande de porc a atteint un sommet en 1980 et la consommation par habitant a fléchi de 1980 à 1985, passant de 33,3 kilogrammes à 29,1 kilogrammes. Même en dépit de la baisse de la production de boeuf, il semble que les producteurs de porcs américains aient de la difficulté à affronter leur principal concurrent, l'industrie américaine de la volaille. Depuis 1980, alors que la demande totale de consommation de viande rouge et de viande de volaille par habitant a été essentiellement stagnante, l'industrie américaine de la volaille a vu la demande par habitant de son produit augmenter de 27,5 kilogrammes à 32,2 kilogrammes en 1985. La baisse de 4,2 kilogrammes par habitant de la consommation de viande de porc correspond essentiellement à une augmentation de la part du marché de l'industrie avicole des États-Unis.

Dans le cas du Canada, l'industrie du porc a réussi à accroître la demande de consommation au cours des dernières années. Cette demande accrue est attribuable en bonne partie au changement de prix relatifs survenu dans le marché canadien de la viande rouge et de la viande de volaille depuis 1976. Étant donné que le Canada est devenu exportateur net de viande de porc alors qu'il était auparavant importateur net, les prix canadiens de la viande

de porc sont devenus plus avantageux que les prix américains, tandis que la situation contraire prévalait auparavant. Dans le marché intérieur, il en est résulté que les prix du porc ont baissé par rapport à ceux du boeuf et de la volaille. Ce réalignement des prix a stimulé la demande de consommation du porc.

iii) L'avenir

Dans l'ensemble, il semble probable que les tendances nord-américaines actuelles se poursuivront. Les niveaux de consommation totale de viande rouge et de viande de volaille par habitant n'augmenteront probablement pas beaucoup. Puisque la volaille continuera de faire l'objet d'un taux plus élevé de consommation par habitant, il est vraisemblable que des pressions à la baisse s'exerceront sur la consommation des viandes rouges.

Les exportations américaines de volaille ont augmenté fortement durant les années 1970, avant de plafonner en 1981 et en 1982. Des exportations ont baissé depuis, ce qui a encombré encore davantage le marché intérieur. Étant donné qu'il est peu probable que d'importantes nouvelles occasions commerciales se présentent dans les marchés d'outre-mer, toute augmentation future de la production américaine de volailles devra, à toutes fins pratiques, être destinée au marché nord-américain.

Les exportations canadiennes de porcs ont également beaucoup augmenté depuis le milieu des années 1970. Compte tenu des piètres perspectives d'exportation dans les marchés d'outre-mer, la production canadienne de porcs devra également être destinée au marché de l'Amérique du Nord. Si on suppose que la production nord-américaine de porc a plafonné en 1980 et que la consommation de porc par habitant a également atteint un sommet, alors des perspectives de croissance future du marché semblent extrêmement réduites.

À tout prendre, il semble que la baisse que connaît l'industrie nord-américaine du boeuf depuis 1976 se poursuivra. Dans le cas du porc, il se pourrait que le point culminant de production atteint en 1980 constitue l'amorce d'un revirement analogue à celui qui s'est produit dans le secteur

du boeuf en 1976. Pour ce qui est de la volaille, il semble que les tendances récentes se poursuivront et que l'industrie avicole canadienne en particulier soit sur le point de bénéficier d'une augmentation importante de sa part du marché.

5. RAPPORTS ENTRE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE ET L'ÉLEVAGE

Depuis le début des années 1970, on constate qu'il est plus avantageux pour de nombreux producteurs céréaliers de commercialiser leurs céréales plutôt que de les utiliser comme aliments du bétail. Cette situation a, d'autre part, créé des occasions commerciales pour les producteurs qui souhaitaient élever du bétail. Dans le cas du marché du boeuf, c'est dans l'Iowa que la chose a été la plus évidente.

> Dans l'Iowa, l'industrie de l'engraissement du bétail régresse régulièrement, tandis que, dans d'autres États, elle est en expansion. Et rien n'indique que cela va changer.
>
> Encore en 1972, l'Iowa était, parmi les États américains, le plus gros producteur de bovins, alors qu'il occupe aujourd'hui le cinquième rang derrière le Texas, le Nébraska, le Kansas et le Colorado. Au cours des 25 dernières années, la part de l'Iowa dans la production de boeuf des États-Unis est passée de 21 % à moins de 10 % du total.[26]

Cette évolution s'inscrit à la suite d'une tendance amorcée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale.

> Après la Seconde Guerre mondiale, l'avènement de nouvelles techniques de production et de nouveaux marchés a favorisé, dans les régions humides du Midwest, la transition vers une agriculture davantage axée sur les cultures commerciales, ainsi que le déplacement de l'industrie de l'engraissement des bovins vers les régions moins humides du Texas, de l'Oklahoma, du Colorado et du Nébraska.[27]

Les répercussions ont été plus générales dans le cas de la production porcine. À mesure que, dans les régions d'excédents céréaliers, un nombre grandissant de producteurs réduisait la production de porcs, de plus en plus de producteurs augmentaient leur niveau de production dans les autres régions. Au Canada, ce phénomène a entraîné un déplacement important des parts du marché de l'Ouest vers l'Est. Aux États-Unis, le déplacement s'est effectué de la zone du maïs vers le Sud-est et le Sud-ouest. Depuis 1982, on constate un revirement de cette tendance aux États-Unis.

> D'après des sources proches de la revue Feedstuffs, les déplacements qui se font à partir du Sud-est et du Sud-ouest vers le centre de la zone du maïs depuis trois ans continueront. D'une manière générale, ce sont les coûts moindres des aliments fourragers et des services de transport qui expliquent et qui continueront d'expliquer ces mouvements.[28]

Au Canada, la production de porcs a commencé à augmenter dans l'Ouest, tandis que, dans le centre du Canada, elle est à la baisse depuis 1980. Cependant, dans le Centre, cette diminution de la production porcine, au début des années 70, a également coïncidé avec un accroissement de la production de céréales fourragères. Cette production céréalière accrue était destinée, en grande partie, à l'alimentation d'un nombre grandissant d'animaux de ferme. On peut supposer que ce parallélisme entre la production céréalière et la production de bétail sera maintenu pour l'essentiel durant toute période de repli. Pour ce qui est de la production de bovins, il est probable que l'Iowa continuera à perdre de l'importance, étant donné que la production de sorgho s'est accrue dans nombre de régions d'engraissement du bétail. Dans le cas du Canada, il se pourrait que l'Est continue d'accroître sa part du marché du boeuf par rapport à l'Ouest.

Pour la période qui vient, la tendance la plus importante a trait au fait que, contrairement à ce qui se passait entre 1972 et 1982, il est de moins en moins avantageux de commercialiser les céréales telles quelles plutôt que de les utiliser comme aliments du bétail, en raison de l'accumulation d'excédents céréaliers à l'échelle mondiale. Ce phénomène, à lui seul, assurera une production accrue de viande. Les années 1980 sont

caractérisées par une contraction des marchés d'exportation de céréales, de sorte que le marché intérieur doit absorber une proportion grandissante de la production céréalière. Le marché de la volaille pourra certes absorber de légères augmentations de production, mais tel ne sera pas le cas dans le secteur des viandes rouges. Au cours de la période qui vient, il est à peu près certain que l'écoulement des excédents céréaliers posera des problèmes au niveau du marché des viandes.

****

Bibliographie

1. J.M. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, (London : MacMillan and Co. Ltd., 1931), p. 3.

2. F. Modigliani, "How Economic Policy Has Gone Awry...", *New York Times*, le 3 novembre 1985, p. 2F.

3. W. Michael Blumenthal, *New York Times*, août 1981. On peut trouver une critique plus exhaustive du domaine de l'économie dans : "The Poverty of Economics" par Robert Kuttner, dans *The Atlantic Monthly*, février 1985, p. 74-85.

4. Michael K. Evans, "Why Current Economic Models Are dead", *Futures*, juillet 1985, p. 54-56. Cette optique est également celle de Evans dans : "Confessions on an Economic Forecaster", New York Times, le 17 février 1980.

5. Bruce Kirk, "Agricultural Impacts of Crow Change : Final Report", Agriculture Canada, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, février 1983, p. III-2.

6. Matthew D. Shane and David Stallings, "Financial Constraints to Trade and Growth, the World Debt Crisis and Its Aftermath", ministère de l'Agriculture des États-Unis, service de la recherche économique, *Foreign Agricultural Economic Report No. 211* (Washington, D.C.), décemore 1984, p. 2.

7. ibid., p. 2.

8. ibid., p. 2.

9. ibid., p. 2.

10. Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales, Washington, D.C., 1984.

11. op. cit., p. 3.

12. ibid., p. 3.

13. ibid., p. 2-3.

14. Robert N. Wisner et Tahereh Nourbaksh, *World Food Trade and U.S. Agriculture*, cinquième édition annuelle, World Food Institute, Université d'État de l'Iowa (Ames, Iowa), octobre 1985, p. 21.

15. Matthew D. Shane et David Stallings, "Developing Country Debt - What it Means for Exporters", ministère de l'Agriculture des États-Unis, service de l'agriculture à l'étranger, *Foreign Agriculture*, (Washington, D.C.), janvier 1985, p. 4-6.

16. ibid., p. 6.

17. ibid., p. 7.

18. Congrès des États-Unis, sous-comité sur l'agriculture et les transports du comité mixte sur l'économie, *The Changing Economics of Agriculture : Challenge and Preparation For The 1980's*, (Washington, D.C.), 1983.

19. Congrès des États-Unis, sous-comité sur la politique agricole du comité mixte sur l'économie, *Policy For Commercial Agriculture*, (Washington, D.C.), 1957.

20. Ministère de l'Agriculture des États-Unis, Commission sur les perspectives de l'agriculture mondiale, *Agriculture in the Future : An Outlook for the 1980's and Beyond*, Agriculture Information Bulletin Number 484, (Washington, D.C.), décembre 1984, p. 11.

21. ibid., p. 10.

22. Gary L. Benjamin, "The Financial Strees in Agriculture", *Economic Prespectives*, Federal Reserve Bank of Chicago, (Chicago, Illinois), Volume IX, fascicule 6, novembre/décembre 1985, p. 1.

23. ibid., p. 3.

24. ibid., p. 5.

25. Ministère de l'Agriculture des États-Unis, service de la recherche économique, "Livestock Industry Adjusting to Continuing Pressures", *Agricultural Outlook*, (Washington, D.C.), septembre 1985. Les extraits de la présente section proviennent des p. 28-31.

26. "Who stole Iowa's beef production?", *Cattlemen*, avril 1985, p. 26.

27. Walter Wills and Stanley Engel, "Shift Back to Midwest in Cattle Production Predicted", *Feedstuffs*, le 2 janvier 1984.

28. Sarah Muirhead, "Number of Swine Producers Being Forced to Get Out of Industry Seen as Peaking", *Feedstuffs*, le 30 septembre 1985, p. S-1.